

صكنا من الامل

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14408 - 8 F

SAMEDI 25 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La succession de Rajiv Gandhi

Le Parti du Congrès en plein désarroi

Le drame indien

La disparition tragique de Rajiv Gandhi, qui risque de plonger l'Inde dans une nouvelle spirale de violence, aura donné à cet homme politique, en réalité d'une envergure moyenne, l'aura du martyr. Car, si sa personnalité se détache sur l'échiquier politique du sous-continent, c'est surtout en raison de la médiocrité du personnel politique, qui s'y déchire sans relâche pour la conquête du pouvoir.

Les drames à répétition qui ont frappé la famille Gandhi, avec la mort de Sanjay en 1980 dans un accident d'avion, d'Indira, assassinée en 1984, et maintenant de Rajiv, sont à l'image du drame permanent dans lequel se débat l'Inde. Après quarante-quatre années d'indépendance, ses dirigeants - et en premier lieu la dynastie Nehru-Gandhi - n'ont pas réussi à apaiser les tensions, les violences qui minent - depuis des siècles il est vrai - ce pays de 843 millions d'habitants : affrontements entre castes (ce système millénaire sanctifiant les inégalités sociales), ethnies, religions, partis, clans.

PIRE : chaque fois qu'ils doivent affronter des difficultés, les politiciens de tous bords ont recours aux moyens les plus détestables, attisant des rivalités locales pour affermir leur pouvoir ou miner celui de leur adversaire du moment. Quitte à se retourner contre l'allié d'hier. Le meilleur exemple en aura été Indira Gandhi, assassinée par des extrémistes sikhs qu'elle avait au départ soutenus contre d'autres sikhs, et qui favorisaient l'émergence du terrorisme séparatiste tamoul des Tigres du Sri-Lanka. Ces Tigres soupçonnés aujourd'hui du meurtre de son fils...

La politique indienne va devoir prêter un nouveau départ, maintenant que la dynastie Nehru-Gandhi a vécu, la venue de « Rajiv » ayant - avec bon sens - refusé de se plier au jeu que voulaient lui imposer les caciques du Parti du Congrès. La principale force politique du pays saura-t-elle se doter de nouveaux dirigeants et de nouvelles structures ? Il faut espérer, en tout cas, que ce sera sur des bases plus saines que celle qui voulait que le fils, ou la fille, succède automatiquement à la mère ou au père.

Cette dynastie n'est pas particulière au sous-continent indien. Mais il y a fait florès : le nouveau premier ministre népalais est le fils du fondateur du Parti du Congrès local ; au Bangladesh, la bégum Zia a repris le flambeau de son mari ; au Pakistan, M. Bénazir Bhutto avait ramassé celui éteint à son père ; au Sri-Lanka enfin, la dynastie des Bandaranaike dirige actuellement l'opposition. Dans ces trois derniers cas, le fondateur de la dynastie a été assassiné.

La confiscation du pouvoir par une famille, même si elle est encouragée par bien des traditions locales, n'est pas une garantie de stabilité. Reste à savoir si les voies sur lesquelles s'engage l'Inde seront plus prometteuses. Les pronostics, à ce stade, ne peuvent guère être optimistes.

M0147 - 0525 0 - 6.00 F



Après la décision de M^{me} Sonia Gandhi, jeudi 23 mai, de refuser la présidence du Parti du Congrès, celui-ci est en plein désarroi. Il lui faut maintenant trouver rapidement un successeur à Rajiv Gandhi.

Ses dirigeants cherchant dans leurs rangs un nouveau président capable de les mener à la victoire au terme des élections en cours, tout en poursuivant leurs pressions sur M^{me} Sonia Gandhi pour qu'elle revienne sur sa décision.

Les obsèques de l'ancien premier ministre devaient avoir lieu vendredi en fin de journée. M. Jospin représentant la France. Enfin, l'enquête sur l'attentat s'oriente de plus en plus vers les Tigres séparatistes tamouls du Sri-Lanka.

Lire page 3 l'article de LAURENT ZECCHINI

Dans l'attente des conclusions du conciliateur

Les demandeurs d'asile accentuent leur pression

M. Bernard Brunhes, le conciliateur désigné, devait remettre vendredi 24 mai à M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, ses premières conclusions pour résoudre le conflit soulevé par les quelque 190 déboutés du droit d'asile en grève de la faim. La veille, il s'était rendu à Bordeaux où, devant « la gravité de la situation », il avait affirmé son intention de « régler le dossier très rapidement ». Les associations du « Réseau de solidarité » accentuent leur pression.

Réfugiés ou immigrés

par Robert Solé

Les défenseurs du droit d'asile ont réussi, pour la première fois, à se faire entendre. Mais une chose est de se faire entendre, une autre est d'obtenir satisfaction. Car on imagine difficilement la délivrance d'une carte de séjour à des dizaines de milliers d'étrangers, aujourd'hui sans papiers, auxquels le statut de réfugié a été refusé.

Et même si le gouvernement le décidait, il lui faudrait régler ensuite le cas de dizaines de milliers d'autres demandeurs qui continuent, et continueront, à frapper à la porte chaque année.

Sur dix candidats au statut de réfugié, deux ou trois seulement obtiennent satisfaction. Les autres doivent en principe quitter la France.

S'ils ne le font pas - ce qui est le cas de la majorité d'entre eux - ils vivent en clandestins.

Le problème ne date pas d'aujourd'hui : les proportions étaient à peu près les mêmes il y a cinq ou dix ans. La nouveauté c'est d'abord le nombre des demandeurs qui a augmenté, passant de 21 000 en 1984 à 56 000 en 1990.

Lire la suite et vos informations page 10

Afin de contrer les amis de M. Fabius

Les rocardiens s'organisent pour l'horizon 1995

Les amis de M. Michel Rocard se réunissent dimanche 26 mai pour tirer les conséquences du changement de gouvernement, et préparer l'avenir. L'ancien premier ministre, qui se dote d'une équipe permanente et de nouveaux locaux, veut renforcer ses alliances au sein du PS face à M. Laurent Fabius, dans la perspective de la future élection présidentielle, au moment où, à la direction du parti, la tension entre M. Pierre Mauroy et les fabusiens monte d'un cran.



Lire page 8 les articles de JEAN-LOUIS ANDRÉANI et de PATRICK JARREAU

Le gouvernement allemand lance un nouvel appel aux entreprises françaises pour reconstruire l'ex-RDA

Une semaine avant le sommet franco-allemand de Lille, le ministre fédéral de l'économie, M. Jürgen W. Möllemann, a invité, jeudi 23 mai à Berlin, les entreprises françaises à accroître leur participation à l'effort de reconstruction des cinq nouveaux Länder (l'ex-RDA). Le ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, a répondu en insistant sur la volonté de Paris de participer plus activement à la construction d'une « Allemagne nouvelle ».

L'angoisse des chômeurs de l'Est

Le redressement économique et social des cinq nouveaux Länder s'avère difficile. Il y a déjà, à l'Est, 837 000 chômeurs (9,5 % de la population active) auxquels s'ajoutent deux millions de « chômeurs partiels ». Le spectre de la constitution, dans la partie orientale de l'Allemagne, d'un réservoir sous-industrialisé de main-d'œuvre menace.

Lire nos informations et l'article de JEAN-MICHEL NORMAND, page 16

Revivre à Beyrouth...

Même sous tutelle syrienne, les Libanais apprécient au quotidien la paix retrouvée, et tous les signes du renouveau

BEYROUTH

de notre correspondant

Sans abus, sans pénuries, sans voix de passage obligé, sans enlèvements, sans milices, et sans général rebelle... Beyrouth est méconnaissable depuis l'arrêt des combats. Avec de l'électricité, de l'eau, le téléphone ; avec un aéroport et un port ; avec des cinémas, des théâtres, des concerts, des expositions et même un cirque venu de Moscou. Avec une année scolaire qui, banalement, va d'octobre à juin. Des commerces qui rouvrent au lieu de fermer. Des Libanais qui reviennent au lieu de partir... Avec un président que ne boycottent pas son premier ministre et la moitié de ses ministres ; un gouvernement qui se réunit régulièrement, un « par-rain » syrien qui règle des problèmes au lieu de les susciter et un trublion israélien qui se tient relativement coi. Des ministres étrangers - voire un président algérien - qui osent s'aventurer dans ce qui fut considéré par tous - même si ce ne fut dit que par l'ancien secrétaire d'Etat américain George Shultz - comme une cité pestiférée.

Avec, signe paradoxal de renouveau, des grèves, des conflits qui se nouent et se règlent par des discours ou par voie de presse, et non par les armes. Avec un dollar

stabilisé, dont même la baisse est contrôlée... Ce répit, auquel personne n'osait ni ne voulait croire, est-ce finalement l'An 1^{er} de la paix, selon l'expression que s'est avisé d'utiliser le président de la République, M. Elias Hraoui, qui a eu cette audace en commémorant - entre autres - le 13 avril, date du déclenchement de la guerre de 1975, comme pour exorciser l'événement ?

Certes, tout n'est pas idyllique. On note presque partout des contrepoints, un passif dépassant parfois l'actif. Néanmoins, ce Beyrouth-là, ce Liban-là, étaient-ils imaginables il y a seulement six mois ?

LUCIEN GEORGE
Lire la suite page 4

Cartier LA BOUTIQUE

Cartier L'ART D'ÊTRE UNIQUE

51, RUE FRANÇOIS 1^{er}, PARIS. 40 74 60 60

Wilhelm Kempff, le pianiste de la limpidité

Le musicien allemand est mort jeudi 23 mai à Positano, en Italie, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans

par Jacques Lonchamps

On ne l'avait plus entendu depuis un mois de janvier 1981 où, salle Pleyel, une défaillance de mémoire l'avait empêché d'accomplir sa longue et intime collaboration avec le public. Mais la mort ne pourra effacer les traces de cet univers si personnel qui restent gravées dans tant de disques. Nous entendrons toujours l'accent unique que Wilhelm Kempff donnait à Bach, Beethoven, Schubert, Schumann ou Brahms, autant de lianes irremplaçables où le génie du pianiste s'ajustait à celui du créateur.

La clé de cet univers nous est donnée dans le livre où il retrace « les années d'apprentissage d'un musicien » (1), un livre moins gothéen cependant que d'un charme nordique, où constam-

ment le rêve se mêle à la réalité ; plus qu'un récit de son enfance, Kempff nous offre l'histoire de ses pensées, et c'est une histoire aussi merveilleuse que celles que racontait son piano.

On comprend mieux ce liant la conjonction d'une nature équilibrée, d'une humanité saine, joyeuse, et d'un don musical unique, échos à travers une souche d'organistes paysans qui font songer à la biblique sérénité des Bach. Surtout, l'un perçoit comment s'est cristallisée cette faculté visionnaire du jeu de Kempff, par l'immersion naturelle et totale d'un enfant dans un monde où la musique anime toute chose.

Pour lui, la musique n'était pas imaginaire : elle était une des formes vivantes du réel, elle intervenait dans toutes ses impressions et ses émotions, et

c'était le trésor où il puisait sans cesse pour interpréter les œuvres d'autrui. En l'écoutant, comme en lisant Proust, les images se levaient en foule dans notre mémoire.

Le beau visage de chevalier germanique gardait, même dans les dernières années, un air de jeunesse et d'innocence. Il s'inclinait gravement et s'asseyait sans cérémonie à une longue habitude avait dépouillé chacun de ses mouvements jusqu'à l'essentiel. Le corps était droit, sans raideur ; les mains effleuraient et frappaient le clavier, vives et immatérielles. Il regardait devant lui, l'œil légèrement levé, emporté de rêve, comme étonné, loin dans cet espace éthéré de la musique où il respirait.

Lire la suite page 12

(1) Cette note grave, Ed. Plon, 1955.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 ML ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 85 p ; Italie, 1,10 L ; Israël, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

سكان الامل

ETRANGER

INDE : la difficile succession de « Rajiv »

Confusion à New-Delhi après le refus de M^{me} Sonia Gandhi

Alors que les cérémonies de crémation de Rajiv Gandhi devaient se dérouler, vendredi 24 mai, en présence de représentants de nombreux pays étrangers - dont M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation - une grande confusion règne à New-Delhi. La veuve de l'ancien premier ministre, M^{me} Sonia Gandhi, a refusé la présidence du Parti du Congrès, plongeant celui-ci dans une grave crise de succession.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Il y a quelque chose de pathétique dans les efforts déployés par les cadres du Parti du Congrès pour tenter de convaincre la veuve de Rajiv Gandhi d'accepter la présidence du vieux parti de Nehru. Un pathétique qui frise parfois l'odieux, tant le registre du chantage à la « responsabilité morale » est utilisé sans fin.

Celle qui a souffert de la disparition brutale de son beau-frère Rajiv, de sa belle-mère Indira, enfin de son mari, a justifié jeudi son refus par des motifs d'ordre familial (voir nos dernières éditions du 24 mai).

« Je suis profondément touchée par la confiance qui a été placée en moi par le Congrès, a-t-elle déclaré dans un communiqué. Mais la tragédie qui frappe mes enfants et moi-même fait qu'il m'est impossible d'accepter la présidence du parti. Nehru, Indira Gandhi et mon mari défunt ont consacré leur vie à leur parti et au pays. Leur mémoire et les sacrifices auxquels ils ont consenti, ainsi que ceux d'innombrables membres du Congrès, j'en suis sûre, rendront aujourd'hui le Congrès capable

d'émerger plus fort encore. » Le Herald, journal du Congrès, est revenu à la charge vendredi, rappelant que la nécessité de l'heure était de « maintenir l'unité » du parti. Il a expliqué que le choix s'était porté sur M^{me} Sonia Gandhi, non parce qu'elle appartenait à une « famille particulière », mais parce qu'elle était considérée par la direction du Congrès, qui est « la plus grande organisation démocratique et politique de la plus grande démocratie du monde » comme « possédant les qualifications pour cette auguste fonction ».

Deux

présidents

Et le Herald d'ajouter : « Rajiv n'appartient pas uniquement à sa famille immédiate (...). Il était le chef de la grande famille des congressistes déployée sur toute l'étendue de ce pays. M^{me} Sonia Gandhi doit placer les intérêts de

cette grande famille au-dessus de toute autre considération. Le Congrès a besoin d'elle à sa tête devant cette conspiration profondément enracinée, dont une facette a été l'assassinat de Rajiv. Pour sauver la démocratie indienne, il faut une direction saine et forte au Congrès. Sans M^{me} Sonia Gandhi, une telle direction pourrait ne pas émerger. Elle doit, en conséquence, reconsidérer sa décision ».

Cet appel est appuyé depuis jeudi par de multiples démarches pour tenter de la convaincre. Selon l'un de ses proches, le Congrès a voulu la placer devant un « fait accompli, sans obtenir son accord préalable ». Dans les heures et les jours qui viennent, des manifestations « spontanées » pourraient être organisées devant le domicile familial, pour appuyer l'« exigence » du « vaste peuple » des congressistes. Dans le même temps, les instances dirigeantes du

parti se réunissent sans délai pour envisager une solution de rechange en cas de confirmation de ce refus. Les noms le plus souvent avancés sont ceux de M. Narasimha Rao, ancien ministre des affaires étrangères, qui fut probablement le plus proche confident et conseiller de Rajiv Gandhi ces derniers mois, et de M. Narayan Datt Tiwari, ancien ministre des finances.

Tous deux souffrent d'une notoriété insuffisante, en dehors des États d'Andhra Pradesh et d'Uttar Pradesh dont ils furent ministres en chef. En Inde, seuls les hommes politiques qui sont à la tête d'un parti peuvent dépasser les barrières naturelles que constituent la mosaïque de langues et l'analphabétisme.

Cette course de vitesse pour assurer la succession de Rajiv se poursuit parallèlement à des initiatives diverses et contradictoires.

Selon le ministre de la justice

Les séparatistes tamouls de Sri-Lanka seraient les « premiers suspects »

Le ministre de la justice indien a accusé jeudi 23 mai le mouvement séparatiste tamoul LTTE de Sri-Lanka (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) d'être responsables de l'attentat qui a coûté la mort à Rajiv Gandhi et à seize autres personnes. Selon M. Subramaniam Swamy, « nous n'avons pas encore de preuve confirmée, mais, à première vue, il y a assez d'indices pour désigner les Tigres comme les premiers suspects ».

Pour sa part, le ministre de l'intérieur, M. Subodh Kant Sahay, a déclaré que « toutes les preuves recueillies jusqu'à présent corroborent la théorie d'une femme portant sur elle l'engin explosif qui a explosé au moment où elle venait apparemment accueillir » Rajiv Gandhi. Les enquêteurs ont trouvé sur place les lambeaux d'une ceinture de cuir qui semble avoir été conçue pour cacher des explosifs, que la terreuriste - qui pourrait

avoir fait partie du commando-suicide féminin des Tigres, les « voleuses de la liberté » - aurait déclenché en se baisant.

Une cinquantaine de suspects tamouls sri-lankais ont déjà été arrêtés par la police. Le Sri-Lanka a offert son aide dans l'enquête. Les Tigres avaient combattu à la fois les troupes indiennes et le gouvernement de Colombo. (AFP, Reuters, AP)

AFRIQUE

ETHIOPIE : alors que les troupes rebelles s'approchent de la capitale

Le gouvernement a annoncé la libération de 180 prisonniers politiques

L'approche des troupes rebelles, stationnant désormais à moins de 30 kilomètres d'Addis-Abeba, continue d'inquiéter les habitants de la capitale. Ceux-ci ont néanmoins salué dans la joie, l'enlèvement de la statue de Léonine, jeudi 23 mai, et accueilli favorablement l'annonce, faite la veille, de la libération de 180 prisonniers politiques. A Paris, le ministère des affaires étrangères a lancé un appel pressant à la réconciliation nationale et a plaidé pour l'instauration rapide d'un cessez-le-feu. « La France souligne, à nouveau, l'impérieuse nécessité de poursuivre les opérations de secours humanitaires en faveur des populations victimes de la famine », a précisé le porte-parole du Quai d'Orsay.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

La « chute de Léonine » a, pour un court moment, sorti la capitale de son apparente torpeur. Une manifestation spontanée - la première depuis la révolution de 1974 - s'est tenue, jeudi 23 mai, quel-

ques centaines de personnes sur l'avenue Mendik, devant la statue du dirigeant bolchevik, que des ouvriers de la voirie ont longuement « travaillé » au marteau-piqueur. Après quatre heures d'efforts, le « Léonine » était arraché de son socle et déposé sur un camion, aussitôt pris d'assaut par une foule ravie. Il était ensuite emporté vers une destination inconnue. La même, sans doute, que celle qu'avaient prise, l'an dernier, les portraits de Marx et d'Engels, ou celui de l'ex-« camarade président », la veille.

Ce « déboulonnage » spectaculaire, que beaucoup ont salué comme le signe de la « fin du marxisme en Ethiopie », aura permis, en tout cas, aux langues de se délier. Brusquement, des jeunes se sont mis à hurler des slogans contre l'ancien régime, en brandissant le drapeau éthiopien. Et les badauds ont pris conscience qu'ils assistaient peut-être à un « véritable changement de régime ». L'annonce, mercredi en fin de matinée, de la libération d'un premier groupe de 180 prisonniers politiques, impliqués dans le putsch manqué de mai 1989, avait déjà donné un premier espoir.

Le spectacle de « l'enlèvement de Léonine » n'a pas totalement effacé, cependant, la sourde

inquietude qui prévaut dans la capitale. Depuis mardi, Addis-Abeba vit dans l'attente d'une irruption des rebelles. Dans les églises et les mosquées, où la population avait été invitée, jeudi, à prier pour la paix, les visages des fidèles reflétaient une gravité empreinte de peur et de superstition. Quand, dans le ciel, un oiseau circulaire a brusquement caché le soleil, à la façon d'une éclipse, beaucoup de petites gens ont cru que l'Ethiopie était « saignée ».

Mais ces dans de l'esprit n'ont pas duré longtemps. Et fin d'après-midi, le bruit des chars circulant dans les rues rappelait soudain aux habitants que la guerre était aux portes de la ville. Une nouvelle vague de rumeurs se répandait dans les quartiers, annonçant l'entrée des maquisards. Les commerçants se hâtaient d'ouvrir les rideaux de fer.

Pendant ce temps, à l'ouest de la capitale, les soldats continuaient d'arriver. Non pas à pied, mais à bord d'automotrices : ces soldats-là n'étaient pas des déserteurs, mais des conscrits, évacués du camp militaire de Tatiek, situé à une trentaine de kilomètres. Et ce qu'on avait pris, aux premiers jours, pour une débandade de l'armée, ressemblait maintenant à une

retraite dans l'ordre et le calme. La présence des militaires n'a pas rassuré pour autant les habitants de la capitale. « S'ils ne sont pas rapidement pris en charge, ce sera l'anarchie », s'indignait un passant. On affirme que, depuis l'arrivée des soldats, le trafic d'armes se poursuit dans les allées du Mercato - le grand marché d'Addis.

JEAN HÉLÈNE

ALGERIE : pour protester contre le découpage électoral

Le FIS appelle à une grève générale illimitée à partir de samedi

Le président du Front islamique du salut (FIS), M. Abassi Madani, a appelé, jeudi 23 mai, à une grève générale illimitée à partir de samedi, pour réclamer l'abrogation de la loi du découpage électoral et exiger une élection présidentielle anticipée. M. Madani a souligné que cette grève serait « pacifique et disciplinée », en faveur de « la démocratie ».

Le dirigeant islamiste a affirmé que la grève ne prendrait fin qu'à la demande du FIS, ou lorsque le président Bendjedid aura répondu à ses exigences. Il a laissé entendre que le mouvement pourrait se poursuivre au-delà du 27 juin, date prévue pour les élections législatives. Le président du FIS a appelé tous les secteurs de l'économie - y compris celui des hydrocarbures - à participer au mouvement. Les services d'urgence dans les hôpitaux devraient néanmoins être assurés.

Dès mercredi, l'armée a annoncé qu'elle allait déployer des unités à proximité des grandes agglomérations. De son côté, le ministère de l'intérieur a dénoncé cette grève comme « une action aventurée, dont l'objectif consiste à déstabiliser, par la voie illégale, le mouvement démocratique ». Selon le ministère, les pouvoirs publics restent « déterminés à assurer le fonctionnement régulier des institutions et des activités économiques et sociales ». (AFP)

CORÉE DU SUD

Le président Roh Tae-woo a nommé un nouveau chef du gouvernement

Le président Roh Tae-woo a nommé M. Chung Won-shik à la tête du gouvernement sud-coréen, en remplacement de M. Ro Jai-bang, démissionnaire à la suite des émeutes étudiantes de ces dernières semaines. M. Chung, qui se trouvait en voyage en Afrique, dont il devait revenir dans la journée de vendredi, est âgé de soixante-trois ans; ancien ministre de l'éducation, il a fait toute sa carrière dans ce ministère. Il est connu pour son intransigence face à l'activisme étudiant, ce qui explique les critiques dont sa nomination fait déjà l'objet de la part de l'opposition.

L'arrivée d'un nouveau premier ministre qui, dans ce régime présidentiel, n'est que le fidèle exécutant de la politique définie par le chef de l'Etat, sera suivie d'un important remaniement ministériel. Selon le porte-parole de la présidence, « ce remaniement est destiné à calmer les passions populaires à la suite d'une série de manifestations », entrainées par la mort, il y a un mois, d'un étudiant tué par la police. Il intervient au lendemain de la décision de Seoul d'amnistier 258 détenus politiques. (AFP, Reuters, AP)

NÉPAL

M. G. P. Koirala a été désigné comme premier ministre par le Parti du Congrès

M. Girija Prasad Koirala a été désigné, jeudi 23 mai, par les dirigeants du Congrès népalais, pour assumer les fonctions de premier ministre. Cette désignation a été approuvée à l'unanimité par les députés du parti, qui a remporté 110 des 205 sièges au Parlement lors des élections du 12 mai dernier. M. G. P. Koirala, ex-secrétaire général du Congrès, âgé de soixante-cinq ans, est le frère cadet de B. P. Koirala, un des fondateurs du parti en 1959.

M. G. P. Koirala devrait être officiellement nommé à la tête du gouvernement par le roi Birendra après avoir prêté serment, sans doute dimanche, à l'occasion d'un porte-parole du Congrès. Le premier ministre désigné a déclaré qu'il « cherchera la coopération de tous les secteurs » de la nation et entend susciter dans la population « un sentiment de sécurité et de soulagement économique ». Il devra faire face à l'opposition du puissant PC-UMI (marxiste-léniniste unifié), qui a remporté 69 sièges. Les autres partis de gauche en avaient obtenu 13, contre 10 aux trois formations de droite et 3 à des indépendants. (AFP, Reuters)

PRIX DE L'ASSEMBLEE NATIONALE 1991



ALBRECHT BETZ
EXIL ET ENGAGEMENT
Les intellectuels allemands et la France
1930-1940
Traduit de l'allemand par Pierre Rusch

Bibliothèque des IDÉES

GALLIMARD

rel : le Vietnam

PROCHE-ORIENT

Après les sévères critiques du secrétaire d'Etat américain

Les Israéliens réaffirment leur droit à coloniser les territoires occupés

Le président Bush a fait écho jeudi 23 mai aux propos du secrétaire d'Etat James Baker en estimant que les implantations juives dans les territoires occupés par Israël « n'améliorent pas les perspectives de paix » dans la région, mais il a paru vouloir banaliser les propos de son secrétaire d'Etat. Le président a notamment déclaré : « J'ai demandé à Israël de ne pas continuer avec les colonies. Il sait que c'est notre point de vue. Et je peux comprendre la préoccupation du secrétaire d'Etat et peut-être sa frustration. »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les implantations dans les territoires occupés, obstacle à la paix ? Les petites phrases peu amènes prononcées par M. Baker sur la poursuite de la colonisation juive de Cisjordanie et dans la bande de Gaza continuent de provoquer de nombreuses et vives réactions en Israël, d'autant que le président Bush est allé dans le même sens que le chef de la diplomatie américaine, en termes moins sévères toutefois.

Le premier à réagir, et ce dès mercredi soir, fut le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens : « La politique d'implantation n'est pas en contradiction avec les efforts de paix au Proche-



Orient... Les implantations en Samarie (Cisjordanie) doivent être mises sur le même plan que la création de villages dans la plaine de Sharon (près de Tel Aviv). » Quant à M. Yossi Ahimor, directeur de cabinet du premier ministre, il a souligné que « toute l'attention devait aller au processus en cours au Liban et en Syrie... ».

Deux évêques français critiquent Israël

Mgr Jacques Delaporte, président de la commission Justice et Paix, et Mgr Joseph Rodier, président de Pax Christi, ont rendu publiquement, mercredi 23 mai, une déclaration dénonçant l'« enlèvement » de la paix au Proche-Orient.

« Il y a pire qu'une violence déclarée : c'est une expérience assistée », écrivent ces deux responsables de la Conférence épiscopale française. Ils mettent direc-

tement en cause le blocage par Israël de la question palestinienne. Le peuple palestinien doit se voir reconnaître un statut d'Etat à part entière... M. la loi du plus fort, ni le langage de la situation acquise ne constituent un argument de droit, écrivent les deux représentants de l'épiscopat français. Israël ne peut se dérober plus longtemps ou rendre-vous que comporte, dans cette partie du monde, l'instauration de la justice et de la paix. »

ajoutant : « C'est là que réside le véritable danger pour la paix, et non pas la mise en place de quelques corvées en Judée et en Samarie. »

Viingt-quatre heures après, et alors que les implantations n'augmentent pas les chances de paix dans la région, à la présidence du conseil à Jérusalem on réagissait à nouveau, et de façon plus explicite encore. Pour M. Avi Pazner, conseiller spécial de M. Itzhak Shmit, « il ne convient pas à l'heure actuelle de débattre de la question des implantations et de s'en prendre au droit de tout juif à s'installer n'importe où en terre d'Israël (territoire occupé compris) ». Et M. Pazner de rappeler qu'Israël n'avait jamais accepté la position américaine sur ce point : « Mais, d'ailleurs, nous pourrions parfaitement bien vivre avec cette différence, même dans l'avenir... »

De façon générale, dans l'entourage du chef du gouvernement on s'est étonné « de ce dévare améri-

coin, alors que l'administration Bush n'a pas jugé utile de condamner l'annexion de fait du Liban par la Syrie... Les déclarations qui nous viennent de Washington font passer des doutes sur les capacités des Américains à tenir le rôle de médiateur dans le processus en cours... ».

M. Shimoo Péris, le chef de l'opposition de gauche, a, lui, profité de l'occasion pour réclamer une nouvelle fois le gel des implantations durant les négociations en cours.

Menace

sur l'aide américaine

Certains responsables israéliens affirment qu'Israël ne bégayera rien à sa politique de peuplement des territoires occupés, mais d'autres, cités par la presse, admettent que la poursuite de cette politique pourrait avoir une conséquence : celle de porter atteinte à l'aide américaine, et plus particulièrement à la demande israélienne de garanties pour un prêt d'un montant de 10 milliards de dollars, destiné à financer l'intégration des nouveaux immigrants d'Union soviétique. Une requête qu'Israël présentera en principe en septembre prochain. Pour le correspondant permanent de la télévision israélienne à Washington, il ne faisait aucun doute jeudi soir que l'administration américaine pourrait prendre son temps avant d'apporter une réponse aux demandes du Trésor israélien.

(Interim.)

M. Dumas souligne l'urgence d'un règlement du problème palestinien. - Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a souligné jeudi 23 mai à Tunis l'urgence d'un règlement du problème palestinien et réaffirmé « le droit des Palestiniens à avoir leur patrie, à l'expression de leur volonté d'exister, au même titre que celui d'Israël à la sécurité ». A l'issue d'un entretien avec son homologue tunisien, M. Habib Ben Yabla, M. Dumas a évoqué la possibilité d'un accord de coopération de ce moment exceptionnel qu'est l'après-Golfe pour faire avancer les choses.

Revivre à Beyrouth...

Suite de la première page

Il y a déjà des milliers de Libanais revenus pour jeter un œil, avec l'idée plus ou moins précise d'un réel retour. On en attend plus de cent mille les mois prochains : les avions sont pris d'assaut pour tout l'été, de toute provenance, et la compagnie nationale n'est plus seule à desservir Beyrouth. Les compagnies d'Europe de l'Est ont repris leurs vols et, grande nouveauté, Air France devrait être la première compagnie occidentale à le faire.

C'est évidemment dans le domaine de la sécurité que la transformation est la plus spectaculaire. Hormis deux attentats successifs à la voiture piégée, les 20 et 29 mars dernier, qui ont fait neuf morts et cinquante-trois blessés, et dont le message est demeuré mystérieux, il n'y a pas eu d'incident notable au Liban - sauf dans le Sud - depuis le 13 octobre 1990, date de la dernière grande opération militaire, qui avait entraîné l'évacuation du général Aoun. Même durant les deux embellies de 1976-1977 et 1982-1983, alors que bien plus qu'aujourd'hui la population croyait à la paix, il n'y eut pas un tel calme. Cela tient, en premier, à la conjonction régionale. Cela tient aussi à un élément psychologique dont il ne faut pas négliger l'impact : personne au Liban ne plus la guerre, pas même les miliciens - et c'est ce qui permet que l'on soit en train d'en faire à bon compte des ex-miliciens. La guerre des ébriétés en 1990 a refroidi les dernières ardeurs. Ce sont donc des combattants, épuisés, usés et débabusés, sans cesse, que le train de la pacification est venu, cette fois, recueillir.

Des effets positifs

Cette paix est, évidemment, entachée d'un vice profond : elle n'est pas libanaise, mais syrienne. Heureusement, les Syriens n'ont eux-mêmes plus besoin de semer le trouble comme auparavant pour assouvir leur autoritarisme, sur leur territoire, avec les États-Unis et sur le succès de leur entreprise à réduire, l'une après l'autre, toutes les résistances libanaises et palestiniennes au Liban. Ils y ont mis seize ans, à coups d'alliances et de contre-alliances, de guerres, de prébendes, d'assassinats et de protections, mais ils y sont parvenus. Du moins jusqu'à nouvel ordre. C'est la première fois qu'ils contrôlent tout et tout le monde. Sauf - la même exception revient - le Sud.

Même ceux qui continuent de considérer que l'hégémonie syrienne au Liban est un mal absolu constatent que, outre la paix intérieure elle a produit depuis qu'elle est instaurée deux effets positifs fondamentaux : d'une part le Liban a traversé la guerre du Golfe en spectateur alors que, cela ne fait aucun doute, le pays aurait été, en d'autres termes et en pareille occasion, le théâtre d'une explosion, vraisemblablement la plus terrible ; de l'autre, le reflux des Palestiniens devenus indésirables dans le Golfe, qui se serait fait naturellement vers le Liban (comme naguère après leur éviction de Jordanie), n'a pu prendre cette destination à cause du verrou syrien.

La suite des événements dira si les avantages d'aujourd'hui, si serotins pas trop cherement payés par le Liban.

Douze heures d'électricité par jour ; de l'eau au robinet en permanence ; voir bouillir le lait sans que les gens en ce mai printanier d'une douceur toute libanaise, on comprend que la nature a de nouveau été généreuse cette année avec le pays en le gratifiant, après plusieurs années sèches, de sa première richesse : le téléphone, encore le plus délaissé des services publics, qui fonctionne de nouveau vaillamment ; des ordures ménagères plus ou moins ramassées ; de l'essence à la pompe et du gaz chez le bouquier du coin ; des rues colonisées à défaut d'être réasphaltées ; un aéroport loin d'être propre (et où les services syriens sont rois) mais qui a été plus un coup de main ; un port de Beyrouth remis à l'état et où mouillent de nouveau six à sept navires par jour. Pour n'importe quelle ville au monde, ce serait un quotidien de misère, mais pour Beyrouth, où plus rien de tout cela n'existait, c'est le paradis.

Et même

quelques touristes...

D'autant qu'une obsession a disparu du paysage libanais : le « passage ». Pour ceux de Beyrouth-Est et de Beyrouth-Ouest, la vie se déroulait en fonction du baromètre quotidien des possibilités et des risques de se déplacer d'un secteur à

l'autre de la ville et, au fur et à mesure du morcellement du pays, d'une région à l'autre. Aujourd'hui, même le vocabulaire a changé : on ne « passe » plus, on y « va ». Déambuler dans les ruines du centre-ville est devenu la promenade du dimanche, en famille, de M. Tont-le-Moode. On croit rêver... des femmes coiffées de la voile islamique découvrent le quartier ébriété de Beyrouth, dont elles ne connaissent que le nom et les bombes. Le mouvement contraire est moins frappant mais encore plus répandu. Du Nord au Sud, les Libanais retrouvent leur pays : Baalbeck, Beiteddine, Tyr, Tripoli, les cédres. Petits cafés et sites grandioses ; il fait vraiment bon vivre au Liban. Dans un Liban que le quatorze à cordes d'URSS sillonne en long et en large, après que la France ait donné le ton de la réconciliation culturelle en prenant le risque d'organiser un Salon du livre puis un spectacle Rimbaud en plein sur l'ancienne ligne de démarcation de la capitale.

Les malheurs du Koweït aidant, l'été s'annonce sous des auspices dont les Libanais avaient perdu le mémoire : il paraît que l'été reverra cette année dans les montagnes libanaises ces touristes, moins riches qu'avant, mais riches quand même, fuyant les puits de pétrole en feu aux jours torrides de juillet-août mais n'ayant plus les moyens des villégiatures européennes.

L'envers de la médaille - encore bien ternie - ce sont des prix qui montent. Non plus en livres libanais, mais en dollars. Beyrouth est redevenue une ville chère, ce qu'en devaient être les autres villes d'été dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faiblesse financière de l'Etat, dont la dette s'élève de mois en mois, sans cesse d'être dans les années 1986-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécouvre pas vraiment l'amélioration est certaine, mais pas

EUROPE

ESPAGNE : les élections locales du 26 mai

La tentation centriste du Parti populaire

Plus de 30 millions d'Espagnols sont appelés aux urnes, dimanche 26 mai, pour élire 66 500 conseillers municipaux, dont un peu plus de 8 000 communes et pour renouveler 13 des 17 « communautés autonomes » (le Monde du 24 mai).

TOLÈDE

de notre envoyé spécial

« Le gouvernement a la mentalité défaitiste de ceux qui sont en bout de course. L'Espagne a besoin d'un parti moderne, modéré, mûr, capable de revivifier la démocratie, et de forger une société à la fois plus solidaire et plus libre. Ceux qui sont au pouvoir appartiennent au passé. Le parti du changement, aujourd'hui, c'est le nôtre. »

Ce langage est bien connu au sud des Pyrénées. C'est mot pour mot celui qu'utilisait l'actuel président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, lors de la campagne des législatives de 1982, celles du raz-de-marée socialiste. Et pourtant, celui qui le tient aujourd'hui à la tribune, provoquant l'enthousiasme de la foule qui applaudit à tout rompre, n'est autre cette fois que son principal adversaire, M. Jose Maria Aznar.

Président depuis un an du Parti populaire (conservateur), M. Aznar a été certes candidat à aucune mairie ni à aucun gouvernement autonome. Mais il a pris résolument les rênes de la campagne de son parti pour les élections municipales et régionales du 26 mai (le Monde du 24 mai). Pour la nouvelle idole de la droite espagnole, la conquête du pouvoir local constituera la première étape vers la reconquête du pouvoir national. Le premier jalon de ce qu'il appelle l'« opération relève de Gonzalez ». Et pour cela, le jeune M. Aznar, qui n'a que trente-huit ans, n'a pas hésité à récupérer la

rhétorique d'hier de son rival, voire à utiliser à l'occasion la même intonation et les mêmes tics oratoires.

Seul le Parti populaire, à l'entendre, apportera aux Espagnols cet élan d'enthousiasme collectif dont les socialistes se voulaient porteurs il y a neuf ans, et qu'ils ont aujourd'hui, assure-t-il, irrémédiablement perdu. « Les socialistes ne constituent plus qu'un agglomérat de clans qui se disputent des parcelles du pouvoir au lieu de se préoccuper de résoudre les problèmes des Espagnols. Ils n'ont plus de projet neuf à offrir à l'Espagne d'aujourd'hui. L'Espagne des années 80 a peut-être été socialiste, mais celle des années 1990 sera celle du Parti populaire. » La foule applaudit à tout rompre. Nous sommes à Tolède, la très conservatrice Tolède, et le public, plutôt du troisième âge, communique de toute évidence avec l'orateur.

Avant le début du meeting, quelques pas de double pontons par la foule de sonores «olé!», ont fait vibrer la veine patriotique de l'assistance. Et celle-ci n'en est que plus enthousiaste pour se lever comme un seul homme en applaudissant lorsque M. Aznar invoque l'« unité indissoluble de l'Espagne » face au terrorisme basque.

L'influence des jeunes loups

Le président du Parti populaire, pourtant, ne fonde pas sa campagne sur les vieilles valeurs cocardières ou le traditionalisme. Il ne se veut plus, contrairement à son prédécesseur M. Manuel Fraga, « conservateur » ni même « libéral-conservateur » ou « de centre-droit ». Avec les jeunes loups qui le dirigent désormais, le Parti populaire a acquis un nouveau look : le voilà devenu « modéré », « novateur », et surtout « centriste », l'indéniable maître mot de sa campagne électorale. « Nous verrez,

l'opération d'occupation de l'espace du centre par le Parti populaire n'a fait que commencer », d'avait cessé d'assurer son président aux journalistes, à Ségovie, en serrant des mains au pied de l'aqueduc romain, avant de partir pour Tolède.

La route de la Moncloa

Reste, pour M. Aznar, à déloger du centre politique ceux qui l'occupent déjà. Pour ce qui est du Centre démocratique et social de l'ancien président M. Adolfo Suarez — qui, selon les derniers sondages, est en chute libre, — la cause est entendue. Le président du Parti populaire se refuse tout simplement à daigner en parler. Quant aux socialistes, « ils vont vivre à gauche après les élections, ne serait-ce que parce qu'ils vont devoir faire alliance avec les communistes s'ils veulent essayer de conserver envers et contre tout, malgré leur recul, les mairies des grandes villes », assure à la tribune M. Aznar, faisant frissonner d'effroi la Tolède conservatrice. « Le choix est clair : ou voter pour le Parti populaire, c'est-à-dire pour le centre, ou voter pour les socialistes », insiste-t-il.

La stratégie centriste de M. Aznar permettra-t-elle à la droite espagnole de retrouver le chemin du pouvoir, qu'elle a perdu depuis le retour de la démocratie ? Si l'on en croit les sondages, le Parti populaire enregistre, dimanche 26 mai, une hausse sensible. Mais la distance qui le sépare toujours des socialistes reste importante. Si M. Aznar a entamé le long chemin qui mène à la Moncloa, le palais de la présidence de Madrid, il n'est pas pour autant encore parvenu, loin s'en faut, à destination.

THÉRIY MAJNIAK

AUTRICHE : sur fond de scandales judiciaires

Le climat politique s'alourdit

Au moment même où les responsables autrichiens développent une activité diplomatique fiévreuse pour faire avancer le dossier de l'entrée de leur pays dans la Communauté européenne, un conflit entre la classe politique et la magistrature, provoqué par la condamnation de l'ex-chancelier socialiste, M. Fred Sinowatz, pour faux témoignage, assombrit le climat politique intérieur. Conséquence de la débâcle électorale du Parti conservateur (OEVP) aux élections d'octobre dernier, le président de ce parti a annoncé le 23 mai sa prochaine démission.

VIENNE

de notre correspondant

Le pays entier a assisté avec perplexité à ce vandeuvre judiciaire aux accents tragiques qu'était le procès en diffamation intenté par l'ancien chancelier et chef du Parti socialiste à un journaliste de l'hebdomadaire Profil. M. Sinowatz a été condamné à une sévère amende par la cour d'appel pour faux témoignage.

Il avait catégoriquement nié avoir dit, en octobre 1985, devant des dirigeants socialistes du Burgenland que son parti informait en temps utile l'opinion publique du « passé brun » de Kurt Waldheim, alors candidat à la présidence. Que la phrase incriminée ait été prononcée ne fait plus de doute depuis que Profil a révélé que plusieurs des dirigeants socialistes avaient confirmé cette déclaration et s'étaient même excusés auprès du journaliste en ajoutant que « la discipline envers leur parti ne leur a pas laissé de choix ». Une série de procès contre les faux témoins dont le gouverneur du Burgenland, M. Hans Sipetz, s'ouvrira à l'automne.

Ce verdict a plongé les socialistes dans un profond embarras et renforcé les déceptions d'une opinion publique lassée d'une longue série de scandales politico-financiers

impliquant la nomenklatura socialiste au pouvoir. Pour accroître le malaise général, M. Sipetz, contre qui une instruction pour faux témoignage est en cours, a décidé d'anticiper d'un an et demi les élections régionales : elles se dérouleront en juin prochain.

Tablant sur une nouvelle majorité, les socialistes pensent « corriger » a priori une éventuelle condamnation de leur leader en faisant plébisciter celui-ci par les électeurs. Des fonctionnaires socialistes du Burgenland ont annoncé qu'ils entendent « ignorer » une condamnation de leur chef et ont menacé d'organiser des manifestations devant le palais de justice de Vienne.

Le conflit a pris une tournure inquiétante lorsque M. Heinz Fischer, président du Parlement, a accusé les magistrats d'avoir agi par « motivations politiques » et qualifié le pays de « République des juges ». En oubliant, fait remarquer l'opposition, que l'intervention de ministres socialistes a permis pendant des années d'étouffer des affaires compromettantes qui ont pu être tirées au clair uniquement lorsqu'un ministre de la Justice n'appartenait à aucun parti politique a été nommé. Le chef de l'opposition de droite, M. Jörg Haider, a vilipendé un « régime des partis » qui ne respecte pas l'indépendance de la justice. Les magistrats ont attaqué de leur côté des dirigeants qui « constatent avec aigreur qu'il existe des enclaves dans la société qui échappent à leurs manipulations ».

Le cas Waldheim

Le chancelier Franz Vranitzky a dû calmer les esprits en proposant une table ronde entre juristes, magistrats et hommes politiques pour renouer le dialogue. Il a aussi invité ses compatriotes au « respect des jugements rendus par des tribunaux indépendants ».

Ce conflit sur l'indépendance de la magistrature n'est cependant pas le seul à menacer la tranquillité politique du pays. La question d'une nouvelle candidature de M. Kurt Waldheim à la présidence

de la République, au printemps 1992, risque en effet de déchirer l'Autriche. Pressé de toutes parts, le président en exercice a dit qu'il annoncerait sa décision au début de l'été. Selon un récent sondage, 59 % des Autrichiens sont opposés à un deuxième mandat du chef de l'Etat, considéré par beaucoup comme un frein à l'entrée de l'Autriche dans la Communauté.

Une nouvelle candidature de M. Waldheim plairait aussi le Parti conservateur, qui avait soutenu ce dernier en 1986, devant un grave dilemme. En chute libre dans les sondages, il pourrait difficilement se démarquer de son ancien candidat, bien que nombre de ses représentants se soient publiquement prononcés contre un second mandat du président. Celui-ci a fait savoir récemment qu'il « ne se laissera pas guider dans sa décision par ses intérêts personnels, mais par ce qui est le mieux pour le pays ». De nombreux observateurs ont interprété cette phrase comme le prélude d'une future résignation.

Les débats actuels montrent que le « consensus », baguette magique par laquelle les dirigeants ont l'habitude de régler en douceur les conflits, est rompu. Cette méthode a contribué à vider d'une partie de sa substance la démocratie parlementaire, les décisions importantes étant prises dans les secrétariats des partis.

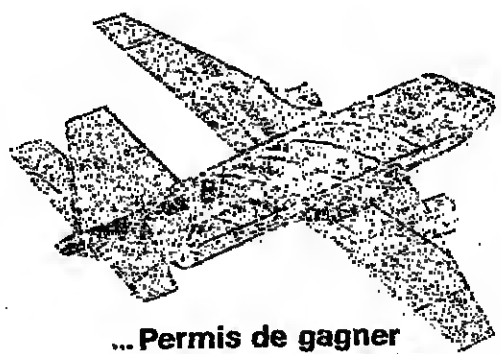
L'Autriche est sans aucun doute un des pays européens les plus réglementés. L'OCDE a ainsi constaté, dans son dernier rapport annuel, que la moitié environ de l'économie autrichienne était dépendante de l'Etat, avec, comme corollaire, un manque certain de concurrence dans de nombreux secteurs, une productivité insuffisante et un niveau de prix élevé. Si des réformes ont été amorcées, elles restent bien timides.

L'intégration de l'Autriche à la CEE risque ainsi de faire déchanter tous ceux qui voient encore leur pays comme une « île des bienheureux » mais aussi ceux qui rêvent d'une renaissance de la « Mitteleuropa », ayaat Vienne pour capitale.

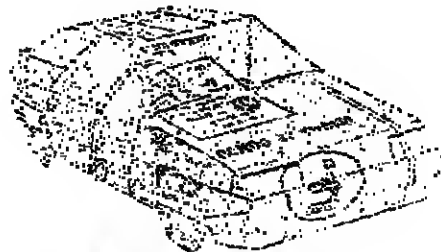
WALTRAUD BARYLI

LES JOURS FOUS CITROËN DU 23 MAI AU 3 JUIN

TOUT EST PERMIS !



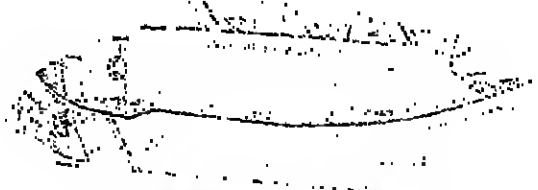
... Permis de gagner l'un des 10 week-ends en Italie.



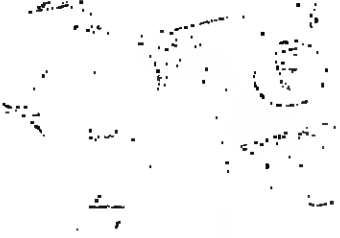
... Permis de gagner une CITROËN BX 16 soupapes.



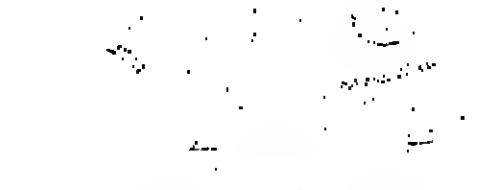
... Permis de profiter des supers crédits sur les véhicules neufs ou d'occasion.



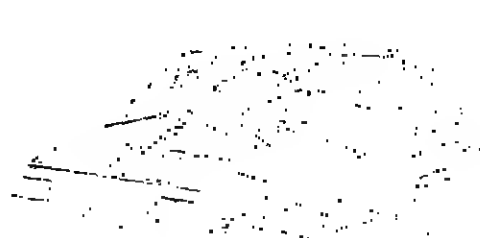
... Permis de gagner une croisière à Tahiti.



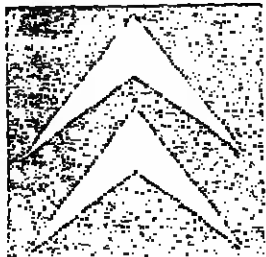
... Permis de bénéficier de reprises inouïes.



... Permis de profiter du contrôle anti-pollution gratuit.



... Permis de gagner l'une des 10 CITROËN AX IMAGE.



... Permis de gagner des milliers de cadeaux en jouant avec votre propre numéro de permis de conduire. Pendant les jours fous, dans les points de vente affichant l'opération, tout est permis ! Alors, prenez le vôtre... et allez-y.

... Permis de profiter de financements exceptionnels et d'offres originales sur les véhicules neufs et d'occasion ; permis de découvrir la nouvelle CITROËN ZX ainsi que les séries personnalisées CITROËN AX et BX.

EUROPE

ALLEMAGNE : le F-104 Starfighter retiré du service

Le dernier « cercueil volant » a fait ses adieux

Baptisé le « cercueil volant » en raison du taux impressionnant de ses accidents mortels, l'avion de combat F-104 Starfighter a été définitivement retiré du service, mercredi 22 mai, en Allemagne, après trente ans de carrière au sein de la Luftwaffe. Cet appareil a été, à partir de 1962, l'avion de base de l'armée de l'air ouest-allemande.

Au total, l'Allemagne fédérale de l'époque en avait acheté 916 exemplaires à son constructeur américain, la société Lockheed. Mais, pour ses besoins, elle les avait transformés et considérablement améliorés par rapport au modèle initial. C'est cette modification-là qui est à l'origine des

accidents enregistrés par la Luftwaffe, au cours desquels 110 pilotes et navigateurs allemands ont trouvé la mort.

Le F-104 G (pour Germany) a commencé à être remplacé en 1987 par l'actuel Tornado, conçu en coopération par les Britanniques, les Allemands et les Italiens. Certains de ces avions ont, depuis, été revendus à la Grèce et à la Turquie. Il subsistait quelques exemplaires qui servaient encore d'avions-laboratoires pour tester des équipements. Le dernier F-104 G a fait son dernier vol, le 22 mai, devant des invités réunis sur une base de la Luftwaffe dans le sud de la Bavière.

Nouvelles interventions des forces soviétiques dans les Républiques baltes

Des postes de douane installés par les Républiques baltes de Lettonie et de Lituanie le long de leur frontière commune ont été assaillés et incendiés dans la nuit de mercredi à jeudi 23 mai par les forces spéciales du ministère de l'Intérieur soviétique (OMON). Une vingtaine de policiers et douaniers baltes ont été blessés au cours de ces opérations. Jeudi, plusieurs militaires baltes ont été « réquisitionnés » et attachés aux barrières, selon la radio lituanienne.

Le président lituanien Anatoli Gorbounov a adressé un message à M. Gorbatchev demandant qu'il soit mis fin « aux actes de terreur et de provocation des troupes soviétiques de l'intérieur contre les Républiques baltes », alors qu'un porte-parole lituanien dénonçait « la guerre économique lancée contre la Lituanie, avec la destruction du système mis en place pour lutter contre le marché noir et prévenir les exportations illé-

gales ». En Estonie, la seule des trois Républiques baltes épargnée par la répression de janvier et où les forces spéciales de l'intérieur dépendent, non pas de Moscou, mais des autorités républicaines, celles-ci ont envoyé préventivement des policiers armés aux postes-frontières gardés jusqu'à par des douaniers équipés de simples mousquets.

Malgré l'accord du 23 avril entre M. Gorbatchev et neuf Républiques, interprété alors comme un feu vert

implicite aux six autres qui veulent faire sécession, les forces armées soviétiques continuent donc à se réserver le droit d'intervenir dans ces dernières pour y « désarmer les formations armées illégales ». Le prétexte donné par M. Gorbatchev pour l'intervention en cours contre les Arméniens - prévenir les affrontements inter-ethniques avec les Azerbaïdjanais - ne peut pourtant en aucun cas être invoqué dans le cas balte.

■ La Moldavie change de nom. - La République socialiste soviétique de Moldavie est devenue la « République de Moldavie », à l'issue d'un vote jeudi 23 mai du Parlement moldave. Elle est la septième République soviétique à abandonner officiellement les qualifications socialistes et soviétiques. - (AFP)

ALBANIE
La grève générale paralyse l'ensemble du pays

Deux des animateurs de la grève générale qui paralyse l'Albanie depuis sept jours ont été arrêtés jeudi 23 mai dans la région d'Elbasan (Centre), a indiqué le président des syndicats indépendants, M. Gazim Shima.

Selon une journaliste albanaise, jointe au téléphone, « la situation est dramatique et l'approvisionnement alimentaire est coupé depuis plusieurs jours ».

Les grévistes ne laissent pas passer sur les routes les camions de vivres et arrêtent les treize de marchandises. « Les magasins sont tout à fait vides à Tirana, on ne trouve même plus de sel et il n'y a plus que pour deux jours de pain. Il n'y a aucun moyen de transport qui fonctionne et à l'exception du journal des syndicats, Siodicalisti, aucun journal n'a pu paraître depuis le 16 mai ».

La grève, qui touche près de la moitié de la population active, s'est élargie et s'étend à des centres industriels comme Lushnje et Fieri (Centre), jusqu'à alors peu engagés dans le mouvement. - (AFP)

BULGARIE
Accord de principe pour des législatives anticipées

Les principales forces politiques bulgares sont parvenues, jeudi 23 mai, à un accord de principe pour la tenue d'élections législatives anticipées en septembre prochain. An enors d'une réunion organisée en présence du président Jello Jeleu et du premier ministre Dimitar Popov, les groupes parlementaires du Parti socialiste (PSB, ex-communiste), de l'Union des forces démocratiques (UFD), du Parti agrarien et du Parti de la minorité turque, se sont mis d'accord pour adapter la nouvelle Constitution avant la fin juillet et pour la tenue de nouvelles élections législatives en septembre.

Au cours des derniers jours, 47 députés de l'UFD ont quitté le Parlement pour réclamer sa dissolution immédiate. Dix petits partis et mouvements de droite, qui font partie de l'UFD, ont formé, jeudi, un mouvement nommé « Comité civil UFD ». Toutefois, les 98 autres députés de l'UFD appartenant aux quatre grands partis du rassemblement et auxquels revient la majorité de l'électorat de l'UFD, tiennent à rester à l'Assemblée constituante jusqu'à l'adoption de la nouvelle Constitution. - (AFP)

EN BREF

■ AFRIQUE DU SUD : M. De Klerk a promis à l'archevêque Desmond Tutu d'accélérer la libération de prisonniers politiques. - A l'issue d'un entretien avec le président Frederik De Klerk, l'archevêque Desmond Tutu a déclaré, jeudi 23 mai, que le chef de l'Etat avait promis d'accélérer la libération de quelque soixante-dix prisonniers politiques, en grève de la faim depuis le 1^{er} mai. Par ailleurs, le chef zoulou Mangosuthu Buthezi effectuera, à la mi-juin, un voyage d'une semaine aux Etats-Unis. Il devrait y être reçu par le président George Bush. - (Reuters)

■ ANGOLA : départ des derniers soldats cubains. - Selon une déclaration conjointe angolaise-cubaine, citée jeudi 23 mai par l'agence ANGOP, les 1 910 derniers soldats du contingent cubain en Angola devaient quitter le pays dans les vingt-quatre heures - soit trente-trois jours avant le délai fixé par les accords de New-York, signés en 1988 par l'Angola, l'Afrique du Sud et Cuba. Le contingent cubain, venu soutenir le gouvernement de Luanda, était alors estimé à 50 000 hommes. - (AFP)

■ ETATS-UNIS : le général Colin Powell reconduit pour deux ans à la tête de l'état-major interarmes. - Le président George Bush a annoncé, jeudi 23 mai, la nomination du général Colin Powell pour un nouveau mandat de deux ans à la tête de l'état-major interarmes

américain. Le général Powell, a indiqué M. Bush « a fait un travail fantastique, et j'ai pris cette décision pour exprimer ma confiance dans ses capacités ». Interrogé par la presse M. Bush et Powell ont démenti avoir été en désaccord sur le recours à la force contre l'Irak lors de l'occupation du Koweït, ainsi que l'avait affirmé dans un livre le journaliste Bob Woodward. - (AFP, Reuters)

■ MAURITANIE : manifestation de femmes à Nouakchott. - Plusieurs dizaines de femmes, mères et épouses de négro-mauritaniens, ont manifesté, jeudi 23 mai, devant le ministère de l'Intérieur à Nouakchott, pour réclamer une commission d'enquête indépendante sur les exactions dont ont été victimes leurs parents, militaires pour la plupart, portés disparus à la suite de la répression de novembre. Cette manifestation a été dispersée par la police, qui aurait procédé à des interpellations. - (AFP)

■ TURQUIE : attentats contre deux généraux. - Deux hommes armés ont abattu, jeudi 23 mai, un militaire à la retraite, le général Ismail Selen, après avoir fait irruption dans une salle de venue à Ankara où étaient exposés des véhicules. Quelques heures plus tôt, quatre inconnus avaient ouvert le feu sur un autre haut fonctionnaire de l'armée, le général Temel Cingöz, alors qu'il quittait un complexe militaire à Adana, le blessant ainsi que son chauffeur. Un inconnu se récla-

YUGOSLAVIE

M. Markovic est satisfait de sa visite à Paris

Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, s'est félicité, jeudi 23 mai, à l'occasion de la première journée de sa visite en France, du soutien qu'il affirme avoir trouvé auprès des autorités pour la démocratisation de son pays, son rapprochement avec la CEE et le maintien de son unité.

M^{re} Edith Cresson, qui l'a reçu pendant une heure, a estimé dans un entretien accordé à la télévision yougoslave que la « Yougoslavie ne pourra faire partie de l'Europe que si elle reste unie ». « La France n'insiste que la Communauté européenne soit prête à apporter leur aide et leur soutien le plus ferme à tout ce qui se fait dans le sens de l'intégrité de la Yougoslavie » a-t-elle ajouté, précisant néanmoins que « la Yougoslavie un jour, pourra peut-être entrer dans la CEE, mais ce jour n'est pas venu pour le moment ».

Incidents en Slovinie

D'autre part, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a laissé entendre, jeudi, qu'il cherchait à rétablir l'aide américaine à la Yougoslavie, suspendue en vertu d'un amendement législatif qui pénalise l'Etat fédéral au lieu de la République de Serbie en raison de sa politique au Kosovo. « Je crois que ce texte de loi se trompe de cible et frappe ceux-là mêmes qui veulent promouvoir une réforme vers l'économie de marché et la démocratie », a déclaré M. Baker devant la sous-commission sénatoriale. « J'étudie sérieusement quelle serait la meilleure façon de corriger ce qui, tout en étant bien intentionné, a un impact là où il ne faut pas », a poursuivi le secrétaire d'Etat.

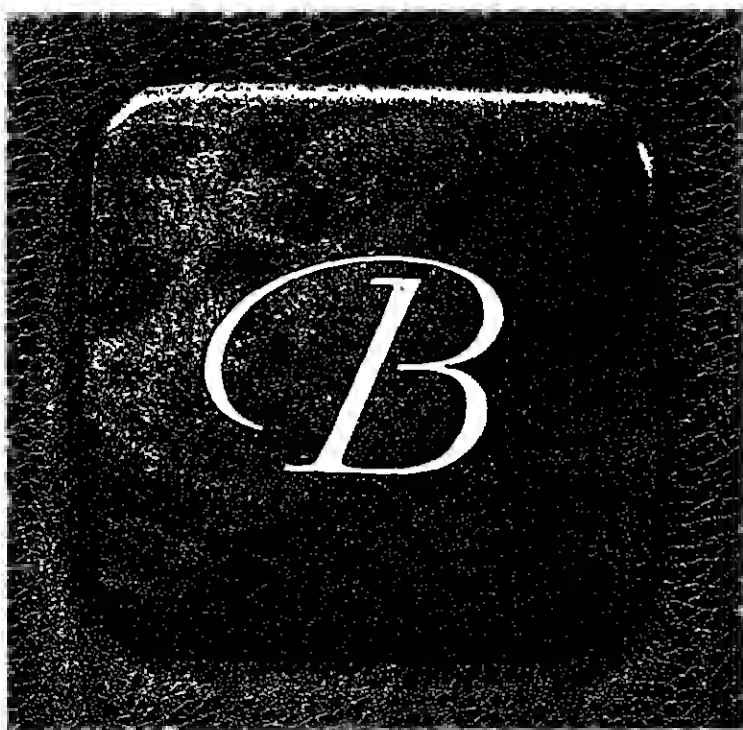
La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a par ailleurs offert ses services au gouvernement de Belgrade. Son président, M. Jacques Attali, a envoyé, mercredi 22 mai, une lettre à M. Markovic, dans laquelle il affirme qu'il est à sa disposition pour l'aider de toutes les façons possibles.

En Yougoslavie, la mobilisation partielle des réservistes de la défense territoriale de Slovinie a été décrétée à la suite d'un incident survenu jeudi, près de Maribor, entre l'armée yougoslave et la défense territoriale slovène. - (AFP, Reuters)

■ VIETNAM : visite de M^{re} Danielle Mitterrand. - M^{re} Danielle Mitterrand est arrivée jeudi 23 mai à Hanoi pour une visite de trois jours, à la suite de laquelle elle devrait se rendre au Laos et au Cambodge. La présidente de France-Libertés a été accueillie par le général Giap et par M^{re} Ngo Ba Thanh, présidente de la commission juridique du Parlement, et elle doit être reçue par M. Nguyen Van Linh, secrétaire général du PCV. M^{re} Mitterrand s'est en revanche vu interdire de rencontrer M^{re} Duong Thu Huong, écrivain dissident, qui est actuellement emprisonnée. - (AFP, Reuters)

■ ZAIRE : Kinshasa souhaite le retour des ONG belges. - Le Zaïre souhaite la reprise de la coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG) belges, a indiqué, jeudi 23 mai, le ministre belge des affaires étrangères. Cette coopération avait été brutalement interrompue, sur ordre du gouvernement zaïrois, après la condamnation par le gouvernement et la presse belges des incidents sanglants survenus sur le campus de Lubumbashi, en mai 1990. Tous les coopérateurs belges avaient du quitter le pays. - (AFP)

Du 23 au 29 Mai 1991



Une gamme d'exception au Château de Vincennes "Centre d'essais"

Sur l'esplanade du Château de Vincennes, vous pourrez essayer les modèles de la gamme Renault 25 et les dernières nouveautés : les Elio Baccara, les Elio 16 Supra et les nouvelles Renault Espace.

Gagnez une Elio Baccara

Pour tout essai, Renault est heureux de vous offrir la possibilité de gagner une Elio Baccara.



Si vous souhaitez prendre un rendez-vous d'essai, téléphonez au NUMERO VERT 05 25 19 91

Le Monde
HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

MANIÈRE
DE VOIR 12LE MONDE
diplomatiqueALLEMAGNE, JAPON :
LES DEUX TITANS

100 pages 42 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

5513 من الاموال

AMÉRIQUES

SURINAM

Elections législatives en prélude à un gouvernement civil

Conformément aux promesses des militaires qui avaient pris le pouvoir en décembre dernier à l'occasion d'un coup d'Etat, des élections législatives doivent avoir lieu samedi 25 mai au Surinam. Il s'agit d'un scrutin, qui se déroulera sous la supervision de nombreux observateurs, notamment de la CEE et du Congrès américain, de désigner le président et le vice-président. Une forte participation était attendue, mais à la veille de l'élection aucune tendance ne semblait clairement l'emporter dans les prévisions de vote.

RIO-DE-JANEIRO

De notre correspondant
Deux cent mille électeurs - environ la moitié de la population du Surinam - doivent désigner samedi 25 mai le nouveau Parlement qui élira le président et le vice-président appelés à gouverner le pays. Pour l'actuel Guyane hollandaise, située dans le nord de l'Amérique du Sud, ce scrutin constitue la deuxième tentative de retour à une gestion civile. Après l'indépendance, obtenue en 1975, le coup d'Etat du colonel Desi Bouterse avait, en 1980, été suivi par sept années de régime militaire. En 1987, pourtant, après la déroute électorale du parti appuyé par l'armée, M. Bouterse devait céder la place à l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Ramsewak Shankar. Le 14 décembre dernier un nouveau putsch a réversé le président Shankar.

Le gouvernement intérimaire, qui est aux mains des militaires même s'il est théoriquement présidé par un civil, M. Johan Kragg, a pourtant tenu sa promesse: des élections ont été organisées dans un délai relativement bref. Quinze partis politiques s'affrontent donc le 25 mai. La coalition du Front pour la démocratie et le développement en regroupent dix, et parmi eux ceux qui représentent les différentes composantes ethniques du pays (1). La principale autre force est constituée par le Parti national démocratique. Celui-ci, fondé par M. Desi Bouterse, est proche des militaires. Il existe aussi d'autres formations dont celles de centre-gauche, mais elles ont dû se retirer de la compétition car elles n'ont pas obtenu le nombre de suffrages.

L'issue finale de ces élections sera en fait décidée une fois de plus au sein du Parlement, lors des négociations entre les différents partis pour la désignation du président et de son vice-président.

La situation du pays s'est cependant déjà quelque peu clarifiée avec l'accord récemment passé entre les militaires et la principale organisation de guérilla dirigée par Ronnie Brunswijk. Ce début de règlement d'un conflit qui perturbe gravement le pays depuis 1986 devra encore être concrétisé par la nouvelle administration, comme le souhaitent les deux parties.

Renouer avec les Pays-Bas

Le problème des 14 000 réfugiés surinamais qui, fuyant les combats, ont trouvé asile dans la Guyane française voisine devrait donc être progressivement résolu. Les réfugiés participent au scrutin du 25 mai, mais n'ont pas pu jusqu'ici retourner dans un pays où ils estimaient que leur sécurité n'était pas assurée. L'équilibre entre les forces militaires et civiles, toujours très précaire, devrait aussi s'en trouver quelque peu facilité. Dans la capitale, Paramaribo, une vision plutôt optimiste prévalait donc à la veille du vote.

L'une des principales tâches du futur gouvernement sera de renouer les liens avec l'ancienne puissance coloniale, qui, déjà échaudée par les coups d'Etat passés, a supprimé l'essentiel de son aide économique. Les relations de La Haye avec les militaires surinamais et leurs alliés politiques sont toujours très tendues. Un incident entre les autorités néerlandaises et M. Desi Bouterse - empêché de quitter l'aéroport d'Amsterdam où il faisait escale en compagnie de M. Shankar - avait d'ailleurs été à l'origine du coup d'Etat de décembre dernier. Les militaires surinamais s'estiment «blessés» par une telle attitude. Le semaine dernière l'ancien ambassadeur Henk Herberichs a, lui, été expulsé des Pays-Bas.

Autant de sujets délicats et urgents pour le futur gouvernement. D'autant que la situation économique qui s'est améliorée en ce qui concerne du moins les comptes extérieurs, après le premier retour des civils au pouvoir, reste préoccupante avec une inflation dépassant les 50 % annuels et un environnement social difficile.

DENIS HAUTIN-GIRAULT

(1) La population surinamaise est composée d'une mosaïque de quatre principales ethnies: 38 % d'indiens, 31 % de Créoles, 15 % de Javanais, 10 % de Bushinogrois. A cela s'ajoute 2 % de Chinois et quelques milliers d'Européens. La langue officielle est le néerlandais, parlé aussi communément que le dialecte local, mélange de créole, de néerlandais, et d'anglais.

ETATS-UNIS

La Cour suprême interdit aux centres fédéraux de planning familial de parler d'avortement

La Cour suprême des Etats-Unis a, pris, jeudi 23 mai, une décision satisfaisante pour les adversaires de l'avortement en interdisant aux centres de planning familial financés par des fonds fédéraux toute discussion sur ce sujet avec des femmes enceintes. Cette décision, contenue dans une réglementation mise au point durant l'administration Reagan en 1988, ne viole pas les droits à la liberté de parole ou à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), a estimé la Cour suprême.

La mesure a été adoptée non sans dissensions puisque quatre des neuf juges de la Cour s'y sont opposés. Elle reflète les profondes divisions de la société américaine sur la question de l'avortement, un droit acquis en 1973 par la femme américaine mais remis en cause dans plusieurs Etats ayant adopté des législations extrêmement sévères contre l'IVG. Cette nouvelle décision touchera quelque 4 000 centres médicaux de planning familial qui s'occupent annuellement de 4 millions de femmes disposant de leur salaire sur l'ensemble du territoire américain. Ces centres n'ont jamais été autorisés à pratiquer l'avortement mais leurs employés pouvaient réorienter les candidates vers d'autres cliniques. - (AFP)

M. Bush se dit «aussi vif que l'éclair»...

Plein, la voix voilée et cinq bons kilos en moins, George Bush, ces derniers jours, ne semblait pas au mieux de sa forme. Pis, au cours de deux conférences de presse, il avait paru hésiter, trahir même un peu dans ses réponses: avait-il vraiment récupéré après son malaise dû à une fibrillation des oreillettes du cœur, le 4 mai dernier?

Au point que pour dissiper les doutes, le président américain a reconnu publiquement jeudi 23 mai que ses facultés mentales avaient été quelque peu ralenties par le traitement qu'il suit contre des troubles du rythme cardiaque et une surproduction d'hormones thyroïdiennes: «Oui, j'ai été fatigué et il est connu que ces médicaments ont cet effet, mais maintenant je

suis de nouveau moi-même, à 100 % aussi vif que l'éclair», a ainsi déclaré M. Bush à la presse. La veille le président américain, qui aura soixante-sept ans le 12 juin, avait également déclaré au cours d'une interview que l'absorption de beaucoup de médicaments ralentit le processus mental.

La maladie présidentielle ayant toutefois conduit certains commentateurs à se demander si le président n'avait pas souffert d'hypertension au cours de la crise du Golfe, lors de laquelle il a dû prendre des décisions capitales, M. Bush a qualifié ces commentaires de «foutaises» et estimé que c'était le peuple américain qui avait peut-être été soumis à une surdose d'analyses.

DIPLOMATIE

«Personne ne songe à une Communauté européenne de la défense»

affirme le premier ministre néerlandais

LA HAYE

de notre correspondant

Dans la marche vers l'union politique européenne, la question de la défense est «un non-problème». Hôte à déjeuner jeudi 23 mai de la presse étrangère aux Pays-Bas, le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers a oïé l'existence du clivage qui s'était instauré, à la suite de la guerre du Golfe, au sein des Douze entre les pays «européens», voulant doter la Communauté d'une politique de défense et de sécurité commune, et les pays «atlantiques», qui craignent un relâchement des liens avec l'OTAN en général et les Etats-Unis en particulier.

La France et l'Allemagne s'opposaient ainsi à la Grande-Bretagne et, de façon plus nette encore, aux Pays-Bas dont le ministre des Affaires étrangères avait déclaré que «la sécurité [des Européens] passe avant l'intégration [européenne]». M. Lubbers a nié l'existence d'un tel cloisonnement: «Personne ne songe à une Communauté européenne de la défense. Pour trois raisons. Le premier: l'OTAN existe; le temps: il nous faut réfléchir à nos rapports avec les pays d'Europe de l'Est; enfin, aucune capitale, qu'il s'agisse de Londres ou de Paris, n'est prête à soumettre sa défense à une structure européenne». Et le chef du gouvernement de La Haye de conclure: «La discussion sur la défense est sémiotique».

M. Lubbers a précisé que la politique de défense et de sécurité commune ne fera l'objet dans le traité sur l'union politique que d'un article prospectif, peut-être assorti d'une date. En clair: les Douze formuleront un objectif dont la réalisation ne sera pas immédiate. En revanche, a précisé M. Lubbers, la «communautarisation» des politiques étrangères sera réglée par le traité - dont la signature doit intervenir sous la présidence océanienne de la CEE, du 1er juillet au 31 décembre prochain. - CHRISTIAN CHARTIER

La tournée de dix jours à l'étranger du secrétaire américain à la Défense, M. Dick Cheney, - Le secrétaire à la Défense, M. Dick Cheney, quittera Washington samedi 25 mai pour une tournée à l'étranger de dix jours qui le conduira en France, en Belgique, en Israël et en Égypte, a annoncé le Pentagone jeudi. Au cours de sa visite à Paris, M. Cheney sera reçu par le président François Mitterrand et prendra contact avec le premier ministre, M. Edith Cresson. Le secrétaire à la Défense doit également rencontrer le ministre des Affaires étrangères à Roland Dumas, et son homologue français, M. Pierre Joxe. - (AFP)

Le sommet américano-soviétique pourrait avoir lieu avant juillet

WASHINGTON

correspondance

Le président George Bush a prodigué jeudi 23 mai ses encouragements aux efforts de M. Gorbatchev pour réformer l'économie de son pays, sans toutefois prendre d'engagement précis en réponse aux demandes d'aide du président soviétique. A propos de l'évaluation par M. Gorbatchev à 100 milliards de dollars de l'aide nécessaire (le Monde du 24 mai), M. Bush a déclaré: «Je veux considérer cela dans un esprit d'ouverture mais je dois le faire aussi de façon réaliste».

La venue prochaine de M. Primakov, conseiller de M. Gorbatchev, qui doit exposer à Washington le programme soviétique de redressement économique permettra de déterminer exactement ce que les Soviétiques attendent de l'Occident et d'apprécier la portée des réformes économiques qu'ils envisagent, a souligné le président américain. Si ce projet n'est pas satisfaisant, a-t-il dit en substance, nous devons l'expliquer à M. Gorbatchev «qui est un ami». Le sous-entendu de M. Bush était de dissiper l'impression «catastrophique» donnée par les médias qu'il refusait de rencontrer M. Gorbatchev.

Le président aurait-il l'intention de reconstruire M. Gorbatchev à Moscou avant le sommet des sept pays les plus industrialisés de Londres en juillet? Cette possibilité est sérieusement débattue dans les milieux diplomatiques qui y voient une façon élégante de ne pas convoier M. Gorbatchev au sommet des Sept. Aucune décision n'a encore été prise à cet égard, a précisé le président. Mais il n'a pas caché ses doutes sur l'utilité de la

présence de M. Gorbatchev à Londres: une telle invitation serait d'ordre purement symbolique alors qu'on cherche le moyen d'aider efficacement l'URSS, a-t-il fait valoir. Il ne serait pas utile d'inviter M. Gorbatchev à Londres avant d'avoir précisé, entre Occidentaux, l'ampleur et la nature de l'assistance économique que l'on est prêt à fournir à l'URSS.

Le différend sur le désarmement

D'autre part, les divergences relatives à l'interprétation du traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe qui s'étaient confirmées au début de la visite à Washington du général Moïseïev, chef de l'état-major soviétique, ont semblé s'atténuer. Le général, après avoir consulté le Kremlin, s'est déclaré prêt à accepter les formules de compromis suggérées par les Américains. Certes les officiels restent prudents, mais le général Moïseïev a déclaré jeudi qu'un accord final pourrait intervenir cette semaine: ce qui reste à résoudre n'est pas d'une grande importance... »

Sans attendre l'issue des discussions menées par les experts, M. Bush avait déclaré mercredi que, de la fin de ses entretiens avec le chef d'état-major soviétique, il avait tiré la conclusion que Moscou était décidée à régler les difficultés sur le traité FCE et à achever la longue négociation sur la réduction des armements stratégiques. Jeudi, il a réaffirmé son optimisme: «Si l'accord se fait sur le traité, le sommet aura lieu».

HENRI PIERRE

Selon le «Financial Times»

La CIA a toléré un trafic de technologies militaires avec l'Afrique du Sud et l'Irak

Citant des sources américaines, le quotidien britannique Financial Times du vendredi 24 mai affirme que la Central Intelligence Agency (CIA) a autorisé, entre 1984 et 1988, des livraisons illégales à l'Afrique du Sud de technologies militaires américaines (équipements de télémétrie, gyroscopes et systèmes de guidage) en vue de mettre au point le missile balistique Condor.

Cette technologie a ensuite été transmise à l'Irak. A l'époque, M. Robert Gates, qui est le président George Bush vient de désigner pour prendre la tête des services de renseignements américains, était directeur adjoint de la CIA.

Selon le Financial Times, cette transaction, qui ne respectait pas l'embargo décrété contre Pretoria,

a eu lieu grâce à la société américaine International Signal and Control (ISC). Rachetée en 1987 par le consortium britannique Ferranti, ISC a continué de livrer à l'Afrique du Sud. L'opération, estime le journal britannique, était parfaitement connue de la CIA, y compris pour ce qui concerne la fourniture à l'Irak.

En temps normal et, à plus forte raison, en période d'embargo, ces livraisons devaient être soumises à une licence d'exportation des armements américains. Le silence de la CIA pourrait s'expliquer, selon le Financial Times, par la volonté des services de renseignement de mieux «infiltrer» le réseau du trafic en question pour en connaître les ramifications.

En 1990

Les Etats-Unis sont devenus le premier exportateur mondial d'armements

La France a été en 1990 le troisième exportateur mondial d'armes classiques, loin derrière les Etats-Unis et l'Union soviétique qui comptent à eux seuls pour 69 % des livraisons totales. C'est ce que révèle le rapport annuel du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), publié vendredi 24 mai en Suède. Pour la première fois depuis de nombreuses années, les ventes américaines ont dépassé celles de l'URSS.

En 1989, les Etats-Unis et l'URSS comptaient respectivement pour 34 % et 37 % du total des ventes mondiales d'armements, contre 29 % à l'Union soviétique et 40 % aux Etats-Unis en 1990. Ce renversement de tendance provient d'une baisse des achats de trois pays (Inde, Irak et Afghanistan) traditionnellement gros acheteurs d'armes soviétiques.

En troisième position, on trouve la France (18,2 %) devant la Grande-Bretagne (5,6 %) et l'Allemagne (4,4 %), qui devance la Chine pour la première fois depuis 1986.

Le commerce global des armes classiques en 1990 s'est élevé à près de 22 milliards de dollars, ce qui représente, selon le SIPRI, une baisse de 35 % comparativement à 1989 (33 milliards de dollars), et de près de 55 % par rapport à 1987 qui fut une année record (près de 40 milliards de dollars).

Le SIPRI constate que le plus gros importateur d'armes en 1990 a été l'Arabie saoudite, qui a acheté à elle seule 21,5 % du montant total, soit 2,553 milliards de dollars, devant l'Inde (13 %). L'Irak n'a représenté que 0,5 % de ce commerce contre 6,4 % en 1989 et plus de 16 % en 1988.

D'une manière générale, le SIPRI constate que les dépenses d'armement dans le monde (évaluées à quelque 950 milliards de dollars) ont diminué de 5 % en 1990, accusant la baisse de 23 % déjà enregistrée en 1989. Selon les premières estimations, les Etats-Unis ont réduit leurs dépenses militaires de 6 % l'URSS de 10 % et les pays membres de la CEE de 2 % si l'on exclut les coûts liés à l'intégration des forces armées est-allemandes dans celles de l'Allemagne unie.

Enfin, le SIPRI révèle que l'année 1990 aura été celle où le nombre des essais nucléaires dans le monde a été le plus bas (dix-huit) depuis trente ans. Le décompte est le suivant: huit aux Etats-Unis, six pour la France, deux en Chine et un, respectivement en Union soviétique et pour le Royaume-Uni.

LE DANGER JAPONAIS POUR L'EUROPE

Pierre-Antoine Donnet

LE JAPON
ACHETE
LE MONDE

«C'est une vraie politique de guerre où l'on fait supporter à la population japonaise un niveau de vie comme pendant la guerre. Une stratégie de conquête, tant que cette population accepte tout cela, avec une espèce de passivité incroyable pour nous autres Occidentaux. Il nous faut donc prendre les gens comme ils sont. Ils ne sont pas comme nous. Ils ont une philosophie différente de la nôtre, et nous devons en tenir compte.»

EDITH CRESSON
(extrait du livre)

Collection L'Histoire immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud - 140 F

Editions du Seuil

POLITIQUE

Les rocardiens s'organisent

Les amis de l'ancien premier ministre réfléchissent à leur place dans le Parti socialiste et... à l'élection présidentielle

Le cabinet du premier ministre

La composition du cabinet du premier ministre a été fixée par un arrêté du 23 mai, signé par M^{me} Edith Cresson et publié dans le Journal officiel du vendredi 24 mai.

Sont nommés : conseiller spécial auprès du premier ministre : M. Abel Faroux ; directeur-adjoint du cabinet : M. Alain Pichon ; chargé de mission : M. Alain Pichon ; conseiller diplomatique : M^{me} Joëlle Timsit ; conseiller social : M. Pierre-Louis Remy ; conseiller pour le budget : M. Gérard Cureau ; conseiller pour la justice et les droits de l'homme : M. Louis Joinet ; conseillers techniques : M. Christophe Chantepy, M. Catherine Cornillot, M. Philippe Girardot, Jean-François Guelette, Olivier Mallet, Dominique Mercier, M^{me} Sophie Mehloux, M. Dominique Meyer, Jean-Louis Raiffers, Guy Schwartz ; chargé de mission : M. Jean-Philippe Argier ; chef-adjoint de cabinet : M. Michel Goxe ; chef du cabinet militaire : le général de division aérienne, Jean-Marie Menu.

M. Gérard Moine a été nommé directeur du cabinet du premier ministre, et M. Jean-Claude Gorichon chef de ce même cabinet, par un arrêté du 16 mai (Le Monde du 18 mai).

M^{me} Cresson s'autocritique. - Invitée de la Cinq, jeudi 23 mai, M^{me} Edith Cresson a expliqué qu'une déclaration de politique générale, telle qu'elle l'avait faite la veille à l'Assemblée nationale, représente « un exercice qui est forcément un catalogue de propositions et de lignes d'action ». « Alors, c'est tous les jours un peu long et un peu pesant », a-t-elle dit, avant d'ajouter qu'en refusant d'improviser dans (son) discours de présentation, elle n'avait fait que suivre l'exemple de tous (ses) prédécesseurs, qui ont tous fait un discours-programme.

JOURNAL D'UN AMATEUR

A l'aune du nouveau drame que connaît l'Inde avec l'assassinat de Rajiv Gandhi, le changement de premier ministre, en France, n'apparaît plus que comme une péripétie de pays riche et tranquille, plutôt en accord avec lui-même. L'événement est d'importance (le premier ministre...), mais l'Histoire, inévitablement, ne le retiendra que comme anecdote. Dans cette affaire, on jugera l'homme. M^{me} Edith Cresson ne saurait souffrir outre mesure.

Le général de Gaulle ayant, par miracle, échappé aux belles de l'OAS en 1962, il faut remonter à Sadi Carnot - que poignarda Caserio, à Lyon, en 1894 - pour trouver, en France, un homme politique de premier rang pour des motifs touchant à sa fonction. C'est un quasi-centenaire ; il est aussi une victoire de la démocratie, dont le sort, tant bien que mal, se règle désormais, dans les urnes et pas ailleurs, par les paroles et non pas, sauf en Corse, par les armes. Ne sont plus assassins que les « petites phrases » et homicides que les regards. Sur ce terrain, en revanche, c'est la profusion : mais c'est parfois divertissant et, en général, sans dommages.

Sans doute le rapprochement entre Paris et New-Delhi est-il discuté, mais il faut convenir que l'attentat de Madras, tant il témoigne de l'incroyable désordre indien, de ses embrouilleries militaires, rappelle les querelles françaises et les rend rassurantes. Même dans le domaine de la vie publique les pays industrialisés vivent dans le luxe. Il n'y a pas lieu d'avoir honte de ce luxe (qui n'a pas été acquis sans combats) si l'on n'oublie pas qu'il est aussi précaire que la prospérité économique, mais que son maintien est encore plus précieux.

B OUDONS-LE d'autant moins que la nomination de M^{me} Cresson, et surtout ce qu'elle a déjà l'air de décliner, est un moment de clarté qui met fin à une trop longue période de confusion, à commencer par celle des valeurs et des choix ; qui clôt, autrement dit, le temps du mythe.

Le mythe avait un nom : consensus. Il fallait peut-être s'y essayer ; l'expérience a montré ses limites ; d'éventuelles consultations électorales les souligneraient. Ce consensus, de plus, est un jeu où l'on perd son âme sans gagner des sièges.

Il permettrait à la droite de gagner sur les deux tableaux : en pesant, plus que ne le devrait l'opposition, sur les décisions du gouvernement, mais tout en gardant la faculté de le dénoncer. On aurait voulu, dans ces conditions, que le pays ne se détourne pas de la politique, alors que les « affaires » apparaissent un motif supplémentaire de se comporter ainsi ? C'était rêver. Il n'y a pas de politique s'il n'y a pas d'enjeu. Réver n'est manifestement pas la tasse de thé de M^{me} Cresson.

Sans qu'il faille, de ses déclarations limitées, surprendre plus qu'une intention, aussi ferme pourtant qu'on l'ait entendue, encore

A peine sorti de Matignon, M. Rocard a ouvert une nouvelle étape de sa vie politique. Symboliquement, d'abord : il sera désormais installé, avec ses plus proches collaborateurs, dans des locaux distincts de ceux de son courant, boulevard Saint-Germain, qu'il occupait jusqu'en 1988. C'est une manière de montrer qu'il ne revient pas à son point de départ et qu'il prend, avec les luttes partiales, la distance qui sied à un candidat, rassembleur par nature, à l'élection présidentielle.

Les rocardiens s'organisent. Réunis dimanche 26 mai dans un grand hôtel parisien, ils réfléchiront à leurs nouvelles structures et à la place qu'ils comptent occuper à l'intérieur du Parti socialiste. Quant à leur champion, il réitérera déjà probablement à son propre « positionnement » face à l'opposition. L'ancien premier ministre ne peut pas se contenter de laisser fructifier son capital de sympathie. Après trois années à Matignon, M. Rocard doit trouver un second souffle, vis-à-vis des militants socialistes comme de l'ensemble des électeurs.

Une longue expérience

Même s'il n'a pas réussi, à la tête du gouvernement, la démonstration éclatante qu'il pouvait espérer, même s'il laisse des socialistes souvent désorientés par sa politique, son bilan qui, au fil du temps, n'apparaît pas négligeable, peut lui permettre de trouver assez rapidement ce second souffle. Très vite, même, si M^{me} Cresson ne parvient pas à concrétiser un « nouvel élan ».

En tout état de cause, l'ancien premier ministre devra faire un effort de renouvellement. Lorsqu'il

exposait, en 1988, ses idées pour lutter contre le chômage, lorsqu'il proposait un nouveau « contrat social », il était écouté avec une attention qu'il ne retrouvera plus, maiotte que l'épreuve du pouvoir a mis à mal, en quelque sorte, le mythe de la quasi-infaillibilité rocardienne ; maintenant que M. Rocard a pu mesurer in vivo combien il était difficile d'allier, au pouvoir, selon une formule rocardienne, « la rigueur économique et l'écoute sociale ».

Le contournement du parti

Techouement, M. Rocard peut s'appuyer sur une expérience ancienne des campagnes électorales, ou plus exactement, des pré-campagnes. En 1969, secrétaire national du PSU, il est candidat à l'élection présidentielle provoquée par le départ du général de Gaulle, le 28 avril, après l'échec de son référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. En 1981 et en 1988, il tente d'être investi par le PS, trouve, chaque fois, sur sa route M. François Mitterrand et renonce.

La campagne de 1969 avait été menée dans des conditions trop spécifiques pour qu'il soit possible d'en tirer des enseignements. M. Rocard tenait, selon toute vraisemblance, de succéder à M. Mitterrand à l'Elysée.

En revanche, les campagnes aux élections de 1978-1981 et 1986-1988 peuvent servir à cet exercice. Elles sont toutes deux marquées par l'importance de la relation de M. Rocard avec l'opposition, qui contraste avec une assise moins forte dans le PS, ce qui le pousse à mener une pré-campagne présidentielle à la fois dans le

parti et hors du parti. En 1978-1981, l'opposition joue un rôle décisif dans la tentative de M. Rocard. A l'époque, M. Mitterrand et ses alliés « rivaux » ferment l'appareil du PS, et le premier secrétaire bénéficie d'un large soutien de la part des militants. Ce n'est pas le cas de M. Rocard qui, en revanche, vit une période faste vis-à-vis de l'opposition. Pendant les longs mois d'affrontement entre les deux hommes, il ne cesse de monter dans les sondages, tandis que M. Mitterrand cède progressivement la place à la candidature de M. Rocard. Les rocardiens entreprennent donc une opération délibérée de contournement du parti par l'opposition : il s'agit, pour M. Rocard, de devenir tellement populaire que les socialistes seront pratiquement obligés de le désigner.

L'opération échoua, à la fois parce que les rocardiens ont sous-estimé l'implantation de M. Mitterrand dans le parti et parce que M. Rocard a commis une erreur tactique décisive. Au congrès de Metz, en avril 1979, il était passé officiellement dans l'opposition à M. Mitterrand, mais avait promis publiquement, à la grande surprise de ses partisans, qu'il se serait candidat à la co-candidature si M. Mitterrand se déclarait. Dès lors, il était dans la main de son rival, qui le laissera faire campagne, avant d'annoncer sa propre candidature. L'isolement de M. Rocard à vouloir mettre M. Mitterrand hors jeu et probablement contribua à pousser ce dernier à se présenter.

En 1986-1988, M. Rocard tente de tirer les leçons de son précédent. Au lieu de présenter une candidature « conditionnelle », il annonce qu'il est candidat qui qu'il arrive, afin d'occuper le terrain et de dissuader M. Mitterrand d'être candidat à sa propre succession. Mais il s'efforce de tenir simultanément deux discours tota-

lement incompatibles : il essaye de convaincre l'opposition qu'il sera candidat même si M. Mitterrand se représente, mais il jure le contraire aux socialistes.

Cette position est intenable. Pour la première fois de sa carrière, l'opposition lui fait défaut. Il s'allie les sympathies de ceux des socialistes qui étaient disposés, cette fois, à le soutenir si M. Mitterrand renouait, et ne parvient pas à imposer dans l'opposition comme un candidat crédible face à la stature du président sortant. Les sondages deviennent mauvais. Le « prestissimo » maladroite des rocardiens sur le président sortant a contribué, une nouvelle fois, à produire l'inverse de l'effet recherché. M. Rocard, de nouveau, est contraint de se retirer. Néanmoins, à la différence du scénario de 1981, M. Rocard a réussi à se redresser : il sera nommé premier ministre.

La même équation

Selon toute vraisemblance, M. Rocard, la prochaine fois, devra se trouver M. Mitterrand sur sa route. Plus tôt M. Fabius, protégé par M. Mitterrand. Pourtant, il aura peut-être à résoudre une équation assez similaire à celle de 1986-1988.

Il paraît clair que M. Rocard, qui aura soixante-cinq ans en 1995, ne s'effacera plus devant personne, d'autant que ses épreuves concourent au sein du PS à l'élaboration d'une personnalité éminente, la légitimité et les atouts dont avait disposé, face à lui, M. Mitterrand. Mais on imagine mal qu'il puisse faire l'impasse sur le PS. Il devra une nouvelle fois, probablement, mener de front une campagne dans le parti pour se

faire désigner comme candidat socialiste, et une campagne dans l'opposition destinée à ancrer l'idée d'une candidature qu'il arrive et à faire pression, comme en 1979, sur le Parti socialiste. S'il ne l'est pas, il lui faudra commettre le geste de rupture inévitable, avec M. Mitterrand d'abord, s'il en est encore besoin, et plus profondément avec le Parti socialiste, au risque de provoquer son éclatement. Même si ses partisans jugent alors que la responsabilité politique de la rupture reviendrait à celui qui se sera opposé à M. Rocard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

M. Poperen ne croit pas à des législatives anticipées

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a déclaré, jeudi 23 mai, au « Grand Oral » de l'Assemblée nationale, que « s'il se trouve une majorité (à l'Assemblée nationale) qui veut aller aux élections, naturellement, chiche ! », mais il a ajouté qu'il n'a « pas cette impression ». Soulignant que les socialistes ont « un peu moins de la majorité absolue » à l'Assemblée, il a affirmé : « On essaiera de faire face. Chacun prendra ses responsabilités. » A ses yeux, « le plus probable » est que les socialistes « ne sont pas majoritaires dans le pays ». « C'est la raison pour laquelle j'ai travaillé pour le devenir », a-t-il dit.

M. Poperen a précisé que les socialistes « n'imaginent pas » que la loi d'orientation sur la ville « puisse être mise en échec ». « Par conséquent, et-t-il dit, tous les moyens dont nous disposons, seront, le cas échéant, utilisés. » Pour le gouvernement, a-t-il indiqué, il est « essentiel » que cette loi « soit votée avant l'été ».

PHILIPPE BOUCHER

Au bureau exécutif du PS

Affrontement entre M. Mauroy et les fabiusiens

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni le jeudi 23 mai, a été le théâtre d'un rude affrontement entre M. Pierre Mauroy et M. Claude Bartolone, le premier secrétaire reprochant au principal lieutenant de M. Laurent Fabius ses propos publics sur l'état du PS (Le Monde du 24 mai). Le bureau exécutif doit se réunir de nouveau, exceptionnellement, le samedi 25 mai, pour pourvoir aux postes du secrétariat national rendus vacants par l'entrée de leur titulaire au gouvernement, celui de numéro deux ayant été attribué, dès jeudi, à M. André Billardon, fabiusien, qui remplace M. Marcel Debarge.

L'onde de choc du changement de gouvernement se prolonge au sein du Parti socialiste. Les déclarations de M. Bartolone, publiées jeudi par Libération, selon lesquelles le député de la Seine-Saint-Denis, principal lieutenant de M. Fabius et chargé, au secrétariat national du PS, des relations extérieures, n'étaient pas candidat au poste de numéro deux du parti parce qu'il entendait conserver sa liberté de critique envers M. Mauroy ont provoqué une vive réaction de ce dernier. Le premier secrétaire a expliqué au bureau exécutif, réuni jeudi en fin de matinée, qu'il n'acceptait pas d'être ainsi mis en cause publiquement par un membre du secrétariat national. M. Bartolone a répliqué qu'il ne pouvait accepter d'être lui-même attaqué, comme il l'est par M. Mauroy et par son entourage, sans répondre.

Réponse inacceptable

L'origine du conflit remonte à la semaine dernière, lorsqu'une rumeur, attribuée par M. Mauroy et par son entourage aux fabiusiens, avait annoncé que, dans la foulée du changement de gouvernement, le premier secrétaire verrait offrir un portefeuille de

ministre d'Etat, afin de permettre à M. Fabius d'accéder à la direction du PS.

Le maire de Lille avait mis en cause M. Bartolone lors de la réunion du bureau exécutif, le 16 mai, en laissant entendre qu'il ne pourrait l'accepter comme numéro deux du parti, chargé de la coordination, dans l'hypothèse où le titulaire de cette fonction, M. Debarge, entrerait au gouvernement. Il avait confirmé cette position publiquement le 19 mai au Club de la presse d'Europe 1 et de Libération.

S'estimant injustement attaqué, car il était toute responsabilité dans la rumeur, M. Bartolone a répondu avec l'accord de M. Fabius. Cette réponse a été considérée comme inacceptable par M. Mauroy, qui a formulé des réserves sur la présence même de M. Bartolone au secrétariat, la question du numéro deux ne se posant plus puisque les fabiusiens ont désigné M. Billardon pour remplacer M. Debarge.

M. Mauroy a souligné, dans un premier temps, une réunion extraordinaire du comité directeur, samedi, puis, devant les difficultés pratiques d'une telle convocation, il s'est rallié à l'idée de réunir de nouveau le bureau exécutif, qui a été autorisé sur la composition du secrétariat. Deux problèmes se posent à ce niveau : celui du maintien ou non, au poste de trésorier, de M. Henri Emmanuelli, jospiniste, élu président de la commission des finances de l'Assemblée nationale ; celui du remplacement de M^{me} Frédérique Bredin, fabiusienne, devenue ministre de la jeunesse et des sports et qui, adjoint au secrétaire du PS, était chargée de l'audiovisuel. Les fabiusiens proposent de désigner, pour ce poste, M. François Benardini, premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône.

Les fabiusiens ont menacé, au cas où M. Bartolone serait prêt de quitter le secrétariat, de rompre tous en bloc, la « synthèse » mise en place, il y a un an, après le congrès de Reims. Malgré ces menaces, le bureau exécutif a décidé, jeudi, d'ouvrir, dans les fédérations, la procédure de désignation des candidats aux élections régionales de mars 1992.

P. J.

صلى الله عليه وسلم

VOYAGES IET

صكنا من الامل

POLITIQUE

La rénovation du travail de l'Assemblée nationale

Le Conseil constitutionnel souligne l'étroitesse des marges de manœuvre des parlementaires

Trente ans après son invention par les constituants de 1958, le parlementarisme national est encore solide. Le Conseil constitutionnel n'a pu que le rappeler, jeudi 23 mai, en approuvant la modification du règlement de l'Assemblée nationale votée par celle-ci pour améliorer ses conditions de travail et accroître - légèrement - ses possibilités de contrôle de l'action gouvernementale (le Monde du 9 mai). Car il doit surveiller que les prérogatives du gouvernement, base de la Constitution, ne sont pas mises en cause.

Les députés, qui, tous groupes confondus à l'exception des communistes, avaient approuvé cette réforme, avaient pourtant pris leurs précautions : après la mise en œuvre de la réforme, la présidence de la République avait été chargée de veiller à ce que la Constitution ne soit pas mise en cause. Le Conseil constitutionnel a donc été moins ambitieux que le Sénat, et le Conseil constitutionnel a pu approuver la procédure d'adoption simplifiée qu'elle a mise au point. Mais il l'a fait « sous les réserves » d'interprétation qu'il a clairement indiquées.

Ainsi, il n'est pas question que cette procédure puisse faire obstacle au droit constitutionnel du gouvernement de fixer l'ordre du jour prioritaire et de refuser la discussion d'un amendement qui n'aurait pas été soumis à la commission. De même, le Conseil a souligné que la possibilité, ouverte aux commissions permanentes, de se saisir des projets et propositions de lois pendant les sessions ne devait pas faire obstacle à la possibilité, pour le gouvernement, de demander la création d'une commission spéciale.

Défenseur obligé du gouvernement, le Conseil se veut aussi le protecteur de la minorité. Ainsi, il a tenu à préciser que la procédure d'adoption simplifiée des textes ne pourrait pas avoir pour effet de permettre à la

majorité d'éviter que la commission saisie au fond n'ait été « au préalable mise à même de procéder à l'examen de ce texte ».

Il reste des marges

Il a aussi rappelé que la possibilité accordée aux commissions de se réunir en dehors des sessions n'était acceptable que parce qu'elle « sauvegardait la possibilité pour tous (ses) membres de participer aux travaux de celle-ci », par le droit maintenu à la majorité d'entre eux d'imposer l'annulation de la réunion, décidée par son bureau, et parce qu'elle conservait les règles concernant le quorum lors des votes.

Cette décision du Conseil constitutionnel confirme aussi que les rédacteurs du règlement de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire les députés membres de sa majorité au lendemain des élections de 1959, avaient volontairement

réduit leurs marges de manœuvres au-delà de ce qu'imposaient les textes constitutionnels et organiques. Ainsi rien ne les obligeait à imposer un vote - il est devenu formel - en séance publique pour permettre à une commission de se saisir « pour avis » d'un projet renvoyé sur le fond à une autre. Surtout, rien ne les contraignait à empêcher les rapporteurs spéciaux de la commission des finances, qui ont la possibilité de contrôler « de façon permanente, sur pièces et sur place, l'emploi des crédits » qu'ils ont présentés lors de la discussion budgétaire, de faire état, dans des rapports, de leurs travaux en dehors des débats budgétaires.

La Constitution est fort contraignante pour les parlementaires. C'est vrai. Mais les possibilités d'agir qu'elle leur laisse n'ont pas toutes été exploitées.

THIERRY BRÉHIER

Au Sénat

Le gouvernement défend l'idée d'un Congrès réunissant élus nationaux et députés européens

Le Sénat a inauguré, jeudi 23 mai, une nouvelle procédure : les questions orales avec débat portant sur des sujets européens. Pour cette première, M. Jacques Gentoo (Un. cent. Chp), qui préside la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, avait choisi d'aborder le thème particulièrement sensible du rôle des Parlements nationaux dans le développement de la communauté. M. Gentoo s'est interrogé sur le sort qui serait fait à la proposition française de réunir en Congrès les députés européens et les députés nationaux pour un dialogue avec le Conseil européen.

M. Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes, a répondu en indiquant que le gouvernement français est toujours favorable à

l'institution d'un tel Congrès et qu'il défend avec « persévérance » cette idée au cours des échanges avec ses partenaires, dans le cadre de la conférence intergouvernementale sur l'Union politique qui prépare l'avenir institutionnel de la Communauté européenne.

« Nous ne cherchons nullement à remettre en cause la place du Parlement européen dans l'équilibre institutionnel de la Communauté mais il nous semble nécessaire d'envisager une forme de collaboration entre les élus nationaux et les députés européens », a assuré M. Guigou. Le ministre a expliqué que cette proposition de Congrès ne figure pas encore dans l'état actuel du projet de traité parce que la question est « ouverte ». Il y a des réserves de nombre de nos partenaires, qui craignent un alourdissement des procédures et une remise en cause de l'orthodoxie communautaire », a souligné le ministre.

G. P.

La nouvelle configuration du Quai d'Orsay

M. Bernard Kouchner agira désormais sous la houlette de M. Roland Dumas

S'il est resté à la tête de la diplomatie française, M. Roland Dumas dirige, depuis la formation du nouveau gouvernement, un ministère dont la configuration a quelque peu changé : le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire est désormais sous sa tutelle et celui des relations culturelles internationales a disparu.

Reconnaissance ou volonté d'exercer un contrôle ? Il y a sûrement un peu des deux dans le passage du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire de la tutelle de M. Dumas à celle du ministre des affaires étrangères.

Créé en 1988, ce secrétariat d'Etat, unique en son genre, a

rapidement acquis une certaine audience grâce aux succès du service des affaires culturelles. Mais ce fut au prix de quelques entorses dont la diplomatie française est à souffrir : étant sous la tutelle de M. Dumas, le fougueux secrétaire d'Etat ne s'est pas toujours embarrassé des positions officielles de la France sur des questions d'actualité. D'aucuns estiment que les frictions - quasi permanentes - avec le Quai d'Orsay expliquent que celui-ci ait fait « main basse » sur lui.

Mais, hasard du calendrier, ce changement de gouvernement est intervenu quelques semaines après l'intervention des forces alliées au Kurdistan au nom du « droit d'ingérence humanitaire », vieux leitmotiv de M. Kouchner, devenu un cheval de bataille de la politique étrangère française. Le triomphe de ses idées a largement salué dans la presse anglo-saxonne - n'est pas étranger au changement de tutelle : la France semble décidée à faire de l'action humanitaire une composante de sa diplomatie.

D'une certaine manière c'est un succès, estime M. Kouchner (qui, en fait, souhaitait obtenir un ministère autonome), mais, d'un autre côté, je ne veux pas rentrer dans le conformisme. A-t-il le sentiment que cette nouvelle tutelle est destinée à le brider ? « Je ne le pense pas. L'histoire le dira... » Son action n'était-elle pas plus utile lorsqu'il pouvait jouer les tribulations ? « Il est sûr qu'il faudra convaincre (les gens du Quai d'Orsay), mais j'ai le sentiment qu'ils ne demandent qu'à être convaincus. Je les sens pleins d'attente », dit-il.

Grand avantage de ce transfert : le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire, dont les moyens étaient très limités, disposera des services du ministère et de fonds plus importants (les 50 millions de francs qui lui avaient été alloués pour cette année sont déjà plusieurs fois dépassés...).

Le Quai d'Orsay bénéficie donc d'un nouveau secrétariat d'Etat, mais il en perd un autre : celui des relations culturelles internationales.

A sa tête, M. Thierry de Beaucourt avait été chargé, en 1988, de remettre en ordre la direction générale du même nom. La tâche a été accomplie (le trou financier a été comblé, le statut des enseignants à l'étranger réformé, etc.), fait-on valoir au Quai d'Orsay et le maintien de ce secrétariat d'Etat ne se justifiait donc plus.

Ce poste avait toutefois été créé sur mesure pour un homme dont on considérait qu'il avait été injustement traité pendant la cohabitation et il faut bien conclure que ces raisons particulières ne jouent plus. M. de Beaucourt incarne d'autre part « l'ouverture » dans le précédent gouvernement avec d'autres aujourd'hui, comme lui, sacrifiés.

Deux « nouveaux » : M. Tasca et M. Vivien

La diplomatie française accueille un nouveau représentant. Nommée à la coopération (en remplacement de M. Jacques Pelletier, un autre centriste qui n'avait pas mérité d'être remercié aussi cavalièrement), M. Edwige Avize - qui secondait M. Dumas en tant que ministre délégué aux affaires étrangères - a été remplacée par M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Député socialiste, rocardien, M. Vivien était le rapporteur du budget de la coopération et du développement à l'Assemblée nationale. Contrairement à M. Avize, il n'aura pas d'attributions spécifiques.

Enfin, M. Catherine Tasca fait son entrée au Quai d'Orsay, en tant que ministre délégué chargé de la francophonie. M. Alain Decaux souhaitait, affirmait-on au ministère, revenir à ses activités antérieures. Outre la francophonie, M. Tasca devrait être chargée de l'action audiovisuelle internationale, un dossier qui ne lui est pas inconnu puisqu'elle vient de la communication.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Au tribunal de grande instance de Paris

Les Verts engagent une procédure incertaine sur l'affaire Urba-Gracco

D'abord, le représentant du parquet, M. Jean-Claude Lauru, a rendu hommage à son « imagination créatrice », tout en lui conseillant de la canaliser. Ensuite, il l'a remercié de lui avoir laissé neuf minutes pour son réquisitoire. Ces « compliments » s'adressaient à M. Pierre-François Divier, avocat des Verts, qui, mercredi 22 mai, poursuivait en référé M. François Mitterrand, une brochette de personnalités socialistes, la ville de Marseille et l'Etat pour l'affaire Urba-Gracco sur le financement de la campagne présidentielle de 1988. Dépassant à peine son temps de parole, M. Lauru a fait un numéro d'école en jonglant avec les articles du code et les formules latines pour renvoyer, à la cadence d'une mitrailleuse, à la cadence d'une mitrailleuse, après trois heures et demie d'une audience parfois surréaliste, M. Francis Pluyette, le juge parissant soulagé d'en avoir fini.

M. Divier agissait, devant le tribunal de grande instance de Paris, au nom de vingt et un requérants conduits par M. Antoine Waechter, chef de file des Verts. L'action avait pour but d'obtenir, notamment, communication de pièces couvertes par le secret de l'instruction. D'emblée, l'avocat a indiqué au président qu'il s'était séparé d'un client encombrant, M. Claude Cornilleau, président du Parti nationaliste français et européen (PNFE), organisation néonazie, qui s'était glissé parmi les requérants (le Monde du 16 mai). Puis il a

annoncé que tous ses clients, excepté un seul, renonçaient à « l'action oblique », qui visait huit associations de défense des consommateurs. Telle que les avocats de la défense. L'affaire commençait mal pour M. Divier, désavoué par les Verts, qui avaient pris conscience à retardement de l'inconséquence d'une action contre ces associations.

Tout à tour, les trois avocats de ces derniers ont dénoncé « l'opération politique » ou le « coup médiatique » que M. Waechter tentait, selon eux, sur leur dos. M. Divier n'avait-il pas déclaré, dans un récent entretien à l'hebdomadaire *Politix*, qu'il voulait « mouiller » ces associations ? Si tous les défenseurs - ni le président de la République ni les responsables socialistes n'étaient représentés - ont qualifié l'assignation de M. Divier de « souffrance », « confusion » ou « brouillonne », M. Yves Baudelot, avocat de M. Gérard Monate, président-directeur général d'Urba-Gracco, s'est montré le plus sévère, en affirmant que la procédure de son confrère était un « modèle de désordre », fondé sur des « profits de café du commerce ». M. Baudelot a plaidé l'irrecevabilité en demandant au juge Pluyette de débouter M. Waechter et ses amis. M. Lauru s'est arrivé aux mêmes conclusions.

Le jugement sera rendu le 4 juin.

O. B.

M. Godfrain (RPR) crée un « Institut pour la participation »

L'Union pour la société de participation, créée par M. Jacques Godfrain, député (RPR) de l'Aveyron, en octobre 1990 et présidée par M. Maurice Aumage, ingénieur des arts et manufactures, regroupait dans l'orbite du RPR des élus, des fonctionnaires, des responsables d'entreprises et de diverses associations qui entendent développer la participation sous toutes ses formes. L'USP se réfère non seulement aux ordonnances de 1967 prises par de Gaulle pour l'intéressement aux résultats dans les entreprises, mais aussi à la loi du 10 août 1986 sur les privatisations et à l'ordonnance du 21 octobre 1986 sur la représentation du personnel dans les conseils d'administration.

Au cours d'une conférence de presse, jeudi 23 mai, M. Godfrain a annoncé que l'USP allait créer des clubs dans les régions et dans les entreprises, éditer une « lettre » bi-mensuelle et fonder un « institut pour la participation ». Elle propose diverses mesures pour accroître l'implication des salariés. Elle demande qu'un quota soit réservé aux personnels en cas d'augmentation de capital, que les salariés soient obligatoirement pré-

sents dans les conseils d'administration, y compris ceux des holdings, qu'une meilleure protection soit assurée aux actionnaires minoritaires et que chaque entreprise adopte une charte de la participation élaborée conjointement par le personnel et par la direction.

Au cours de cette conférence de presse, le professeur Christian Cabrol, directeur de l'Institut du cœur, a affirmé que « l'hôpital public était dominé par l'absence totale de responsabilité et d'objectifs communs » et que l'Etat « n'allait vers une organisation de la pénurie de l'effort de soins qui se dégradent progressivement », affirmant que « personne ne sait ce qui se passe réellement dans l'assistance publique, quant aux coûts et aux besoins ». Il n'aurait pas la participation soit développée entre tous les acteurs de l'hôpital au sein d'unités de taille restreinte, alors que, selon lui, « on veut réduire la lutte des classes dans l'hôpital, notamment entre médecins et infirmiers ». M. Cabrol dit comprendre tout à fait les insatisfactions des personnels, et notamment des infirmières et des anesthésistes.

A l'aéroport Orly-Sud

Le Front national distribue de fausses cartes d'identité

Une centaine de militants du Front national ont distribué, jeudi matin 23 mai, des cartes nationales d'identité factices aux portes de sortie de l'aéroport Orly-Sud. L'heure choisie correspondait à celle de l'arrivée, notamment, d'un vol en provenance d'Algérie. Le lieu de l'opération « Bienvenue en France » avait été dévoilé au dernier moment afin d'éviter le moindre incident.

Cette carte, qui porte les labels « République socialiste mondialiste » et « obtention en six mois », s'apparente à première vue à une mathématique pièce d'identité. Elle se présente comme un réquisitoire contre

« l'immigration-colonisation », instaurée par « l'invasion légale de notre pays organisée par les sociétés de l'Etat », accusées de considérer ce document administratif comme un « vulgaire papier ». Le Front national rappelle son exigence d'une réforme du code de la nationalité.

La majeure partie des voyageurs ne semblait pas comprendre le but de cette opération des militants lepénistes. Ces derniers comptent néanmoins étendre cette distribution à toutes les communes françaises jusqu'à la fin de l'été.

PARIS-ORLY-SUD
2500 F*
Jumbo
3615 CHARTER Le Mans: 43.23.39.40
SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

LES SA
AVIC
JUMBO
5950 F*
Perpignan: 68.34.82.16 Rodez: 65.42.63.47
VOYAGES JET AMERICA
Et toutes agences de voyages.

SOCIÉTÉ

Les consultations du conciliateur

M. Bernard Brunhes veut « régler très rapidement » le dossier des demandeurs d'asile déboutés

M. Bernard Brunhes, le conciliateur désigné par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, pour régler le conflit soulevé par les quelque cent-quatre-vingt-dix personnes déboutées du droit d'asile qui poursuivent une grève de la faim (le Monde du 23 mai), devait remettre ses conclusions au ministre dans la journée du vendredi 24 mai. Il devait rencontrer le même jour, à Paris, une délégation du réseau de soutien aux grévistes ainsi que des représentants de ces derniers venus de Paris, Bordeaux et Metz.

Judi, M. Brunhes a rendu visite aux vingt-cinq Kurdes de nationalité turque en grève de la faim depuis cinquante-deux jours à Bordeaux

dans le local paroissial Sainte-Croix, où des incidents avec la police avaient éclaté dans la soirée de mardi. Il a également rencontré Mgr Pierre Eyt, l'archevêque de Bordeaux, qui avait tenté de s'opposer à l'irruption des forces de l'ordre. Il a ensuite reçu, à la préfecture, une quinzaine de représentants du comité de soutien aux grévistes. « Pour la première fois, nous avons rencontré un interlocuteur prêt au dialogue qui a saisi l'essentiel du message », notait un membre de la délégation. Nous lui avons répété que, à Bordeaux, il est hors de question d'envisager des solutions qui laisseraient une partie des grévistes sur le carreau. « Je viens voir et écouter », a répondu

M. Bernard Brunhes à ses interlocuteurs, les assurant de sa volonté de régler le dossier très rapidement, après avoir constaté « la gravité de la situation ». Le conciliateur avait rendu visite, mercredi soir, aux cinquante-quatre grévistes de l'église Saint-Joseph à Paris et eu « des contacts directs ou indirects » avec les grévistes des autres villes françaises. « J'ai vu également les administrations concernées. La difficulté, c'est qu'il ne s'agit pas d'une négociation classique de personne à personne. J'ai affaire à une sorte de nébuleuse complexe. »

Le mouvement s'est étendu jeudi dans l'Ain, où cinq Kurdes de nationalité turque ont entamé une grève de la faim dans un local paroissial à

Saint-Maurice-de-Beynost. Interrogé sur le conflit, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a déclaré jeudi, sur RTL, qu'il ne peut pas donner le statut de réfugié politique à ceux qui n'ont pas de motifs. Mais les grévistes ont le droit et l'obligation d'examiner les dossiers un par un. Lorsqu'il y a une situation sur le plan du travail, humain ou familial qui permet d'autoriser le séjour, on autorise le séjour.

Dans l'attente d'une décision du ministère, le réseau de soutien aux grévistes de la faim a maintenu son appel à manifester, samedi 25 mai à Paris, à 14 heures, à partir du métro Strasbourg-Saint-Denis.

Un rapport du syndicat des commissaires

La police face à la crise des banlieues

Devant la montée de l'insécurité dans les banlieues, les commissaires tirent le signal d'alarme. Un rapport, qui sera bientôt remis au ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, par leur syndicat majoritaire (SCHFPN), réclame un plan d'urgence.

« La loi républicaine ne s'applique plus dans les banlieues avec la même rigueur que dans le reste du territoire national », déplorent les commissaires. Bris de glaces et tapages nocturnes, vandalismes dans les transports en commun, toxicomanie et pillages de magasins, ces mille et un larcins sont le pain quotidien des policiers. Le rapport, rédigé à l'attention du ministre de l'intérieur par le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN), majoritaire dans ce corps, dresse un « constat d'échec » d'autant plus sévère que, dans ces quartiers « à risques », la police est de plus en plus considérée comme un bouc émissaire.

Au cours du premier semestre 1990, le Val-de-Marne a enregistré plus de quatre-vingt-dix agressions de policiers par des bandes. Certains de leurs collègues habitant dans les quartiers difficiles ont été hospitalisés après avoir été attaqués, hors service, parce qu'ils étaient « flics ». Les jets de pierres sur des voitures de patrouille, les cas d'interpellations de délinquants rendus impossibles par des groupes s'opposant manu militari aux policiers, se sont banalisés. Et le rapport recense une dizaine de postes de police qui ont été pris d'assaut pour délivrer des détenus ou pour voler des armes.

« Depuis plusieurs années, les policiers savent qu'ils doivent opérer soit avec célérité, soit en force, dans certains quartiers ou dans des camps de nomades. Bien avant Vaux-en-Velin, des incidents graves s'y sont déroulés, souvent sans grand écho dans la presse. Deux évolutions récentes inquiètent spécialement les commissaires : l'émergence de bandes structurées dans la grande couronne parisienne (voir encadré) et la poussée de la délinquance.

De moins en moins capable de prévoir ses malades, le corps social s'en remet aux policiers. Mais peuvent-ils faire quand

la délinquance s'accroît de 18 % à Conflans-Saint-Honorine, de 32 % à Saint-Cyr-l'École (Yvelines) en 1989 ? Quand, parallèlement, de nouvelles demandes de sécurité se développent dans les transports comme dans les établissements scolaires ou les complexes commerciaux, où la peur des agressions a conduit à réclamer plus de policiers ? Et quod des tâches induites distraient les effectifs de leurs missions de sécurité publique ?

Manque « catastrophique » d'effectifs

Ao moment où le centre Leclerc d'Argenteuil était incendié et où la ZUP était transformée en un no man's land par les casseurs, une bonne partie de la compagnie d'intervention du Val-d'Oise était mobilisée à Paris pour surveiller le sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Chaque session du Parlement européen de Strasbourg occupe des dizaines de policiers civils, qui délaissent leurs missions de police judiciaire. Chaque déplacement à l'étranger du président de la République provoque un braque-bas de combat dans la police de Seine-Saint-Denis, qui participe à la sécurité du convoi présidentiel tout au long de l'autoroute. Enfin, très quotidiennement, la crainte des préfets de voir un ministre chahuté lors d'une visite dans un département les conduit à gonfler les services d'ordre.

Coscient que les réponses policières sont insuffisantes, les commissaires se peçoivent que « souhaiter le succès de la politique de la ville ». Cela ne les empêche pas de réclamer des réaffectations de policiers pour soulager le manque « catastrophique » d'effectifs dans des banlieues « où le dispositif policier est faible et inadéquat ». Ni de regretter que peu de quartiers en « développement social » (DSO) bénéficient de la présence d'officiers. L'horizon serait-il une politique de riches, réservée à la capitale, interrogent les commissaires ? « C'est un plan d'urgence qu'il faut au plus vite pour la police des banlieues, concluent-ils, sous peine de risquer de nouveaux Vaux-en-Velin ou bien un mouvement interne de contestation des policiers aussi imprévu que celui des gendarmes durant l'été 1989. »

ÉRICH INCIVAN

Réfugiés ou immigrés

Suite de la première page

D'autre part, la durée d'examen des dossiers a été sensiblement raccourcie, se comptant désormais en mois plutôt qu'en années. Résultat : on a plus vite qu'avant, un plus grand nombre de déboutés.

Faut-il modifier les pratiques en vigueur ? La question ne se pose pas qu'en France. Elle est d'autant plus actuelle que se prépare la quarantième anniversaire de la convention de Genève relative au statut des réfugiés, signée le 28 juillet 1951. Certains se demandent s'il ne convient pas de réviser ce texte pour l'adapter au nouveau paysage international.

En effet, beaucoup de choses ont changé en quarante ans. La convention de Genève - ratifiée à ce jour par cent sept États, parmi lesquels se figurent l'Inde ou l'URSS - avait été rédigée en pleine guerre froide, et posait surtout aux réfugiés de l'Est. Depuis 1951, de nombreux pays sont devenus indépendants. Les idées y circulent plus facilement. L'Europe occidentale d'accueille plus seulement des réfugiés de l'Est, mais beaucoup d'Africains et d'Asiatiques. Jusqu'au début des années 70, il était plus simple d'y venir comme immigré, même si on était un opposant pourchassé par la police de son pays. Mais, depuis que les frontières de l'Europe sont fermées aux travailleurs étrangers, beau-

coup de candidats au voyage sont tentés de s'y présenter comme réfugiés. La convention de Genève recommande de ne pas les refouler et d'examiner leur requête : ils sont demandeurs d'asile, en attendant de devenir statutairement réfugiés... ou déboutés.

Selon la convention de 1951, complétée par le protocole de New-York de 1967, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui « craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques » et qui « ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer » de la protection du pays dont elle a la nationalité. Cependant, chaque pays est libre d'organiser à sa manière la procédure de reconnaissance de la qualité de réfugié.

Rien n'interdit à un État d'interpréter la convention de Genève de manière plus ouverte. Par exemple, à la manière du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui donne cette qualité à toute personne contrainte de quitter son pays et raison d'une agression étrangère ou d'événements mettant gravement en péril l'ordre public. C'est assez logique : il n'est pas toujours facile de distinguer un réfugié politique d'un réfugié de la guerre, et un réfugié de la guerre d'un « réfugié de la faim ». Certains pays asiatiques ou africains ne se sont pas posés toutes ces questions en



laisant franchir leurs frontières à des voisins ou d'étrangers. Le Pakistan et l'Iran ont accueilli un quart de la population afghane, l'Irak et la Turquie des centaines de milliers de réfugiés kurdes, tandis que le Malawi abrite six cent cinquante mille personnes venues du Mozambique... Aujourd'hui, ce sont des pays pauvres qui accueillent la plus grande partie des réfugiés de la planète. A côté d'eux, l'Europe « offre » encore qu'une petite terre d'asile.

L'indispensable ingérence

Le danger d'une interprétation trop vague de la convention de Genève serait cependant de banaliser le droit d'asile et, de ce fait, de le mettre en danger. En France, la convention de 1951 fait l'objet de toute une jurisprudence, depuis quarante ans, sous le contrôle du Conseil d'Etat et du HCR. Est-il possible et souhaitable de la rayer d'un trait de plume ?

Pour être sûr de bien accueillir les réfugiés, il faut les distinguer des immigrés. Et pour éviter que les immigrés ne se déguisent en demandeurs d'asile, il faut une politique plus ferme et plus claire de l'immigration : accueillir d'avantage d'étrangers selon des procédures régulières, au lieu de fermer les yeux sur des situations illégales ou de les régulariser sous le manteau.

D'après ce que l'on sait, nombre de « faux réfugiés » ne tiennent pas à rester définitivement en France : ils veulent seulement amasser un petit pécule et rentrer chez eux. N'y a-t-il pas de nouvelles pistes à explorer en matière de travail saisonnier, de séjour provisoire et d'incitation au retour ?

Une politique sérieuse du droit d'asile suppose un examen approfondi de chaque cas mais aussi la reconduite à la frontière des déboutés. Le ministère de l'intérieur devrait être en état d'exercer une telle tâche, ce qui n'est pas le cas actuellement : quelques reconduites sont opérées. Pour le reste, on se contente d'inviter les déboutés à partir. Une coopération internationale est indispensable.

L'élection des conseillers municipaux étrangers est annulée aux Ulls (Essonne). - Comme à Longjumeau (Essonne) (le Monde du 24 mai), le tribunal administratif de Versailles a annulé mercredi 13 mai l'élection de trois conseillers associés étrangers, représentants des communautés immigrées, au conseil municipal des Ulls. Les maires socialistes des deux communes avaient organisé simultanément l'élection de ces conseillers associés le 18 novembre 1990.

L'accord de Schengen, qui vient d'être conclu entre la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, vise à empêcher qu'un demandeur d'asile ne fasse simultanément ou successivement des demandes dans plusieurs pays. Mais on voit déjà les limites de cette convention contestée : rien de sérieux ou peut se faire sans une coopération avec d'autres pays d'accueil comme l'Australie et la Suède, ou comme la Suisse, qui, au rythme actuel, risque d'atteindre le chiffre de soixante mille demandeurs d'asile en 1991. Rien de sérieux ne peut se faire non plus sans des interventions énergiques auprès des pays de transit, comme la Bulgarie, qui permet à de nombreux « réfugiés économiques » d'entrer en Europe.

Mais c'est encore vis-à-vis des pays d'origine que l'action peut être la plus efficace. Une action économique, bien sûr, pour donner du travail sur place aux candidats à l'émigration. Mais aussi des pressions politiques, car il ne faut tout de même pas oublier dans ce débat les vrais réfugiés qui fuient des persécutions. On n'a pas besoin pour cela de faire pression sur la terre entière. En France, la qualité des demandeurs d'asile provient de cinq pays seulement : le Mali, la Roumanie, le Sri-Lanka, la Turquie et le Zaïre. Intervenir pour que les droits de l'homme y soient mieux respectés est tout à fait possible, quitte à monnayer l'aide économique. C'est plus facile qu'à l'époque où l'on craignait de voir basculer certains pays dans le camp soviétique.

Si la France ne peut « héberger toute la misère du monde », selon l'expression de M. Michel Rocard, elle ne peut se désintéresser des droits de l'homme dans le monde. Une politique d'ingérence n'est ni très coûteuse ni très dangereuse. N'est-ce pas par là qu'il faut commencer pour tenter de résoudre, ou du moins d'alléger, l'immense problème du droit d'asile ?

ROBERT SOLÉ

La violence des bandes en région parisienne

Aux blousons noirs des années 60 ont succédé les bandes de certains quartiers de la région parisienne. Les commissaires ont dressé une carte de ces cités où la police « ne peut plus exercer normalement ses missions » (1). Le plus souvent, il s'agit de groupes peu organisés, mais prêts à passer à l'acte quand l'occasion se présente (intervention de la police, arrivée de nouveaux vigiles dans une grande surface). Les policiers ont toutefois remarqué, ces derniers temps, que de petits groupes de délinquants se transforment en bandes plus étoffées, allant jusqu'à une cinquantaine de membres.

Quelques groupes se caractérisent par un racisme plus systématique à la violence. Formés de mineurs, parfois âgés d'à peine dix ans, avec une forte « identité de quartier » et une « cohésion ethnique » les jeunes sont souvent « de race noire », est-il précisé, ces bandes ont fait l'objet d'une étude de la direction centrale des renseignements généraux, en décembre 1990. Parmi les méfaits attribués à ces groupes, les RG retiennent notamment la « dépollution » (vol de vêtements ou d'argent, sous la menace,

dans les transports en commun ou à la sortie des lycées), le vol (ce crime est parfois devenu une épreuve initiatrice : pour se faire accepter dans une bande de zoukous africains, il faut parfois violer une Blanche), le harcèlement des représentants de la loi, la razzia de centres commerciaux ou la bataille rangée avec une autre bande.

Le mal de vivre dans les banlieues s'accompagne aussi d'une multiplication des prises d'otages et des actions désemparées accomplies par des forces, relève le rapport des commissaires. « Incapables d'assumer l'échec amoureux, la perte d'un emploi ou d'un logement, ou leur surendettement, certains individus retiennent un otage femme, enfant ou proche, se retranchent dans leur logement, et attendant de leur quartier en les menaçant d'explosion au gaz, ou en tirant sur les passants et les policiers. »

(1) Sont notamment cités les quartiers des Bouquins à Montfermeil, du Luth à Gennevilliers, des 4000 à La Courneuve, du Val Fourré à Mantes-la-Jolie, de Buzac (Villiers-sur-Seine), des Indes (Sartrouville), et des Musiciens (Les Mureaux).

M. Jean Brière cité à comparaître par la LICRA pour provocation à la discrimination raciale. - La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a cité à comparaître, jeudi 23 mai devant la 6^e chambre correctionnelle de Lyon, le docteur Jean Brière, ancien porte-parole des écologistes, pour provocation à la discrimination raciale. Le 7 avril, celui-ci avait diffusé un texte accusant Israël d'être un « Etat raciste, théo-

cratique, militariste et expansionniste ». A la suite de quoi M. Brière avait été suspendu provisoirement du mouvement des Verts. L'audience a été fixée au 24 juin.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

世界第二を誇るプリンター製造社
「スター」がフランスの学生に
日本を紹介します。

C'est parce que le deuxième constructeur mondial d'imprimantes est toujours tourné vers l'avenir, qu'il se tourne aujourd'hui vers la jeunesse. Depuis le 5 janvier 1991, Star (votre imprimante) organise et sponsorise pour tous les lycéens de 16 à 18 ans, le grand concours "L'Avenir, Passion du Monde" avec de nombreux voyages à gagner pour partir à la découverte du Japon. Carrefour des coutumes et des technologies de pointe, pays où le futur se conjugue chaque jour au présent, le Japon et son incroyable complexité culturelle sont des données indispensables à l'ouverture des sociétés et des hommes de demain. En offrant cette formidable opportunité aux lycéens, Star répond une fois de plus à la philosophie qui lui tient à cœur : offrir à la jeunesse tous les moyens de sa réussite.

* Le 2^e constructeur mondial d'imprimantes fait découvrir le Japon aux étudiants.

star
votre imprimante

l'avenir
PASSION DU MONDE

سكيا من الامم

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Malgré le report de la date officielle des vacances scolaires

Un troisième trimestre en peau de chagrin

Le ministre de l'éducation nationale a déclaré, jeudi 23 mai, à Saint-Avold (Moselle), que « le système éducatif n'était pas en pré-vacances » dès le début juin. « Écoles primaires et collèges fonctionnent, le problème se pose au lycée en raison de l'organisation des examens ». « Le problème est de repousser quelque peu la date des examens », a précisé M. Jospin. Or, parents et professeurs ont expressément demandé de ne pas le faire cette année. En outre, parents et élèves veulent avoir les résultats avant de partir en vacances. Il est difficile d'exiger des choses contradictoires... Il faudra faire bouger cela pour l'année prochaine. Pour le ministre, il faudrait élargir le nombre des correcteurs, trouver plus de lieux pour passer les examens, « et peut-être accepter qu'une partie du baccalauréat se fasse en cours de formation ».

Alors que le ministre de l'éducation nationale a fixé la fin de l'année scolaire au 6 juillet, dans le but de rallonger un troisième trimestre fortement perturbé dans les lycées par les conseils de classe et les examens, ce dernier n'a jamais été aussi court. Cela provoque l'émotion des associations de parents d'élèves, relayées par les syndicats d'enseignants.

Vieille histoire. Déjà, en décembre 1988, le premier ministre de l'époque avait vigoureusement tapé du poing sur la table. « Nos établissements ne font même pas travailler les élèves jusqu'à la fin

du mois de juin. Cette situation ne peut plus durer. On ne peut vraiment pas imputer entre d'un mois l'année scolaire la plus courte d'Europe. Je demande donc au ministre de l'éducation nationale, lançait alors M. Rocard, de revoir tous les examens pour les faire passer en juillet et d'organiser l'orientation de telle sorte que les conseils de classe se tiennent fin juin. »

Trente mois plus tard, le nouveau premier ministre, à peine nommé, est bien obligé de remonter au créneau, de dresser le même constat et de préconiser des solutions rapides. Ainsi, le 19 mai, sur TF1, M^{me} Edith Cresson déclare qu'il est urgent « de trouver des formules » pour que les enfants ne se retrouvent pas « dans la rue » à partir du 15 juin. Pour éviter que les lycées ne soient réquisitionnés par l'organisation des épreuves du baccalauréat, elle suggère, par exemple, que les municipalités mettent à disposition les salles nécessaires.

On mesure bien, sur cet exemple, les pesanteurs du système éducatif. Car le ministre de l'éducation nationale n'est pas resté inactif. Le 13 juillet 1989, M. Jospin faisait adopter par le Conseil supérieur de l'éducation, où siègent des syndicats d'enseignants et associations de parents, un nouveau calendrier scolaire qui repousse d'une semaine, au 6 juillet, la sortie des classes de 1991. On peut constater aujourd'hui que cet allongement du troisième trimestre n'est en fait qu'un trompe-l'œil.

Tout d'abord, les vacances de février, plus longues, ont obligé à repousser d'autant les dates des vacances de printemps qui d'englobaient que partiellement, cette année, les trois grands « points » du mois de mai. Mais surtout, les

dates des examens n'ont pas été reculées, en particulier celles du baccalauréat, qui mobilisent les lycées dès le 5 juin pour l'épreuve de philosophie, voire dès les 22 mai pour certaines épreuves facultatives de langues, comme au lycée Fénelon, à Paris.

Quelle que soit la date théorique fixée pour la fin des cours, la date butoir du bac oblige donc cette année les lycées qui servent de centre d'examen - la très grande majorité - à réduire le troisième trimestre de moitié. S'ajoute à cette contrainte l'organisation, très lourde dans les gros lycées, des conseils de classe, qui doivent se tenir assez tôt pour permettre la négociation avec les familles et le fonctionnement des procédures d'appel.

« Nous n'avons guère le choix »

Or, celles-ci, fixées au niveau académique, d'ont pas non plus été modifiées, dans la plupart des cas. Les commissions auxquelles les familles peuvent faire appel si elles ne sont pas d'accord avec les décisions d'orientation (nu ou redoublement) des équipes pédagogiques se réunissent, le plus souvent, entre le 17 et le 20 juin. Comme les années précédentes.

Ainsi, les élèves de seconde du lycée Charles-Fourier, à Auxerre (Yonne) sont retirés en classe lundi 13 mai et leur conseil de classe aura lieu le 28 mai. Soit un trimestre de quinze jours, ce que déplore M^{me} Cresson, procureur du lycée. « C'est court, dit-elle, mais nous n'avons guère le choix. Si nous groupions tous les conseils d'un même niveau sur une seule journée, comme le font certains établissements, les enseignants ne peuvent pas assurer les cours et les

élèves sont à la rue. À partir du 10 juin, les enseignants de français sont mobilisés pour les épreuves antérieures de français des élèves de première, et les élèves de seconde n'ont plus de cours de français. J'essaie de prévenir les familles, mais c'est vrai, la démobilité des élèves est très forte. »

Le syndicat Force ouvrière et la Confédération nationale des groupes autonomes (CNGA) ont enfoncé les premiers ce cheval de bataille et proposent des solutions pour le moins expéditives. FO suggère de supprimer les procédures d'appel et de réduire un examen de passage pour les élèves dont les parents font appel des décisions des conseils de classe. La CNGA réclame « que des sanctions soient prises à l'encontre des élèves qui s'opposent des conseils de classe passés ».

Le SNES (syndicat national des enseignants de second degré), majoritaire dans les lycées, voit dans ce vent de fronde concernant la durée du troisième trimestre un véritable danger pour le baccalauréat. « Les détracteurs habituels du baccalauréat utilisent ces dysfonctionnements pour tenter de le discréditer », déclare le syndicat dans un communiqué. Et il rappelle « son souci que l'élève ait la possibilité de passer ses examens ou d'être orienté en dehors des périodes de vacances ». Ce qui exclut tout aménagement du calendrier et de l'organisation actuels et prévient, notamment, toute velléité gouvernementale de rogner, d'une manière ou d'une autre, la durée des vacances des enseignants.

On le voit, M^{me} Cresson a du pain sur la planche, si elle veut bousculer, plus efficacement que son prédécesseur, les habitudes de l'éducation nationale.

CHRISTINE GARIN

ESPACE

En raison d'une erreur d'adresse postale

La NASA a frôlé la catastrophe

La NASA vient de frôler une nouvelle fois la catastrophe avec ses navettes spatiales. Quand? Nul ne le sait. Mais « ce n'était qu'une question de temps », affirme Dan Garmy, l'un des dirigeants du Johnson Space Center de Houston (Texas), qui ajoute que la NASA « a senti passer le vent du boulet ». Et ce pour une incroyable et inacceptable erreur d'adresse postale.

Pour bien comprendre l'affaire, il faut remonter au mois de septembre de l'année dernière. À cette époque, une sonde thermique de la taille d'une cigarette, placée sur une ligne d'alimentation en hydrogène liquide des moteurs principaux, fut démontée en raison de la découverte d'une fuite d'hydrogène. L'affaire semblait banale. Personne ne soupçonnait encore que les soudures de cette pièce étaient fissurées.

Mais, contrôles de routine obligent, la pièce fut envoyée à la société RDC Corp. de Hudson (New-Hampshire) pour analyse. Du moins le crut-on. Car, à la suite d'une négligence imperdable, le colis fut envoyé à une adresse erronée. Résultat : cinq mois de perdu avant que la sonde défectueuse atteigne son véritable destinataire.

Examens métallurgiques et contrôles aux rayons X montrèrent alors que des fissures existaient tout autour de la soudure de fixation de la pièce et que leur apparition était vraisemblablement due aux variations thermiques engendrées par le

passage très froid de l'hydrogène liquide.

Que la soudure vienne à lâcher et les turbopompes des moteurs pourraient « avaler » cette sonde avec les conséquences que l'on imagine : blocage ou détérioration des turbines conduisant, au mieux, à un arrêt moteur et, au pis, à une explosion. Le risque est d'autant plus grand qu'il existe sur chaque navette neuf de ces sondes : cinq qui mesurent la température de l'oxygène et quatre l'hydrogène.

La firme RDC a bien évidemment souligné ces dangers à la société Rockwell, constructeur de la navette. Mais le rapport n'est arrivé que le 1^{er} avril chez l'industriel et, le lundi 20 mai seulement, sur le bureau de la NASA, soit deux jours avant la mise à feu de la navette Columbia. Rétrospectivement, les dirigeants de la NASA ont dû avoir froid dans le dos, car cinq vols de navette ont eu lieu en toute ignorance depuis le mois de septembre.

Aussi loue-t-on à Houston la bonne fortune qui a fait que le prochain vol de Columbia eût été retardé de plusieurs jours en raison du dysfonctionnement d'un de ses ordinateurs. Malgré consolation pour les responsables de la mission : les contrôles faits sur trois des neuf sondes de Columbia ont montré que ces pièces étaient intactes. Mais, pour plus de sécurité, elles seront quand même toutes changées avant le 1^{er} juin.

ENFANCE

Les autorités de la RDA kidnappaient les enfants des fugitifs

M. Thomas Krueger, sénateur à la jeunesse, a présenté jeudi 23 mai à la presse les premiers documents prouvant que l'ancien régime communiste est-allemand pratiquait l'enlèvement d'enfants dont les parents étaient passés à l'Ouest ou étaient condamnés pour espionnage militaire. Plusieurs milliers d'enfants auraient subi ces séparations arbitraires, dénoncées depuis des années à l'Ouest, mais qui n'étaient jamais pu être démenties.

Les dossiers, datant des années 1970, ont été retrouvés par hasard dans des archives. Ils concernent trois enfants adoptés arbitrairement par des familles qui ne connaissent pas leur véritable passé et cinq autres placés dans des « foyers de transit ». Certaines de ces pièces relatent l'histoire tragique de la famille Ramus. Le 21 octobre 1981, Renate Ramus s'enfuit de RDA dans une voiture de l'ambassade d'Algérie, avec ses deux plus jeunes enfants. Elle laisse sur place son époux et ses deux aînés. Son mari passera quatre ans dans les geôles de la Stasi (police secrète) et ses enfants

deux années dans un orphelinat. « Des révélations semblables vont se multiplier », estime M^{me} Elke Kanneberg, directrice du premier bureau chargé des adoptions forcées en RDA qui vient d'ouvrir à Berlin. Les dizaines de milliers de citoyens est-allemands qui ont fui la RDA ont été déclarés coupables de « fuite de la République », un des délits les plus lourdement punis, et déchu de leurs droits parentaux. La justice est-allemande a eu de même pour des parents convaincus d'espionnage militaire et pour les prisonniers politiques.

Trois « foyers de transit » existaient en RDA pour les enfants de fugitifs, directement placés sous la tutelle du ministère de l'éducation qui dirigeait, de 1963 à 1989, M^{me} Margot Honecker, l'épouse de l'ancien président Erich Honecker. Certains enfants de « réfugiés » y ont passé des années jusqu'à leur majorité. L'adoption forcée était réservée aux plus jeunes, et tout était conçu pour brouiller les pistes et leur façonner une nouvelle existence. (AFP.)

MÉDECINE

Forme la plus fréquente de retard mental héréditaire

La transmission du syndrome de l'X fragile est mise au jour par une équipe française

Une équipe de chercheurs dirigée par le professeur Jean-Louis Mandel, de l'INSERM, publie dans le numéro du 24 mai de la revue américaine *Science* (1) de nouveaux résultats qui permettent de mieux comprendre la physiopathologie du syndrome de l'X fragile, la première cause de retard mental héréditaire.

Grâce aux travaux de l'équipe du professeur Jean-Louis Mandel (unité de biologie moléculaire et de génétique de l'INSERM, Strasbourg), les mécanismes responsables du syndrome de l'X fragile, la plus fréquente des maladies liées au chromosome X (un garçon sur 1 500 est atteint), sont en passe d'être complètement élucidés.

Ce syndrome de découverte récente (le *Monde* du 17 décembre 1986) se caractérise par un retard mental plus ou moins important, associé à une dysmorphie faciale. À la différence des autres maladies génétiques, il se transmet de façon très étrange, puisque 20 % des hommes et 70 % des femmes porteuses de la mutation génétique sont normales. Mieux, des hommes normaux peuvent transmettre la maladie à leurs petits-enfants par l'intermédiaire de leurs filles qui, elles-mêmes, présentent rarement un retard mental.

Plusieurs équipes, parmi lesquelles celle du professeur Mandel, s'acharment, depuis plusieurs années, à déterminer et à analyser la zone « fragile » du chromosome X. Grâce aux méthodes de cartographie, il a été possible de localiser les régions les plus proches du (ou des) gène X fragile et de mettre en évidence

deux phénomènes permettant d'expliquer ce mode de transmission inhabituel : une modification de l'ADN par méthylation et une instabilité des mutations.

Dépistage possible

Le premier phénomène - la méthylation d'un fragment d'ADN proche de la partie mutée - avait été décrit, il y a quelques mois, par l'équipe de Strasbourg dans un article paru dans la revue britannique *Nature* (le *Monde* du 17-18 février). C'est cette méthylation qui semblait alors responsable de l'apparition des symptômes de la maladie. Quant à la région de l'ADN directement impliquée dans l'apparition de la maladie, elle fut, toujours par l'équipe du professeur Mandel, en collaboration avec celle du professeur Daniel Cohen (Centre d'études du polymorphisme humain), ces résultats montrant qu'un ou deux gènes seraient impliqués dans la maladie.

Dans l'article publié dans *Science*, les chercheurs strasbourgeois démontrent que, plus des anomalies de méthylation, il existe d'autres mutations responsables de la maladie, causées par un très petit fragment d'ADN. Fait extraordinaire et absolument inconnu jusqu'à présent dans la transmission héréditaire d'une maladie, ces mutations se font en deux temps et rendent ainsi compte de la grande variabilité observée dans l'expression de cette maladie.

Tout d'abord, il se produit une sorte de « pré-mutation », qui ne s'accompagne pas de l'apparition de signes cliniques ; dans une seconde étape, cette pré-mutation va se transformer en une mutation

beaucoup plus importante, qui, elle, s'accompagne de symptômes cliniques.

Grâce aux sondes d'ADN, il est aujourd'hui possible, chez les filles comme chez les garçons, de détecter ces mutations. En outre, l'analyse de cet ADN permet de poser un diagnostic prénatal. Chez les garçons, le pronostic est facile : lorsqu'il n'existe qu'une pré-mutation, le garçon est normal ; en revanche, lorsqu'il possède une grande mutation, il sera atteint. Chez les filles, le pronostic est plus délicat : en cas de pré-mutation, il n'existe pas de problèmes. Elles sont normales. En revanche, lorsqu'il s'agit d'une grande mutation, il est impossible d'affirmer avec certitude qu'elles seront ou non atteintes.

Il sera donc bientôt possible, par simple analyse de routine de

l'ADN, de détecter, durant la période prénatale, les porteurs de l'anomalie génétique responsable de l'X fragile. Pour les garçons, selon le type de mutation génétique observée, il sera également possible de développer un retard mental. Étant donné la fréquence de ce syndrome, et pour éviter toute dérive eugénique, les conditions dans lesquelles un tel dépistage pourra être mis en œuvre devront être bientôt définies.

FRANCK NOUCHI

(1) Cet article est signé par I. Oberlé, F. Rousseau, D. Heitz, C. Kretz, D. Devys, A. Hanauer, J. Boué, M.-S. Berthas, J.-L. Mandel.

Pour mettre fin au trafic

La Roumanie suspend les procédures d'adoption par des étrangers

Le gouvernement roumain a décidé de suspendre toutes les procédures d'adoption par des étrangers à partir du 1^{er} juin. La Roumanie subit ainsi une mesure un terme au commerce d'enfants - principalement d'origine tzigane - qui s'est développé depuis plusieurs mois. Des intermédiaires opérant ouvertement dans plusieurs hôtels de Bucarest se chargent, en effet, de trouver des parents qui, pour environ 10 000 dollars, acceptent de livrer leur enfant à des touristes américains, canadiens, belges, suisses ou français.

Selon les statistiques officielles, environ 3 000 enfants roumains ont été adoptés par des étrangers en 1990 et près de 2 000 au premier trimestre 1991. Ce réseau s'est développé à la faveur d'une loi adoptée en juillet 1990, donnant la liberté aux parents adoptifs

de choisir un enfant à condition que les parents naturels soient consentants. Un nouveau projet de loi prévoit une procédure « exclusivement par le biais d'organismes étrangers autorisés par l'État roumain et reconnus par le Comité roumain pour les adoptions ».

Le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France demandent le retrait du projet de réforme du code pénal. Jugant le projet de réforme du code pénal « indigne d'une démocratie moderne », le Syndicat de la magistrature (SM) et le Syndicat des avocats de France (SAF) ont lancé, mercredi 22 mai, un appel en faveur de ce projet. Les deux organisations, « soucieuses de la défense des libertés et des droits de l'homme », dénoncent le caractère

« démagogique et archaïque » d'un projet de réforme « axé sur le tout-répressif » voire le « tout-carcéral ». « Croire que l'augmentation des peines encourues, déjà particulièrement élevées, que la criminalisation de certains délits, que la création de nouvelles incriminations, que l'élargissement du champ d'application des peines de sûreté sont de nature à résoudre le phénomène de la délinquance, note l'appel, relève soit d'une dangereuse naï-

veté, soit d'une démagogie particulièrement insupportable. »

Un prêtre de la Somme inculpé d'attentat à la pudeur. Le curé de Bernaville (Somme), l'abbé Pierre Falgairette, a été inculpé, jeudi 23 mai, d'attentat à la pudeur sur mineurs par M. Brice Raymond-deud, juge d'instruction à Amiens, puis écroué à la maison d'arrêt de la ville. Agé de soixante-neuf ans, ce prêtre avait été interpellé après une plainte déposée par les parents de quatre adolescents.

L'opéra aujourd'hui : renaissance ou faillite ?

Maryvonne de Saint Pulgent

LE SYNDROME DE

L'OPÉRA

Voici un livre impitoyable et accablant. Dans son genre, d'un comique aussi noir que *Mort à crédit* de Céline.

Marc Fumaroli / Le Figaro

La conscience de l'historien, la ténacité du journaliste, la compétence du musicologue, toutes les trois servies par la plume vivante et mordante d'une memorialiste et portraitiste.

Jean-François Revel / Le Point

Collection « Accords »

ROBERT LAFFONT

CULTURE

VENTES

La folle époque

Des tableaux modernes adjugés simultanément à Paris et dans cinq villes japonaises : un test

Meis qu'est donc venue faire cette vierge à l'enfant de Foujita à la « une » de ce prestigieux catalogue? La réponse est donnée par M. Loudner: « Le fond or, la maternité, donnaient un ton plaisant à la couverture. Si les Japonais achètent, tant mieux. » Que ne ferait-on pas pour séduire les Nippons, grands amateurs des dernières ventes impressionnistes et modernes à New-York. Au moins, si l'un d'eux craque pour cette madone (estimée entre 7 et 10 millions de francs), il aura même le sentiment de purifier ses sens: grand admirateur de Léonard de Vinci, Foujita peint cette bondeuse en 1958, avant de se faire baptiser à Reims.

C'est l'une des cinquante-quatre pièces qui seront adjugées à Drouot le 25 mai lors d'une vente retransmise par satellite à Tokyo, Osaka, Hiroshima, Nagoya et Fukuoka, au Japon. Une vente importante (il faut par exemple réserver ses places) redimensionnée en fonction des conséquences de la crise du Golfe. « Pour faire face à un marché plus étroit, nous avons musclé la vente en réduisant le nombre des lots, qui passe de 90 à 54 », déclare M. Loudner.

Les maîtres sont au rendez-vous: Renoir (une nature morte), Cézanne (avec un Don Quichotte de 1873-1875, conjuguant l'influence de Delacroix et les premiers découpages de volumes, estimé entre 3 et 4 millions de francs), Picasso, Kandinsky, Van Dongen, Dubuffet, Balthus. La caravane suit: Dufy, Marquet, Utrillo, Vallotton, Dunoyer de Segonzac, Foujita.

Mais toutes les étiquettes souffrent: « Nos estimations tiennent compte d'un certain marxisme », avoue le commissaire priseur, qui spontanément cite cette marine de Signac effectuée à La Rochelle en 1927, soit quelques longues années après les fastes du post-impressionnisme: « Il y a deux ans, des

tableaux du même type auraient été estimés 12 millions de francs. » La fourchette est ici comprise entre 4 et 6 millions de francs. Et Guy Loudner d'ajouter: « Il faut savoir que les réserves peuvent être au-dessous de l'estimation basse. On peut le dire, il faut le dire... »

Il y a la crise du marché de l'art et heureusement, il y a les tableaux. Ainsi cette émouvante étude pour les constructeurs de Fernand Léger, laquelle, d'un trait pur et sensible à l'encre de Chine, déplace les temps modernes vers l'intime, le geste, le pli d'une veste, la courbe des doigts. Ce genre de noir et blanc qui, loin des rouges, des bleus, des jaunes primaires chers à l'artiste, semble contester toutes les couleurs du monde. Cette autre esquisse est de Picasso, et date de 1905, au sortir de la période bleue si naturaliste: l'observation s'aiguise, le trait est graphique et s'affine dans ces frêles silhouettes d'arlequin, d'acrobate, ces nus de profil (estimation entre 300 000 et 400 000 francs).

On peut citer encore cette magnifique huile de Balthus, Roger et son fils (estimée entre 3 et 4 millions de francs), cette Colonne de muse d'Arp taillée dans le marbre et mise en vente par la fondation qui porte son nom. Enfin, bien sûr, les trois Van Dongen. Le portrait de l'extrême-marquise Casati. L'une de ces « nudités bleues à la pudeur évanouie » dont parlait Vlaminck à propos du peintre de la folle époque. Mais le petit bijou (estimé environ 300 000 francs), c'est cette gouache sur papier de 1907, une forette allongée avec pour seules parures un chignon bleu dur et des jarretières rouges.

LAURENCE BENAÏM

► Hotel Drouot, samedi 25 mai à 14 h. Renseignements: étude Guy Loudner, tél.: 48-78-89-89.

MUSIQUES

Wilhelm Kempff, pianiste de la limpidité

Suite de la première page

Dans son toucher, il n'y avait aucune sensualité, nulle de ces délicates recherches de sonorités dont on s'enivre comme des plus exquis parfums de l'Asie, mais la limpidité d'un cristal résonnant à la moindre touche, près de se briser lors des confidences ultimes, quand il plongeait dans « les profondeurs inexplorées de Schubert ». Chaque note était comme un détecteur d'infirmité qui ébranlait notre sensibilité.

Lorsqu'il jouait Beethoven, « le père », c'était avec un dévouement total, comme un croyant devant le Saint-Sacrement, l'âme au bord des lèvres, mais le cœur hanté par une force, prêt à débâter les grandes orgues: « Réveillez-vous, chrétiens! »

Un jeu effervescent

Mais en même temps, lorsqu'il s'adonnait à Beethoven, « le héros », quel équilibre vital, quel appétit conquérant dans ce jeu effervescent, bref sur la note, passant de pianissimo presque imperceptibles à de soudains doubles forte, comme l'éclair qui jaillit à l'Orient et empourne tout le ciel jusqu'à l'Occident!

C'était l'alacrité d'une jeunesse non pas renouvelée, mais comme éternisée, dans ce phrasé si lisible, ce jeu bondissant des doigts qui faisaient surgir, dans la diversité de chaque attaque, ce piaffement, ce trot léger, ce chant d'alto, ce saut aboie, dont il parvenait à enrouler tout le ciel jusqu'à l'Occident!

Il accompagnait en tournée les chœurs de la cathédrale de Berlin, puis dirige le conservatoire de Stuttgart, où il enseigne le piano de 1924 à 1929. Mais son talent d'interprète va prendre le dessus et il commence une brillante car-

rière, qui le mène dans le monde entier pendant cinquante ans. Il restera cependant fidèle à l'enseignement, l'été, donnant des cours à Potsdam, avec Fischer et Gieseking, puis après la guerre à Positano, en Italie. Il abandonnera peu à peu la composition, malgré une œuvre abondante (trois opéras, deux symphonies, deux quatuors, des concertos pour piano et pour violon, une Passion allemande, un Mystère de la naissance du Seigneur, etc.).

C'est en 1938 seulement qu'il donna son premier récital à Paris. Il y revint pendant la guerre, jouant notamment les Variations Goldberg de Bach et trois concertos sous la direction de Charles Münch (qui évitait ainsi à ses musiciens d'être envoyés en Allemagne). Inscrit sur la liste noire des Américains, il faisait cependant sa rentrée à Paris en 1948, le noblesse de son jeu empêchant alors certains ressentiments de s'exprimer. Et il n'allait pas cesser d'être



ROGER HUBERT

Le plus classique des interprètes

Wilhelm Kempff était né le 25 novembre 1895 à Jüterbog, une petite ville du Brandebourg. Son père et son grand-père étaient organistes, et il fut mis de bonne heure au piano et à l'orgue. A l'âge de cinq ans et demi, il compose sa première œuvre, en sol bémol... Il entre à neuf ans à la Hochschule de Berlin, où il aura de grands maîtres (Heinrich Barth et Robert Kahn), étudie la philosophie à l'université, et reçoit en 1916 les prix Mendelssohn de piano et de composition. Alors qu'il est mobilisé, se Bettele d'Arminius, créée par la Philharmonique de Berlin, remporte un franc succès... d'hilarité, les cors guerriers préhistoriques qu'il utilise s'étant révélés impropres à l'exécution musicale!

Il accompagne en tournée les chœurs de la cathédrale de Berlin, puis dirige le conservatoire de Stuttgart, où il enseigne le piano de 1924 à 1929. Mais son talent d'interprète va prendre le dessus et il commence une brillante car-

rière, qui le mène dans le monde entier pendant cinquante ans. Il restera cependant fidèle à l'enseignement, l'été, donnant des cours à Potsdam, avec Fischer et Gieseking, puis après la guerre à Positano, en Italie. Il abandonnera peu à peu la composition, malgré une œuvre abondante (trois opéras, deux symphonies, deux quatuors, des concertos pour piano et pour violon, une Passion allemande, un Mystère de la naissance du Seigneur, etc.).

C'est en 1938 seulement qu'il donna son premier récital à Paris. Il y revint pendant la guerre, jouant notamment les Variations Goldberg de Bach et trois concertos sous la direction de Charles Münch (qui évitait ainsi à ses musiciens d'être envoyés en Allemagne). Inscrit sur la liste noire des Américains, il faisait cependant sa rentrée à Paris en 1948, le noblesse de son jeu empêchant alors certains ressentiments de s'exprimer. Et il n'allait pas cesser d'être

l'un des interprètes les plus aimés des Français, leur offrant en particulier à plusieurs reprises (en 1951, 1965, 1970) l'intégrale des sonates de Beethoven. En 1964, il était enfin accueilli triomphalement à New-York, au Carnegie Hall. Depuis 1945, il s'était installé en Bavière, à Thurnau.

En dehors de ses récitals et des concerts avec orchestre, il avait fait beaucoup de musique de chambre, trios avec Szeryng et Fournier, sonates avec Kulenkampff, Schneiderhan, Ferras, Rostropovitch, Casals (à Prades), lieder avec Germaine Lubin et Lotte Lehmann, etc.

Wilhelm Kempff laisse de très nombreux disques (dont le premier, Ecossaises et Bagatelles de Beethoven, date de 1920), où l'on retiendra surtout ses transcriptions de Bach et les Variations Goldberg, ses deux intégrales des sonates de Beethoven et celle des sonates de Schubert, maints cahiers de Brahms, certains Schumann et les Légendes de Liszt.

J. L.

Le manager mélancolique

Ivo Watts Russell dirige 4AD, le label des Pixies et This Mortal Coil, groupe de rock introspectif

Ivo Watts Russell tient salon au bar du Raphaël, palace pour dandys (les vrais, les Anglais), un décor qui sied bien au directeur de 4AD, la maison de disques des Pixies et des Cocteau Twins, et aussi celle de This Mortal Coil, dont l'âme d'est autre que le patron lui-même.

This Mortal Coil (ce tumulte mortel, comme dans le monologue d'Hamlet, ou comme dans le sketch du perroquet mort des Monty Python, autre classique du répertoire universitaire britannique), vient de sortir son troisième double album (ou long CD) Blood. Mais ce n'est pas un groupe. Un hobby plutôt.

Quand la gestion quotidienne de 4AD lui en laisse le temps, Ivo Watts Russell rentre en studio avec des amis, des connaissances et aversaires. Des ébousons obscurs de gens célèbres (Syd Barrett, le fondateur du Pink Floyd, Neil Young), des chansons d'auteurs méconnus (la Canadienne Mary Margaret O'Hara ou Chris Bell qui croisa le chemin d'Alex Chilton au sein de Big Star), et les arrange.

« Je ne crois pas que nous ayons jamais amélioré les originaux, mais nous les avons mis en perspective les uns par rapport aux autres en les réinterprétant », explique Ivo Watts Russell, élégant, sobre (complet probablement japonais et T-Shirt blanc, cheveux ras à peine grisonnant) et affabilité extrême.

Sur une période de trois ans, il a réuni ses musiciens (Kim Deal des Pixies, Caroline Crawley de Sheryl Crow, Orphan...) pour de courtes

périodes, dirigeant son album séquence par séquence, comme un réalisateur de film. Ivo Watts Russell ne fait même pas semblant d'être musicien, la preuve: « Pour moi le plaisir premier que procure la musique réside dans l'écoute. »

This Mortal Coil, œuvre de dilettante mélancolique, pourrait aussi être interprétée comme une espèce de manifeste de 4AD. Le label refuse de grandir trop vite, gardant un nombre limité d'artistes à son catalogue, restant cohérent dans ses choix artistiques, décidés par le choc que reçoit Ivo Watts Russell, alors vendeur dans un magasin de disques, lors de la seconde vague punk de 1979, emmenée par Wire ou Joy Division.

Face au succès des artistes, les Cocteau Twins (qui viennent du quartier 4AD pour Geffen) ou les Pixies, 4AD maintient sa ligne et son image. Peu après les débuts de 4AD, en 1980, Watts Russell confiait la réalisation des pochettes des albums à une équipe composée du graphiste Vaughn Oliver et du photographe Nigel Grierson, réuni au sein du groupe graphique Envelope 23 puis V23.

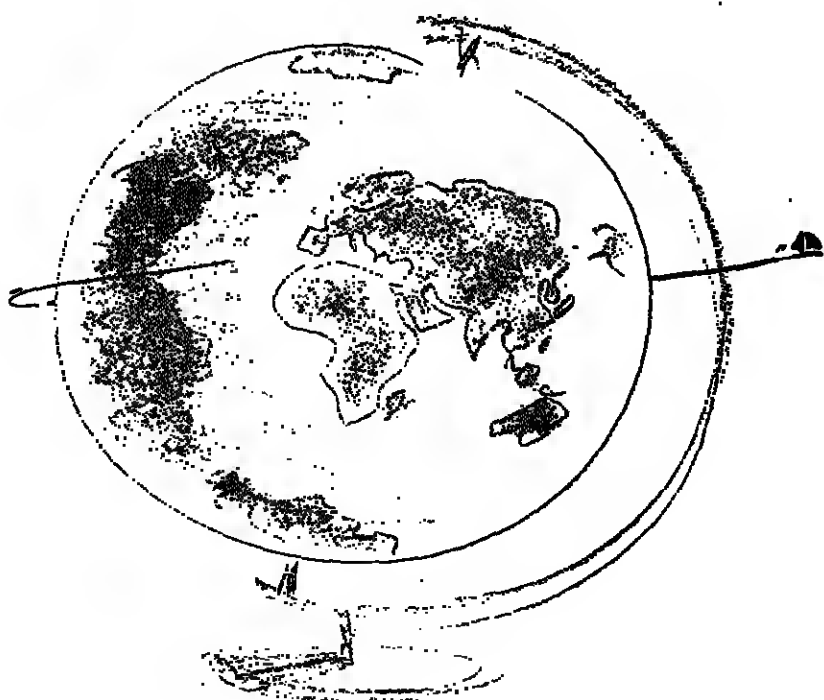
« Vaughn m'a ouvert les yeux. Quand je pense que certains groupes de 4AD traitent les pieds pour travailler avec lui! Quel génie! ». Pour les Pixies, par exemple, Oliver a créé un univers à la fois chaotique et froid, absurde et attrayant, un commentaire graphique, plus qu'une explication littéraire, de la musique du groupe.

Même si les Cocteau Twins sont partis, 4AD doit faire face au succès colossal des Pixies, une perspective qui n'enchante guère Ivo Watts Russell: « Pour moi, la musique est une expérience tout à fait personnelle, je n'ai aucune inclination à la partager physiquement. » Ce dont on aurait pu se douter en écoutant les réveries solitaires de This Mortal Coil.

THOMAS SOTINEL

► La Grande Halle de La Villette (Paris 19) proposera une exposition Vaughn Oliver à partir du 1er juin.

Bonne route à tous les navigateurs du monde.



En décembre dernier, le PMU relançait publiquement la grande idée qui, inspirée de Jules VERNE, tourait dans la tête de nombreux navigateurs.

Le PMU proposait un prix d'un million d'euros au premier équipage à faire le Tour du Monde à la voile en 80 jours, départ et retour en France, en laissant les trois caps, Bonne Espérance, Leeuwin et Haru à bâbord.

Aujourd'hui, malgré toute sa bonne volonté, le PMU constate qu'aucun règlement n'a pu faire l'unanimité, ni recevoir l'aval d'une autorité reconnue de tous les navigateurs.

Dans cette situation, le PMU est contraint de suspendre cette opération et de « mettre à la coupe » en attendant l'éclaircie.



سكيا في الامم

CULTURE

THÉÂTRE

Un divertissement tragique

Signée Ged Marlon, transposition, noire et réussie de l'émission radiophonique « Allô Macha »

TOUS EN LIGNE
au Théâtre Paris-Villette

Il y a deux ans, dans le cadre des journées organisées au Théâtre de l'Athénée par les APA (Artistes-producteurs associés), Ged Marlon et quelques amis avaient eu l'idée de présenter une transposition scénique de « Allô Macha », l'émission nocturne de Macha Béranger sur France-Inter. Succès. Ils reviennent aujourd'hui au Théâtre Paris-Villette avec un « vrai » spectacle, une heure et quinze minutes terrifiantes de noirceur simplifiée.

Le principe de l'émission comme de la pièce est simple : une animatrice de radio reçoit les appels de correspondants anonymes, qui, en une dizaine de minutes chacun - question de rythme - confient, pour la plupart, leur mal de vivre. C'est l'occasion pour les auditeurs insomniaques - l'émission est diffusée à partir de l'heure du matin - et pour les spectateurs de théâtre - de mesurer cette incroyable capacité des éthers à encaisser les coups les plus rudes.

Mais « Allô Macha » comme *Tous en ligne* ne participent pas du grand barnum de la souffrance, façon journaux télévisés de 20 heures. Là comme ici, il est plutôt question de générosité, de compassion. Compagnon de Macha, impeccable dans son ensemble rouge sang (Nathalie Krebs) pour cette prof de gym bouffée par le scotch, immobilisée dans un fauteuil relax dégingé (Matié Nahyr), pour ce moineau

converti à la vie civile coincé dans sa chambre de bonne (Michel Didym), pour cette vendeuse à trois sous qui a décidé d'être gais et qui chante dans son bain (Christine Wurmser, en alternance avec Dominique Raymond), pour cette jeune chômeuse mariée à un maître-chien, très cuir, tendance facho (Christine Brucher) et pour enfin ce drôle de type tenté par la psychopathie (Ged Marlon).

Au début de *Tous en ligne*, l'identification - sans souci d'imitation - de Nathalie Krebs à son modèle et la mise en scène apparemment désinvolte auraient pu faire croire que nous allions entrer de plain-pied dans le pastiche. Mais si cette avalanche de désarrois commence par susciter le rire - un rire qui tient plutôt du gilet pare-balles - elle relève très vite de la peur. Et l'interprétation quasi onirique de ces conversations dans les décors obliques, déséquilibrés, découpés au bistouri par Raymond Couvreur pour extirper le caractère inquiétant des univers, des objets quotidiens, font de *Tous en ligne* un spectacle qui remue, qui saisit. Il développe une vision du monde tout à fait contemporaine. Ged Marlon et ses compagnons inventent sans afféterie un genre dramatique nouveau qui colle parfaitement à l'époque : le divertissement tragique.

OLIVIER SCHMITT

► Du mardi au samedi, à 21 heures. Matinée, le dimanche, à 16 h 30. De 60 F à 120 F. Tél. : 42-02-02-68.

Les causeuses

Quatre vies tracées par Julia Voznesenskaja et adaptées par Danièle Chinsky

LE DÉCAMÉRON
DES FEMMES
au Théâtre Paris-Montparnasse

La scène ressemble à celle des *Causeuses*, cette sculpture de Camille Claudel où quatre femmes assises, coincées entre des parois de jade, tiennent à peine sur leur banc tant elles sont tendues les unes vers les autres. Leurs bouches presque unies, elles boivent avidement les paroles des autres.

Il n'y a pas la chaleur du jade, mais la froideur des murs blancs d'un hôpital et des lits de fer montés sur roulettes en guise de banc. Ces causeuses-là sont soviétiques. Elles sont recluses dans une chambre, arrachées à l'enfant qu'elles viennent de mettre au monde sous prétexte d'une mystérieuse quarantaine. Pour passer le temps, pour se connaître un peu, entre les interventions muselées d'une infirmière revêche, elles devisent sur le mode du *Décameron* de Boccace, que l'une d'elles est en train de dévorer et d'appréhender par cœur.

A chaque jour son thème, sur lequel chacune d'entre elle devra se confier, se dévoiler, c'est la règle du jeu. Chacune s'y prête

mal gré, puis bon gré. Car il faut survivre, après tout, en se nourrissant des souvenirs des autres, comme les *Causeuses* de Camille, même si c'est un peu dur, parfois, d'évoquer le bonheur, la séduction quand il n'y a plus personne ; de se souvenir d'un viol, du premier amour, lorsque tout semble terminé. Ces femmes à qui la vie n'a pas fait de cadeau, pleurent, boivent, se racontent des histoires à hurler de rire et hurlent d'un rire très communicatif.

Reprise du spectacle présenté l'an dernier au Théâtre de l'ombre qui rouvre (le Monde daté 15-16 avril 1990), cette adaptation pour la scène de Danièle Chinsky du livre de Julia Voznesenskaja - paru en 1985 en Allemagne, où elle vit en exil après avoir été internée en Sibérie - dévoile quatre caractères et constitue un réquisitoire grinçant sur la vie des femmes en Union soviétique. Pour en témoigner, il y a la petite-bourgeoise toute frileuse de son confort, la gamine perdue, qui croit que son après fera d'elle une affranchie ; les intello : la directrice de théâtre coquette, proche des milieux dissidents ou la biologiste déchue, meurtrie.

Quatre personnages et quatre formidables comédiennes, Emmauelle Brunschwig, Sophie Guillot des Buttes, Catherine Hosnein, Elizabeth Mazev. Plus tard, car Danièle Chinsky, en infirmière coriace, haineuse, finit, elle aussi, par s'épancher violemment, à la fin de ce spectacle tendre et très drôle qui cogne les cœurs. Car, après tout, il faut bien parler pour en finir.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Du mardi au samedi, à 20 h 30. Le dimanche, à 17 heures. Jusqu'au 8 juin. Tél. : 40-43-01-82.

THÉÂTRE DE DIE
SARTROUVILLE

Wiener Salade

le concert
des années folles

Jazz-band • Pierrot Lunaire
Le Beauf sur le Toit...

24 - 25 mai 39 14 23 77

ATHÉNÉE
LOUIS JOUVET

28 mai / 1^{er} juin

FRANCIS

de GERARD GUILLAUMAT

mise en scène JEAN-LOUIS MARTINELLI

avec GERARD GUILLAUMAT et JEAN-LOUIS MARTINELLI

Mardi 28 mai 21 h 00

Debat sur la notion de crime contre l'humanité

avec PIERRE TRUCHE et MARCEL OPHULS

47.42.67.27

CINÉMA

L'irrésistible ascension du film à domicile

L'engouement pour les vidéo-cassettes a gagné la France et considérablement fait baisser les prix

On le sait, on l'a dit et répété à Casses, les recettes des salles sont heureusement renforcées par l'exploitation vidéo des films. Dans son numéro de novembre-décembre 1990, *CNC Info*, bulletin d'information du Centre national de la cinématographie, a publié un dossier « Spécial vidéo » qui fait le point sur un secteur en pleine évolution et qui a, de plus en plus, la faveur des amateurs de cinéma à domicile. La vente des magnétoscopes n'a eu, en 1989-1990, qu'un taux de croissance de 11 % contre un taux moyen de 30 % pendant les trois années précédentes, mais, avec un parc de 8,3 millions d'appareils, l'équipement correspond, en France, à 35 %, soit près d'un tiers des foyers. C'est dire que les utilisateurs ne sont plus seulement, comme on s'est obstiné à le croire, des maniaques de la cinéphilie qui engrangent ou des privilégiés à hauts revenus. Selon les informations du CNC, on prévoit un taux d'équipement d'environ 70 % aux alentours de 1995. C'est le chiffre actuellement atteint aux États-Unis.

Au début de 1980, les dépenses de location de cassettes enregistrées - c'est-à-dire de programmes - ne représentaient que 15 % des dépenses vidéo. Elles ont atteint 22 % en 1990 (par rapport à l'ensemble du matériel technique, donc, et les prévisions pour 1995 sont de 40 %). La vente de cassettes vierges par ménage équipé diminue constamment (une moyenne de sept cassettes pour l'année 90) parce qu'on enregistre moins ce qui se passe à la télévi-

sion, et parce que les cassettes peuvent être effacées et réenregistrées plusieurs fois. Cette diminution correspond à la richesse et à la diversité de plus en plus grande des catalogues d'éditeurs et à la baisse importante des prix de vente du film enregistré depuis fin 1987 (prix F seulement en 1988). Pour le premier semestre 1990, le marché de la vente aurait augmenté de 60 %.

Le succès de « Noce blanche »

Il semblerait que le réseau des vidéo-clubs n'ait pas retenu, de façon durable, le public des années 80. Là encore, la baisse du prix de vente des cassettes enregistrées a joué un rôle. Mais la location existe toujours. Certains éditeurs l'utilisent comme prétexte. Les grands gagnent du terrain sur le marché en assurant, la plupart du temps, leur propre distribution dans les grandes surfaces et les magasins spécialisés, et en assurant

la distribution d'autres éditeurs. Ainsi Fil à film, société dirigée par Jean-François Davy, distributrice elle maintenant les titres des Editions Montparnasse (la collection « L'âge d'or du cinéma », par exemple) auxquelles elle a cédé les droits vidéo d'une partie de son catalogue. Grâce à son équipement perfectionné, Fil à film peut fournir également des services techniques de duplication.

Zeet Production est une petite société qui destine d'abord ses films à la location. Elle a sorti l'an dernier *Tom et Lola*, de Bertrand Arthuis, *Les Enfants du désordre*, de Yannick Bellon, *Noce blanche*, de Jean-Claude Brisson, *Nouvelle vague*, de Jean-Luc Godard, *Milou en mai*, de Louis Malle, *Il y a des jours et des lunes*, de Claude Lelouch, et quelques films étrangers en version doublée, dont *Suzie et les Baker Boys*, de Steve Kloves. Au bout de six mois, ces cassettes peuvent passer de la location à la vente, et c'est alors que la distribution est assurée par Fil à

film. On a vu, ces temps-ci, apparaître certains titres, dont *Noce blanche*, qui ont eu un très grand succès. En février dernier, Zeet Production a placé en location *The King of New York*, d'Abel Ferrara, avec Christopher Walken, et *Docteur Peino*, de Christian de Chalonge, avec Michel Serrault.

Comme il s'agit, dans tous les cas de figure, de films récents, la reproduction est à la mesure de la qualité esthétique des œuvres originales. La présentation des jaquettes est aseptisée. On peut déjà se procurer *Mean Streets*, le premier grand film de Martin Scorsese avec Robert De Niro, que les Editions Montparnasse proposent en version originale sous-titrée et en version française au choix (159 F la cassette), et *Cyrano de Bergerac*, de Jean-Paul Rappeneau, est sorti le 16 mars en édition du groupe Hachette Première et Cie, distribution exclusive Nouvelle Messagerie vidéo (199 F).

JACQUES SICLIER

du 17 mai
au 8 juin
Location
42742050
41 bd du Temple
M^e République

TLP DEJAZET

Herman
van Veen



Numéro un sur l'Atlantique.

Un plus grand nombre de vols directs d'Europe vers les États-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

En effet, aucune autre compagnie aérienne ne décolle d'autant de villes européennes vers les États-Unis que PAN AM. et n'offre de meilleures correspondances vers le monde. Il faut s'appeler PAN AM pour voler vers 6 plaques tournantes américaines à partir de 125 destinations réparties dans 51 pays.

En Europe, PAN AM continue sa croissance. Cet été et pour la première fois dans son histoire, PAN AM multiplie ses vols directs au départ de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est vers les États-Unis. Ce sont les nouveaux vols directs de Hambourg, Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone à destination de New-York J.F. Kennedy.

19 vols directs chaque semaine de France vers les Amériques.

Dix-neuf occasions d'arriver vite aux États-Unis. De New-York et Miami - nos deux plus grandes portes d'entrées américaines - PAN AM offre un formidable dispositif de

19 vols directs chaque semaine de France vers les États-Unis.

Départs	Arrivées
Paris 13h10	J.F.K. New-York 15h05
quotidien	
11h00	13h20
Lu-Me-Ve-Sa-Di	
Paris 12h05	Miami 15h40
Ve-Sa-Di	
Nice 12h15	J.F.K. New-York 15h10
Lu-Ma-Je-Sa	

* fréquence accrue à partir du 16 juin.

correspondances vers plus de 40 grandes villes américaines et 35 destinations vers les Caraïbes et l'Amérique Latine.

First Class et Clipper Class® :

un service de grande classe.

Avec la Clipper Class de PAN AM, une seule chose fait défaut : le siège du milieu.

PAN AM
Mieux que Jamais

Non, vous ne serez jamais "coincé" au milieu. Oui, vous bénéficierez toujours d'un siège côté hublot ou côté couloir. Et mieux encore, en First Class, vous découvrirez l'extrême confort, le pur luxe des fauteuils Sleepette® : des sièges absolument uniques en leur genre.

Sur réservation, PAN AM met à la disposition de ses passagers First ou Clipper Class munis d'un billet plein tarif un service d'exception : une limousine avec chauffeur, sans frais, pour les conduire à l'aéroport ou les en ramener, et ce dans un rayon de 35 km.

Ce service est valable pour les villes suivantes : Paris, Nice, New-York, Washington DC, Miami, Los Angeles et San Francisco.

A New-York, la limousine peut être remplacée par l'hélicoptère pour vous rendre au cœur de Manhattan ou en repartir.

Comme vous pouvez le constater, PAN AM offre des correspondances uniques et des services d'une qualité extrême : exactement ce qu'il est convenu d'attendre de la compagnie aérienne numéro un sur l'Atlantique.

Pour de plus amples informations, contactez PAN AM au 42 66 45 45 ou votre agent de voyage.

SPECTACLES

VENDREDI 24 MAI

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

Années trente : adaptation littéraire

Mémorandum (1938), de René Guisart.

18 h : Dory (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

21 h : Bandes de flics (1977), de Robert Aldrich.

LES DOORS

Forum Horizon

14 (45-08-57-57) ; UGC Odéon

6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan

Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC

Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Le Basille

11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia

(43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-

89-52) ; Kinopanorama, 15 (43-08-

50-50) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-

70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-

55-88) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-

46-01).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE

(Fr.-Pol., v.o.) ; Gaumont Les Halles

1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2

(47-42-60-33) ; Le Saint-Germain

Prés, 12 (42-36-83-93) ; Les

27-23) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-

28-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-18-08) ; Les Trois Bâtiments

11 (43-07-48-60) ; La Bastille, 11 (43-07-

48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-

35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-

27-84-50) ; v.f. : Gaumont Convention

15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II

18 (45-22-46-01).

EATING (A. v.o.)

14 Juillet Parnasse

8 (45-22-46-01) ; v.f. : Les

Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

UGC Triomphe, 14 (43-20-32-20).

OANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57)

57-57) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97)

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-58-92-82) ; v.f. : Rex

2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9

(47-42-60-33) ; Pathé Marignan

Concorde, 8 (43-58-92-82) ; Sept

Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. :

Pathé Française, 9 (47-07-33-88) ;

Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01).

OARKIS (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28)

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC

Normandie, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex

2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6

(45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9

(47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12

(43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-

52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-

93-40).

DEICATESSEN (Fr.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36)

Aconon Eclairs, 5 (43-25-72-07)

Images d'Ailleurs, 5 (43-25-72-07)

UGC Biarritz, 8 (45-62-41-46)

UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-41-46)

Allo Maman C'est Encore

MOI (A. v.o.) ; George V, 9 (45-62-

41-46).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zé-

landais, v.o.) ; Gaumont Les Halles

1 (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6 (43-

25-72-07) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-

41-46) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-

62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14

(43-35-30-40).

L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (Fr.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Épée

de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'entrée [Connaissance d'ici et d'ailleurs]

L'entrée [Connaissance d'ici et d'ailleurs]

L'entrée [Connaissance d'ici et d'ailleurs]

L'entrée [Connaissance d'ici et d'ailleurs]

LES DOORS

Forum Horizon

14 (45-08-57-57) ; UGC Odéon

6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan

Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC

Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Le Basille

11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia

(43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-

89-52) ; Kinopanorama, 15 (43-08-

50-50) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-

70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-

55-88) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-

46-01).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE

(Fr.-Pol., v.o.) ; Gaumont Les Halles

1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2

(47-42-60-33) ; Le Saint-Germain

Prés, 12 (42-36-83-93) ; Les

27-23) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-

28-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-18-08) ; Les Trois Bâtiments

11 (43-07-48-60) ; La Bastille, 11 (43-07-

48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-

35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-

27-84-50) ; v.f. : Gaumont Convention

15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II

18 (45-22-46-01).

EATING (A. v.o.)

14 Juillet Parnasse

8 (45-22-46-01) ; v.f. : Les

Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

UGC Triomphe, 14 (43-20-32-20).

OANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57)

57-57) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97)

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-58-92-82) ; v.f. : Rex

2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9

(47-42-60-33) ; Pathé Marignan

Concorde, 8 (43-58-92-82) ; Sept

Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. :

Pathé Française, 9 (47-07-33-88) ;

Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01).

OARKIS (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28)

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC

Normandie, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex

2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6

(45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9

(47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12

(43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-

52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-

93-40).

DEICATESSEN (Fr.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36)

Aconon Eclairs, 5 (43-25-72-07)

Images d'Ailleurs, 5 (43-25-72-07)

UGC Biarritz, 8 (45-62-41-46)

UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-41-46)

Allo Maman C'est Encore

MOI (A. v.o.) ; George V, 9 (45-62-

41-46).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zé-

landais, v.o.) ; Gaumont Les Halles

1 (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6 (43-

25-72-07) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-

41-46) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-

62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14

(43-35-30-40).

L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (Fr.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Épée

de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'entrée [Connaissance d'ici et d'ailleurs]

L'entrée [Connaissance d'ici et d'ailleurs]

L'entrée [Connaissance d'ici et d'ailleurs]

L'entrée [Connaissance d'ici et d'ailleurs]

MADAME BOVARY (Fr.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36)

14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; UGC

Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; v.f. :

Pathé Française, 9 (47-07-33-88) ;

Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé

Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.)

George V, 9 (45-62-41-46) ; Sept

Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. :

Pathé Française, 9 (47-07-33-88) ;

Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé

Clichy, 18 (45-22-46-01).

MILLER'S CROSSING (A. v.o.)

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

Studio 28, 18 (45-08-57-57).

MISÈRE (A. v.o.)

Cinéma, 6 (45-62-41-46) ; v.f. :

Pathé Française, 9 (47-07-33-88) ;

Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé

Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A. v.o.)

ÉCONOMIE

16 L'Allemagne orientale attend ses emplois
M. Bérézgovoy à Berlin

17 Un entretien avec le président de la Compagnie nationale du Rhône
19 TF 1 va privilégier sa diversification

20 Marchés financiers
21 Bourse de Paris

BILLET

NEC bouté hors de Bull

Le japonais NEC n'entrera pas au capital de la Compagnie des machines Bull. Ainsi en a décidé le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, remettant ainsi en cause l'accord de principe donné il y a quelques semaines par M. Roger Fauroux, alors ministre de l'Industrie à M. Francis Lorentz, PDG de Bull.

Cette position ne surprend pas. Comment le premier ministre aurait-il pu justifier l'entrée d'une firme japonaise au capital d'une entreprise nationale agissant sur un secteur des plus stratégiques, alors qu'elle a fait du renforcement de la compétitivité des industries françaises son cheval de bataille ? Certains diront que la compétitivité de Bull passe justement par un accord avec une firme comme NEC, qui peut lui faire bénéficier de son avance technologique. Et que les 5 % environ que devenaient détenir le constructeur japonais dans Bull ne menaçaient pas l'indépendance du constructeur français. Mais, outre l'impact médiatique qu'un tel accord n'aurait pas manqué de susciter, nul ne peut présager de la façon dont aurait évolué cette prise de participation au docteur.

Reste à savoir comment Bull dédommagera NEC. Le constructeur japonais détent en effet 15 % de Bull HN, la filiale américaine de Bull. Ce sont ces 15 % qui devaient être troqués contre 5 % de CNR. Pour boucler NEC hors de Bull, il faudra donc vraisemblablement payer. Si l'on utilise les méthodes couramment employées pour calculer la valeur d'une entreprise, cette somme varie entre 105 millions de francs (si l'on évalue la firme à partir de sa capitalisation boursière), à 1,55 milliard de francs (si on utilise la valeur de l'actif), en passant par 850 millions de francs (si l'on considère que l'entreprise vaut la moitié de son chiffre d'affaires annuel). Au-delà de ces aspects financiers, la négociation devra aussi tenir compte des liens commerciaux unissant les deux firmes, puisque Bull achète à NEC ses ordinateurs haut de gamme. Un accord qui, pour l'instant, profite aux deux partenaires : Bull met à la disposition de NEC son réseau commercial, tandis que NEC évite à Bull d'investir dans un créneau de machines qui ne représentaient que 5 % de son chiffre d'affaires.

ANNIE KAHN

Le premier ministre veut aider les PME

Intervenant, jeudi 23 mai, à l'occasion de l'assemblée générale des conseillers du commerce extérieur, au Palais des congrès de Paris, M^{me} Edith Cresson, a déclaré que les PME sont « trop souvent ignorées » par le ministère des finances. Selon le premier ministre, l'image de l'administration des finances est « terrifiante, avec des hauts fonctionnaires à l'intelligence supranormale et qui font la loi. Ce n'est pas tout à fait vrai. Il est exact que le centralisme prédomine, que ce sont eux qui ont l'argent, qu'ils sont d'une grande valeur et qu'ils disent trop souvent leur loi ».

M^{me} Cresson a en outre ajouté : « Les fonctionnaires des finances et les dirigeants des groupes ont un dialogue facile puisque leur culture est la même. Mais les moyennes et petites entreprises, elles, sont dans nos provinces. Elles n'ont pas la possibilité d'envoyer quelqu'un à Paris pour discuter. C'est un autre monde. Pourtant, ce sont ces entreprises qui font la richesse d'un pays ».

M. Jacques Delors évoque les risques de tensions entre l'Europe et le Japon

A l'issue de sa visite à Tokyo, M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, a souligné, vendredi 24 mai, l'importance qu'il attachait à la mise en place d'un groupe d'experts de haut niveau chargé de concrétiser les engagements qui figureront dans la déclaration politique nippo-européenne en cours de négociation.

TOKYO

de notre correspondant

La visite à Tokyo de M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, aura été l'occasion de souligner la volonté commune des Européens et des Japonais de ne pas cantonner leurs relations aux simples problèmes commerciaux. L'objectif est de remédier à la faiblesse des relations Europe-Japon, alors que celles entre les États-Unis et le Japon, d'une part, et les États-Unis et l'Europe, d'autre part, sont plus profondes. Par rapport à la dernière visite de M. Delors au Japon, il y a cinq ans, le contexte a changé. Le déséquilibre des échanges au détriment de l'Europe est certes toujours préoccupant (19 milliards de dollars en 1990) et il s'aggrave (9,9 milliards de dollars pour les quatre premiers mois de 1991). Quant aux investissements nippons dans la CEE, ils sont largement supérieurs (de 1 à 10) à ceux des Européens au Japon.

Mais il existe de part et d'autre une nouvelle coagulation : ne pas laisser aux États-Unis un leadership mondial sans partage. La guerre du Golfe a été pour les Japonais une illustration de ce que Washington attend toujours d'eux - le soutien, - bien que désormais ils déboursent dans beaucoup de domaines plus que les Américains. À la suite de la

déclaration politique euro-américaine signée l'année dernière, Tokyo a pris l'initiative de proposer aux Européens de donner aussi un cadre politique aux relations avec le Japon. Les conflits commerciaux ne seront pas évités mais les arbitrages seront placés dans un contexte plus vaste.

Divergences internes

Bien qu'une convergence se dessine, des obstacles restent à surmonter. D'abord sur le fond, alors que les motivations européennes sont essentiellement économiques (renforcer les relations avec le Japon en échange d'engagements sur le plan commercial), celles des Japonais sont plus politiques (renforcer les relations avec la CEE afin de rééquilibrer au rapport de dépendance pesant avec Washington).

Il existe en outre du côté nippon des réticences que peut difficilement vaincre un pouvoir politique faible : le premier ministre est dans l'incapacité de prendre une initiative. Ce contexte n'a fait qu'accroître les rivalités entre les ministères. De manière symptomatique, le ministère des finances était absent des entretiens avec M. Delors, organisés par le ministère des affaires étrangères. Il paraît clair que certaines administrations ne souhaitent pas qu'un nouveau cadre aux relations

Europe-Japon se traduise par l'instauration d'un système de consultations analogue à celui existant avec les États-Unis, baptisé « négociations sur les obstacles structurels », qui leur donne bien du fil à retordre.

D'une manière générale, les Japonais, très avertis de ces problèmes, restent sceptiques sur l'avenir de la construction européenne. Le quotidien économique *Nihon Keizai* souligne ainsi les difficultés d'une unification politique de l'Europe, qui se traduit, selon lui, par une tendance de la Commission à s'aligner sur les positions des plus protectionnistes, « autrement dit ceux dont les performances économiques sont les moins brillantes ».

Esprit d'ouverture « très positif »

Du côté européen, M. Delors a aussi à vaincre le scepticisme de ceux qui considèrent qu'une déclaration politique Europe-Japon ne sera qu'une paotée rhétorique supplémentaire. À cet égard, le président de la Commission de Bruxelles souligne de la part des Japonais des engagements de traduire au plus tôt dans des domaines concrets leur volonté de placer les relations Europe-Japon à un autre niveau que les différends commerciaux. À cet égard, M. Delors a fait preuve d'un esprit d'ouverture jugé « très positif ».

A l'issue de sa visite à Tokyo

Après le discours de M^{me} Cresson

Le franc s'est affaibli sur les marchés des changes

Aussitôt après la déclaration de politique générale de M^{me} Edith Cresson, le franc a commencé à s'affaiblir sur les marchés des changes, sans gravité certes, mais d'une manière significative : le cours du mark à Paris s'est élevé de 3,3870 francs vendredi 17 mai à plus de 3,3950 francs jeudi 23 mai. Le premier ministre a beau avoir rappelé la nécessité d'un franc fort, le motif martelé par M. Pierre Bérézgovoy, désormais tout-puissant, une certaine inquiétude d'un peu paradoxale s'est répandue dans les milieux financiers. Son origine est peut-être dans l'ampleur du programme de M^{me} Cresson et dans les interrogations que nourrissent ces milieux sur son coût non révélé, avec en toile de fond plusieurs mouvements sociaux.

Sur le front des taux d'intérêt, le pessimisme s'est installé, les cours du MATIF s'orientant à la baisse, à 105,80 contre 106,50 précédemment, ce qui a eu pour effet de faire remonter de 8,85 % à 9 % le rendement des emprunts d'État. Les opérateurs, qui tablent ces dernières semaines sur une nouvelle diminution des taux directeurs de la Banque de France, ramènés le 18 mars dernier de 9 1/4 % à 9 %, n'y croient plus guère, du moins dans l'immédiat : défense du franc oblige.

À Berlin, M. Bérézgovoy a sans doute déclaré qu'il souhaitait la baisse des taux d'intérêt en France et en Allemagne, taux élevés en réel, c'est-à-dire hors inflation. Mais, reconnaissant que la décision incombait aux autorités monétaires, « indépendantes en Allemagne » à ce qu'il « croit savoir », le ministre ne peut que formuler un souhait. En attendant, c'est la morosité et même le découragement qui prévalent à Paris dans ce domaine bien précis, déprimant également la Bourse des actions, phénomène qui ne préoccupe guère M^{me} Cresson : on connaît son opinion à ce sujet.

FRANÇOIS RENARD

Selon un rapport de la Commission de Bruxelles Le ralentissement de la croissance dans la CEE en 1991 sera plus fort que prévu

La croissance s'est ralentie plus fortement que prévu - conduisant à une progression du chômage, à une plus grande convergence des économies des douze pays membres, notamment en termes d'inflation, - indique le rapport sur la conjoncture économique dans la CEE approuvé, mercredi 22 mai, par la Commission de Bruxelles.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le rapport économique de la Commission européenne annonce, pour 1991, un ralentissement de la croissance plus sensible que celui prévu il y a six mois (+1,4 % au lieu de 2 %), entraînant pour la première fois depuis 1986 une progression du chômage. Le tassement de la croissance par rapport aux prévisions de l'automne dernier s'explique principalement par une dégradation sensible de la situation au Royaume-Uni : on y envisageait alors, pour l'année en cours, une progression du produit intérieur brut (PIB) de 0,7 %, alors que les experts bruxellois tablent maintenant sur une récession de 2,2 %. En France, ces mêmes experts annoncent une croissance de 1,6 % au lieu des 2,5 % prévus à l'automne dernier.

Effets positifs de l'unification allemande

La stagnation actuelle provoque donc une progression du chômage : 8,2 % de la population active en moyenne dans la CEE en 1990, mais 8,75 % en 1991 et 9,25 % en 1992. La France fera moins bien que la moyenne communautaire (9,25 % en 1991 et 9,5 % en 1992), et la situation se dégradera davantage encore au Royaume-Uni, où le seul des 10 % de sans-emploi sera de nouveau franchi en 1992 (10,7 %).

La forte progression des impor-

tations en Allemagne, provoquée par l'effort d'équipement des cinq Länder de l'ex-RDA, « a permis de neutraliser les conséquences de la récession au Royaume-Uni et en France », a souligné M. Heining Christophersen, vice-président de la Commission chargée de la politique monétaire. Tous les États membres en ont bénéficié, si bien que les effets de l'unification allemande sur la situation conjoncturelle dans la Communauté sont considérés comme « globalement positifs ». Certes, la politique monétaire de la Bundesbank a provoqué une hausse généralisée des taux d'intérêt. Mais on a aussi observé une réduction de l'écart entre les taux pratiqués dans les différents États membres.

Cela est vrai aussi pour l'inflation : l'Allemagne, en raison de la pression sur les coûts de production, ne figure plus à sa place traditionnelle de meilleur élève de la classe communautaire. Comme le rapport de la Commission sur TF 1, M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé, mercredi 22 mai, que la situation de la France en Europe était mauvaise, en soulignant en particulier les performances insuffisantes en matière d'investissement.

Au moins celles concernant l'installation soit encourageante, parmi les meilleures de la CEE. Les hausses de prix à la consommation atteignant en France 3 % en 1991 et 3,25 % en 1992, contre 3,5 % et 4,25 % en Allemagne, 5 % et 4,75 % pour la moyenne communautaire. En termes de prix, la compétitivité des produits français n'aura jamais été aussi bonne.

La Commission, considérant « les conditions de croissance fondamentalement favorables de la Communauté », s'attend à une reprise conjoncturelle à la fin de l'année. Cependant, le retour de l'inflation, en particulier en Allemagne, exige, souligne-t-elle, une grande prudence en matière de politique monétaire et budgétaire : « Je n'envisage pas la possibilité d'un relâchement de la politique monétaire de la Bundesbank », a noté M. Christophersen. La Commission insiste pour que les États membres veillent à préserver une nécessaire modération salariale, « condition essentielle d'encouragement de l'investissement, créateur d'emplois ».

PHILIPPE LEMAITRE

Paiements extérieurs

Détérioration de la balance française

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire d'un milliard de francs en mars, après l'avoir été de 1,5 milliards en février (chiffre révisé). Après correction des variations saisonnières, le déficit de mars est estimé à 7,7 milliards de francs, pour 7,7 milliards en février. Ainsi, pour le premier trimestre 1991, le déficit de la balance des paiements courants atteint 19,8 milliards en données brutes et 13,8 milliards en données corrigées des variations saisonnières. Les résultats correspondants pour

le premier trimestre 1990 étaient respectivement - 8,6 milliards et - 3,2 milliards.

La détérioration de la balance française des paiements courants est donc nette : elle correspond - si la tendance actuelle se poursuivait - à un déficit annuel de 55 milliards de francs, très supérieur à ce qu'il était ces dernières années : - 40 milliards en 1990, - 24,5 milliards en 1989, - 21,1 milliards en 1988. Ces déficits traduisent l'insuffisance de l'épargne nationale pour financer les besoins du pays.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction de l'administration générale
Bureau de l'administration générale et des expropriations.

Expropriation pour cause d'utilité publique

AVIS D'ENQUÊTE

mencée sur le territoire de la commune de MARSEILLE

En application du code de l'expropriation modifié par le décret n° 65-453 du 23 avril 1965 pris pour l'application de la loi n° 83-680 du 12 juillet 1983 relative à la détermination des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement :

En exécution de l'arrêté du préfet de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône en date du 16 mai 1991, il sera procédé sur le territoire de la commune de MARSEILLE et en mairie de celle-ci à l'ouverture d'un enquête publique sur :

Utilité publique de la réalisation par l'Etat de la rocade L 2 de Marseille.
3 sections SA/ASR - LA ROSE/FLORIAN -
- le classement de cette voie dans la voirie nationale,
- l'attribution du statut autoroutier.

Le dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés en mairie de MARSEILLE, division foncière, pendant plus d'un mois du 10 juin 1991 au 19 juillet 1991, afin que chacun puisse en prendre connaissance les jours ouvrables du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 et le samedi de 9 h à 12 h, et consigner toutes observations sur le registre ou les adresses, par écrit, en mairie de MARSEILLE, division foncière, à M. Maurice FRANCES, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite, président de la commission d'enquête qui comprend également :

Vice-président : M. Pierre CARRIAS, magistrat honoraire, M. René FABRE, ingénieur des TPE en retraite ;
Suppléant : M. Robert GENY, ingénieur des TPE en retraite.

La commission d'enquête recevra personnellement le public en mairie de MARSEILLE, division foncière, les 21 juin 1991, 5 juillet 1991 et 19 juillet 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête relatives à l'utilité publique du projet seront, à l'issue de l'enquête, tenus à la disposition de toutes les personnes intéressées en mairie de MARSEILLE, division foncière, ainsi qu'à la préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Pourront être également consultés à la préfecture, jusqu'à l'achèvement de la procédure, outre les conclusions de la commission d'enquête, le dossier d'enquête, les documents ou observations déposés au cours de l'enquête et les réponses du maître d'ouvrage aux observations exprimées lors de l'enquête.

Les adresses des services intéressés sont les suivantes :

- Mairie de MARSEILLE
Division foncière, 91 boulevard Perier (13008)
- Préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE
Direction de l'administration générale, bureau de l'administration générale et des expropriations, bâtiment annexe 11, rue Edmond-Rostand 13006 MARSEILLE (porte 410 - 4^e étage).
- Direction départementale de l'équipement
Service infrastructures et ouvrages d'art, cité administrative de l'Arbois, 7, avenue du Général-Leclerc 13302 MARSEILLE CEDEX 3.

Il est signalé par ailleurs que l'enquête ci-dessus vaudra également pour tout procédé s'appliquant au projet concerné devant normalement donner lieu à enquête publique en application de l'article 4 du décret du 23 avril 1985 ci-dessus, sous réserve des dispositions de l'article 7 de la loi du 13 juin 1983 également précitée.

MARSEILLE, le 16 MAI 1991

Pour copie conforme
Le directeur,
O. GARNIER

Le préfet
Signé :
C. BUREAU

ÉCONOMIE

L'angoisse des chômeurs de l'ex-RDA

Des millions de sans-emploi commencent à désespérer.
Et les restructurations continuent

MM. Bérégovoy et Strauss-Kahn à Berlin

Le gouvernement allemand lance un nouvel appel aux investisseurs français

Une semaine avant le sommet franco-allemand de Lille, M. Jürgen W. Moelemann, ministre fédéral de l'économie, a lancé, jeudi 23 mai à Berlin, un nouvel appel aux investisseurs français pour qu'ils participent plus activement encore à la reconstruction des cinq nouveaux Länder. Dans sa réponse, très positive, M. Pierre Bérégovoy a revendiqué une égalité de traitement entre les candidats allemands et étrangers, notamment français, lors des privatisations.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Conscients de l'ampleur de la tâche, les Allemands multiplient leurs appels aux investisseurs étrangers pour qu'ils viennent les aider à reconstruire les cinq nouveaux Länder. Le gouvernement fédéral avait, dans ce but, invité jeudi 23 mai à Berlin une importante délégation française menée par MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et Dominique Strauss-Kahn, nouveau ministre de l'Industrie et composée d'une trentaine de patrons de grands groupes (les présidents de La Lyonnaise, d'Accor, de Bull, de la Sécure, de la BNP, du CCF...).

Loyauté et transparence

S'adressant à ses invités, le ministre allemand de l'économie, M. Jürgen W. Moelemann, a notamment déclaré : « S'ils sont déjà au premier rang parmi les étrangers, nous souhaitons que les Français s'engagent davantage encore dans l'industrie de nos cinq nouveaux Länder et dans les projets d'infrastructures. » Cet appel insistant a été relayé par M. Birgit Breuer, le patron de la Treuhandanstalt, l'organisme chargé de privatiser les entreprises de l'ex-RDA, et par plusieurs grands patrons ouest-allemands. « Même

si c'est difficile, en investissant à Berlin on dans la région, vous vous assurez une présence, sans ce qui sera le centre de l'Europe », a ainsi plaidé M. Weiss, le président du BDI, le patronat allemand.

Répondant très favorablement, M. Bérégovoy a déclaré que « ce que nous voulons, c'est construire ensemble une nouvelle Allemagne et une nouvelle Europe ». Soulignant la présence déjà importante des firmes françaises dans l'ex-RDA (une centaine d'implantations en un an, une vingtaine de rachats d'entreprises, - voir le Monde du 11 mai), il a cependant fait part des difficultés qu'elles rencontrent encore dans leurs efforts.

Le groupe Accor s'est ainsi inquiété de ne pouvoir disposer des documents sur la privatisation des hôtels d'Interhotel ainsi que de la persistance d'incertitudes sur la propriété foncière. Lafarge Cippée a fait part de retards administratifs qui freinent ses investissements. Baghin Say a dénoncé des irrégularités de procédures face à un concurrent danois. Reconnaissant qu'« il pouvait y avoir parfois des erreurs » - pas dans cette dernière affaire cependant, - M. Breuer, celle que le ministre fédéral de l'économie a comparée, par « son dynamisme et sa résolution », à M. Cresson, s'est engagée à accélérer les opérations et à veiller à ce que soit toujours respectée l'égalité de traitement demandée par tous. « Ce que nous souhaitons, a expliqué M. Bérégovoy, c'est une concurrence loyale et une parfaite transparence. » Le ministre français affirme avoir reçu à l'occasion des discussions de la journée des assurances à ce sujet.

Une déclaration commune a été signée par MM. Maelleman et Bérégovoy. Elle prévoit la création d'un guichet unique au CFCE (Centre français du commerce extérieur), guichet où toutes les informations sur la reconstruction des cinq Länder pourraient être consultées par les industriels intéressés.

ÉRIK IZRAELEC

RIESBA (SAXE)

de notre envoyé spécial

Les ouvriers du complexe sidérurgique Stahl und Walzwerk (SUW) de Riesa, dans le Land de Saxe, n'ont pas perdu le sens du symbole. Pour fêter le 1^{er} mai, journée autrefois consacrée à l'insurrection du régime de RDA, ils ont accouru au milieu d'un énorme et lugubre hangar en cours de démolition d'un drapeau délavé portant les armoiries de l'ex-République démocratique. Au dehors, un petit groupe s'active autour d'un bulldozer. Une fois libéré, l'emplacement accueillera une société suisse de fabrication de radiateurs et de cuisines.

« Aujourd'hui, on casse. Demain, il faudra construire », Petro Schiemann, vingt et un ans, veille cependant à ne pas mettre un enthousiasme excessif dans ses propos. « Demain, c'est peut-être dans trois ou quatre ans », souligne ce jeune métallin, dont le salaire par l'Etat, « Pour le moment, dit-il, le plus important, c'est d'avoir un travail, et, ici, il n'y en a pas pour tout le monde. » Alors que la disparition du complexe sidérurgique est d'ores et déjà programmée, la future société helvétique n'emploiera, dans un premier temps, qu'une centaine de ses 8 900 salariés. Parmi les 130 000 personnes actives de cette agglomération, la planification socialiste a entièrement voté, à la sidérurgie et à la métallurgie lourde, 10 000 ont déjà perdu leur emploi et 38 000 autres se trouvent en chômage partiel, dont la moitié sont priées de rester chez elles.

Dans les cinq nouveaux Länder de l'est de l'Allemagne, le renouveau n'est pas encore en vue. Si les 1 396 cessations d'entreprises réalisées par la Treuhandanstalt, le

holding d'Etat chargé de la privatisation des sociétés de l'ex-RDA, ont officiellement permis de sauver 324 000 emplois, elles ont aussi contribué à faire apparaître un chômage qui touche aujourd'hui 837 000 personnes (9,5 % de la population active), sans compter les deux millions de chômeurs partiels. « En règle générale, les sociétés qui ont été reprises par le secteur privé ont réduit leurs effectifs de 30 % à 40 %. Cela donne un ordre de grandeur pour les autres », dit M. Kajo Schommer, ministre de l'économie et du travail du Land de Saxe.

En juillet, les avantages accordés aux chômeurs partiels de la métallurgie est-allemande (qui perçoivent une indemnité égale à quel que soit le plus de deux tiers à l'Ouest) arriveront à échéance. Ils seront très probablement prolongés jusqu'à la fin de l'année 1991, pour un coût évalué à près de 5 milliards de deutschemarks, mais, pour 1992, rien n'est encore prévu. En revanche, il est acquis que l'essentiel des 700 000 fonctionnaires de l'ancienne administration, placés « en congé », iront bientôt s'inscrire à la Bundesanstalt für Arbeit, l'ANPE allemande. Selon les cinq principaux instituts de conjoncture de RFA, le nombre de sans-emploi en ex-RDA pourrait passer le cap des trois millions fin 1991. Un actif sur trois...

Les « sociétés d'emploi »

De toute évidence, l'apparition de nouvelles activités ne sera pas suffisante pour endiguer le flot. Aussi, l'opposition sociale démocrate et les syndicats proposent-ils de développer à grande échelle - et au prix fort - des formules de traitement social. Selon eux, les « sociétés d'emploi » (déjà des sociétés d'emploi de qualification créées en place à partir de 1977 en Saxe lors de la crise de l'acier) représentent l'instrument le mieux adapté pour retarder les arrivées sur le marché du travail. Il s'agit d'utiliser des salariés excédentaires pour assurer des activités d'utilité collective dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics ou de l'environnement. Le lieu juridique avec l'entreprise est maintenu, mais leur rémunération est assurée par l'Etat.

M. Schommer a beau ironiser en rappelant que « la RDA était, avant l'unification, une gigantesque société d'emploi », il n'en est pas moins favorable à cette formule. A condition, précise-t-il, qu'il ne s'agisse pas d'ateliers nationaux et qu'un salarié y demeure « pas plus d'un ou deux ans ». Quant à M. Birgit Breuer, présidente de la Treuhand, elle reconnaît qu'« en période difficile, il faut prendre des mesures exceptionnelles », mais ajoute aussitôt que ce mécanisme - dont le principe est proche des anciens travaux d'utilité collective (TUC) français, dont on parle beaucoup, ces temps-ci, en Allemagne - ne peut, en raison de son coût, constituer qu'une réponse partielle. Selon les économistes du DIW (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung), un institut de Berlin-Ouest, 25 milliards de deutschemarks (87 milliards de francs) seront en effet consacrés, en 1991, pour indemniser les chômeurs des cinq nouveaux Länder, et personne ne s'est encore hasardé à procéder à une évaluation pour 1992.

Autant d'arguments qui n'impressionnent guère les dirigeants de Stahl und Walzwerk, qui, comme plusieurs autres sociétés, ont créé cinq cents de ces emplois « de solidarité » dont les titulaires sont, comme Petro, chargés d'assainir des terrains, d'abattre des hangars pour faciliter l'accueil d'activités nouvelles ou de récupérer les métaux. L'an prochain, ils devraient être de 1 500 à 2 000, et 20 % de leur temps de présence sera consacré à des actions de formation. « Je suis persuadé que ces emplois durent le temps nécessaire, quatre ou cinq ans s'il le faut, et que la Treuhand va financer la cessation progressive d'activité de l'entreprise », assure M. Volker Lassig, ancien représentant de la nomenklatura intermédiaire de la société, promu membre du directoire depuis quelques mois. « En cas de licenciements, le conseil d'entreprise peut déposer plainte. Or, ajoute-il avec un sou-

rire en coin, ce recours est suspendu, et, comme en Saxe, les tribunaux spécialisés seront encore longtemps incapables de traiter tous les recours : il nous faudra garder ces salariés. »

Cependant, toutes les entreprises ne paraissent pas disposées à faire preuve d'une telle compréhension. « La plupart d'entre elles, notamment les moins grandes, n'ont pas l'intention de garder leur personnel excédentaire. Pour survivre et être privatisées, elles savent que leur intérêt est d'entamer sans tarder leur cure d'amalgamement », note M. Heinz Vortmann, un expert du DIW. Celui-ci ne cache pas son inquiétude : « Nous ne disposons pas des instruments capables de mener une politique de réinsertion à une aussi grande échelle. Les meilleures années, le dispositif ouest-allemand n'a pu former que 300 000 chômeurs par an. Beaucoup de licenciés risquent donc de rester en dehors du circuit. »

A cela s'ajoute la difficulté de détecter les futurs gisements d'emplois. Selon le DIW, l'industrie de l'Est, qui regroupe 3,2 millions de salariés (60 % des effectifs), ne devrait guère en compter que 1,5 million dans cinq ans. Même si les secteurs du bâtiment ou du tertiaire ne peuvent que se développer, dans quelle direction orienter la formation lorsque, localement, on ignore quelles nouvelles activités sont susceptibles de s'implanter ? Une incertitude qui concerne surtout les femmes, très présentes dans les secteurs administratifs, et les diplômés, dont la qualification se trouve dévalorisée.

Ces limites imposées au traitement social du chômage ainsi que le comportement de nombreuses entreprises de l'Ouest, qui préfèrent vendre à l'Est des produits de consommation plutôt que de les produire sur place, font craindre une transformation des cinq nouveaux Länder en une sorte de Mezzogiorno, réservoir de main-d'œuvre éternellement sous-employée. A l'heure actuelle, quelque 400 000 frontaliers vont chaque jour travailler à l'Ouest, mais « les limites imposées par la géographie devraient être atteintes assez rapidement », note le Nomura Research Institute (1). Ce dernier estime que le flux annuel d'émigration de l'Est vers l'Ouest devrait se maintenir à un niveau élevé (3 % de la population orientale).

Des « hommes de confiance »

D'autre part, 500 000 individus auraient quitté l'ex-RDA d'août 1989 à juillet 1990, et, selon l'Office fédéral du travail, 110 000 autres les auraient rejoints depuis juillet 1990.

D'ici à la fin de l'année, 200 000 personnes passeront à l'Ouest, et chacune s'accorde à considérer que, si l'union monétaire n'avait pas été rapidement réalisée, le flux aurait été plus important encore. Mais c'est-il pas simplement retardé ?

Après quarante années d'écono-

mie administrée et d'emploi garanti, les « Wessis » émettent en outre de sérieuses réserves sur les capacités de leurs compatriotes de l'Est à se prendre en charge pour retrouver un travail. « Les individus les plus flexibles et les plus dynamiques sont partis à l'Ouest, et ceux qui sont restés sont sans doute moins capables d'initiatives », estime-t-on au siège berlinois de la Treuhand. De même, les syndicalistes, malgré leur implantation réussie, se désolent du manque de confiance de leurs nouveaux adhérents, qui « doivent apprendre à ne plus rester passifs et à défendre eux-mêmes leurs intérêts sans attendre que les fonctionnaires syndicaux règlent les problèmes. »

Des reproches qui irritent fort les « Ossis ». « Nous sommes prêts à faire beaucoup, mais encore faudrait-il nous en donner les moyens », proteste Jens, un jeune économiste de Berlin-Est dont l'épouse est, depuis des semaines, à la recherche d'un stage de formation. « On manque d'informations, et les formalités d'inscription sont longues et compliquées. Mon voisin a effectué toutes les démarches pour étudier le droit fiscal. Subitement, on a fini par lui dire que le délai d'inscription était dépassé, se lamentent Jens. Je n'arrive vraiment pas à comprendre comment fonctionne la nouvelle administration. »

L'adaptation de l'ex-RDA sera douloureuse, et la résorption du chômage « s'étalera sur de nombreuses années », assure M. Vortmann. Mais, grâce à l'accroissement du pouvoir d'achat de la population orientale (qui représente désormais 60 % de celui de l'Ouest contre 33 % fin 1989) et « compte tenu de la mentalité allemande », il ne croit pas à « une explosion sociale à grande échelle. »

Toutefois, la concentration du chômage dans les zones de mono-industrie héritées de la planification et le type d'urbanisation imposé par les anciens dirigeants - à Berlin-Est, l'immense quartier de Marzahn, avec ses rangées d'immeubles rigoureusement idéologiques, en fournit une sinistre illustration - pourraient favoriser des poussées de fièvre locales. Le risque est pris au sérieux par les syndicats, déçus dans les nouveaux Länder, qui ont inscrit parmi leurs priorités l'élection dans chaque quartier d'un délégué du personnel (baptisé « homme de confiance »).

Cette forme d'otage syndical, vise à désamorcer l'apparition de mouvements incontrôlés, mais aussi à rompre l'isolement des chômeurs. « En RDA, tous les services sociaux étaient assurés ou se trouvaient à l'intérieur d'une seule entreprise. Une fois licenciés, on peut craindre que les anciens salariés ne se retrouvent encore davantage coupés de la collectivité que ne le sont leurs homologues de l'Ouest », insiste M. Heide Hoffmann, représentante de l'IG-Metall à Riesa. Pour éviter cela, les « hommes de confiance » devront réaliser un travail de foumi.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) « Eurostat », NRI European Economic Monthly, avril 1991.

L'AGENDA

Séjour culturel

IRLANDE

du 9 au 23/07, laissez vivre les enfants (8-17 ans) dans une famille traditionnelle sélectionnée : anglais, golf, tennis, équitation, voile. Assistance permanente pendant le séjour.
Tél. 40-58-78-76
ou 40-05-05-17.

Tableaux

DECAMPS AG 1803-1851
LA MAIRE, 14, 45 cm, 1, 56 cm.
Village avec personnages et chevaux, un paysan.
Vente offre le 25 mai 1991, de 10 h à 19 h.
15, rue Claude Lorraine, Paris 10^e.
Fonds de car. M. Esclapart.
Acceptation des offres le 15 mai de 14 h à 15 h.
VENEZ NOMBREUX.

Ventes

VENTE DE CHAIRS
DE L'ASSOCIATION
SAINT-VINCENT
Groupe polonais, au profit des familles et des personnes âgées en Pologne, du 25 au 27 mai 1991, de 10 h à 19 h.
15, rue Claude Lorraine, Paris 10^e.
Fonds de car. M. Esclapart.
Acceptation des offres le 15 mai de 14 h à 15 h.
VENEZ NOMBREUX.

Tourisme

Loisirs

Louise Bretagne maison
caveau, pd 40, s.d.b.,
2 chbres, jain, sept.
900 P/sem.
Tél. 58-78-15-18 H.R.

ASSOCIATIONS

Appel

SOS ALCOOL FEMME
25, rue de Meaux, Paris 19^e.
Perm. Laura CHARPENTIER,
la les lundi de 14 h à 17 h.
Réunion samedi 15 juin
à 15 h, Renssels, 181, nous
à 40-71-34-70.

Offrande l'enseignement
public avec l'ADPE, 80, rue
Glabet 13001 Marseille.

MAROI 28 MAI 1991
HOSE-CROIX D'OR
« Valons la mort »
Agaparis, 54, rue Ste-Ode-de-la-
Bretagne, Paris (14), 20 h 30.
Ecrire lire et gracie.

Oymastique à domicile
par prof. diplômé d'Etat
de culture physique.
Bonne technique, travail sérieux.
Tél. 42-39-04-93 (le matin)
8 heures à 13 heures.

Conférence

BEAUNE, AOÛT 1991
pour un groupe
FÉDÉRALISTE EUROPÉEN
au Palais Bourbon.
Régénération à NEZAROGRA
Argente - C.R. Bourgogne.
71610 St-Bélin-a-Dheune.

Sessions et stages

Toulon formation vidéo
professionnelle 1 200 h dipl.
niv. 3 convention région
PACA, inscription 500 F, 2
ou dossier création. Rens.
CADASE, Tél. 94-03-64-62.

YOGA

Stages pour débutants.
LUN & JEU 20 h du 3 au 17 juin
et SAM à 10 h du 6 au 16 juin.
Essai gratuit Centre Sivananda,
123, bd de Saxe, 92010, Paris-2.
Tél. 40-26-77-48.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt

RIVOLI TUILERIES
IMMEUBLE LUXUEUX
65 m² réception + chambre,
7^e étage, Refait neuf.
Samedi 14 h 30 à 18 h.
Bischoff 15 h 30 à 18 h.
208, rue du Rivoli.

3^e arrdt

PLEIN MARAIS
Origine, poutres,
150 m², 2 200 000 F.
40-70-92-07.

5^e arrdt

ST-MEDARD, 3. vrm, 3/4 P.
75 m² env. Parfait état.
2 150 000 F.
FRANÇOIS FAURE 45-67-95-17

6^e arrdt

PARVILLON, A rénover.
9^e et 2^e P. à NEZAROGRA
750 000 F. FAURE 45-67-95-17

M^{re} ODEON

Dans hôtel par. Calme.
Gd liv. 1 chbre, cuis., bns.
50 m². Belle décoration.
2 P. kitchen, douches 35 m².
Miroven 12, r. de l'Esplan
Saint, dim. 14 h à 17 h.

8^e arrdt

EXCEPTIONNEL
Av. George-V, 4^e ét., élevé,
App. 110 m² env. Parfait état.
Prêt, entrée, living dote
+ 2 chbres, 2 s.d.b., + cul-
sine équipée. Entr. princ.,
baignoire lux.,
48-22-03-00.
48-58-88-04, p. 22.

9^e arrdt

LAMARTINE, Vente 78 m²,
double living + 2 chbres
1^{er} étage, dote, calme, sur
cour. Grande cuisine équi-
pée, porte blindée.
Tél. 48-04-79-41,
après 18 heures.

11^e arrdt

Particulier vend
appartement-studio 20 m²
sur cour calme et arborisée,
50 m place du St-Basile.
Tél. 11 43-67-13-75.

15^e arrdt

M^{re} VOLONTAIRES
23 000 F le m²
Imm. récent, 11 ch. bns.
Living 6 P., 2 bns, 2 wc.
A rénover. 8 jrd. Balc.
208, rue de Valenciennes
Saint, dim. 15 h à 18 h.

17^e arrdt

BONNE AFFAIRE
PORTE MAILLOT (pote)
Clair, adf., 5^e ét.
Très bel appartement, env.
133 m², cote living 48 m²
environ, 2 chbres, cuis.,
s.d.b., chb. serv., asc.
Tite bon plan.
48-22-03-00.
43-58-88-04, p. 22.

17^e PROCHE NEUILLY

Vue panoramique.
App. en duplex, env. 180 m²
contient m² de terrasse.
1^{er} niveau : Entrée, grande
réception en rotinée +
1 chbre avec s.d.b.,
dressing-room + cuisine.
2^e niveau : 1 gde pièce,
bureau, entrée de ter-
rasses.
Proximité des lycées,
convient à la location à
couple ou personne seule.
48-22-03-00.
43-58-88-04, p. 22.

18^e arrdt

R. CAULAINCOURT, Pierre
de t., 2/3 P., 60 m², 3^e ét.,
solaire, 1 200 000 F.
42-58-01-01.

19^e arrdt

BUTTES-CHAU-MONT
MAISON PARTICULIÈRE 270 m²,
4 pièces, dote exception.
5 chbres, original.
4 800 000 F. 40-70-92-07.

92

ASNIÈRES 3/4 P., 75,5 m²
Dans rés. 74 bon stand, 3^e ét.
Tous commodes sur place
11 confort. Double exposition
Double living (22 m²) 2 gr. ch.
Cuis. équip. et s.d.b. (baignoir)
Porte blindée. Parking intérieur.
550 000 F. Tél. 40-55-08-59

maisons individuelles

Proximité
VENOOME TG
Grande maison tout confort
sur 1 000 m² arbor.
Prix 720 000 F.
S'adresser M^{re} GAUMONIE,
notaire à B.O.S.
Tél. (16) 54-78-58-90.

FACE BOIS

VINCENNES 5^e M^{re} Châtea.
Belle maison rénovée, 2
niveaux, s'isol, gd living.
7 chbres, 3 bns, 4 wc.,
garage, jardin 500 m².
42-73-67-80.

NOGENT

Refait neuf.
Triple réception, 3 chbres,
2 bns, cuisine équipée,
Terrasse, jrd 250 m², gd liv.
Samedi 14 h 30 à 18 h.
Dimanche 15 h 30 à 18 h.
74, bd Gambetta.

pavillons

ANTONY CENTRE
Pavillon à pièces + dépen-
dances, terrain 1 060 m².
Tél. 43-36-17-36.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
OCCUPATIONS
Constitution de sociétés
et services. 43-55-17-50

42-58-01-01.

ECONOMIE

Un entretien avec le président de la Compagnie nationale du Rhône

« Rien ne permet de penser que le projet d'endiguement des rivières du Bangladesh soit remis en question »

nous déclare M. Paul Granet

M. Paul Granet, ancien ministre et ancien député UDF, est président de la Compagnie nationale du Rhône (CNR) depuis 1988. C'est à ce titre - la CNR a construit de nombreux barrages dans le passé sur le Rhône et met ses compétences et son ingénierie au service de plusieurs pays du tiers-monde - que l'Elysée lui a demandé, il y a deux ans et demi, d'élaborer un plan de lutte contre les inondations au Bangladesh. La Banque mondiale a approuvé les propositions françaises et le Parlement européen vient de demander que la CEE s'engage dans un effort à long terme pour éviter que se répète le drame que vient de vivre le Bangladesh.

« Historiquement, quelle est la genèse de l'intervention de la France au Bangladesh ?

- En 1983, Jacques Attali, alors conseiller spécial de François Mitterrand, fait un voyage dans ce pays qui, en permanence, vit dans la banquette des inondations. Celles d'août 1987 et de septembre 1988 ont été catastrophiques. Il en revient avec une grande ambition et un grand projet humanitaire qu'il soumet au président de la République : protéger le pays contre la fureur dévastatrice des eaux. Le président de la République se montre immédiatement enthousiaste. Début 1989, au nom du président, Jacques Attali charge la CNR de constituer un groupement d'entreprises pour étudier la question. Autour de nous viennent travailler la SOGREAH (le principal bureau d'études spécialiste d'hydraulique), EDF, le BGEOM et l'entreprise Coyne et Bellier, un autre bureau d'études très en pointe, sur la régularisation du cours de la Loire notamment.

- Qui paie ?
- Le gouvernement français fournit les 21,37 millions de francs nécessaires et l'étude de faisabilité pour le contrôle des inondations sera prête le 31 mai 1989. Nous l'avons réunie dans une brochure de huit pages qui précise l'échéancier. Elle conclut à la nécessité d'établir un schéma directeur d'aménagement cohérent à long terme, sur vingt à trente ans. Coût estimé de l'ensemble des travaux : 4 à 8 milliards de dollars, selon les variantes.

- Comment trouver une telle somme ?

- Le projet, remis au gouvernement du Bangladesh en juin 1989, est présenté à la Banque mondiale qui l'approuve. Cet organisme neuf finit son plan lors de la conférence de Londres de décembre 1989 après que, au sommet de

l'Arche, en juillet 1989, les sept pays les plus riches du monde eurent eux aussi donné un large accord politique de principe.

- Existait-il d'autres projets et études concurrents ?

- Oui, des propositions américano-canadiennes.

- La France a donc, selon vous, été toujours en pointe ou, plus exactement, toujours le pays occidental le plus attentif aux drames du Bangladesh ?

- Sans aucun doute, au moins depuis trois ans et cela sans relâche. Le président de la République s'est engagé personnellement sur le dossier. Il l'a à nouveau présenté, plaidé et appuyé en avril 1990 lors de sa visite officielle au Bangladesh.

- Que proposez-vous concrètement ?

- Au plan du calendrier d'abord, des plans quinquennaux successifs, le contenu de chacun d'eux étant élaboré au cours du plan précédent. Il faut adopter une procédure souple, qui permet des adaptations. Le premier plan porterait sur 146,3 millions de dollars, uniquement en études initiales. Avec les travaux on aboutirait à quelque 500 millions de dollars.

Des inondations contrôlées

- Travaux, c'est-à-dire digues ?

- Oui. Faute de pouvoir écarter les crues dans les bassins fluviaux supérieurs, en Inde ou au Népal, du fait de l'énormité des volumes d'eau à écouler pendant la mousson, je ne vois pas bien quelle autre solution que l'endiguement des rivières principales (Brahmapoutre, Gange, Meghna) et de certains affluents pourrait être proposée. Par comparaison, savez-vous que la crue centennale du Rhône est estimée à 12 000 mètres cubes seconde, alors que celle centennale dans le delta des trois fleuves dépasse 160 000 mètres cubes seconde... L'inondation de septembre 1988 avait touché 45 millions d'habitants et 62 % du territoire.

- Paradoxalement, ce pays a aussi besoin d'eau...

- Bien sûr. Il est absurde d'imaginer que le Bangladesh puisse être coupé de ses rivières. C'est pour quoi notre projet prévoit l'incorporation des structures hydrauliques à des vannes dans les digues elles-mêmes, ce qui permettra le transit des volumes d'eau nécessaires à l'irrigation, au drainage, aux pêcheries et à la recharge des nappes phréatiques. Nous prévoyons (et cela est retenu dans le plan de la Banque mondiale) la possibilité de « fabriquer » des inondations contrôlées (en durée et en superficie) des compartiments protégés situés en arrière des digues et voués à l'agriculture notamment. Nous nous sommes efforcés dans notre projet d'intégrer l'ensemble des contraintes socio-économiques de la population.

- Mais toute cette période a été émaillée, depuis deux ans, de polémiques...

- Il est vrai que certains

experts, américains notamment, disaient : « Des digues, cela coûtera un argent fou ! Faisons plutôt des collines artificielles sur lesquelles on installera la population. » A ce je réponds que les collines régissent tout-à-fait le problème de l'habitat mais pas celui de la protection et de la « gestion dynamique » de l'agriculture. Aujourd'hui, ces polémiques appartiennent plutôt au passé.

- Alors, à quand les premiers travaux ?

- Le plan de la Banque mondiale est effectivement engagé depuis la mi-1990. Le processus est en cours à ce que les ingénieurs appellent, dans les travaux publics, les études d'avant-projets sommaires. Certaines ne seront achevées que fin 1992. C'est une affaire d'une telle ampleur ! Ensuite viendront les études d'avant-projets détaillés puis les études d'exécution, et la sélection des entreprises par appels d'offres, avant d'aborder concrètement la réalisation des ouvrages de protection. Mais rien ne permet de penser que la faisabilité du projet soit remise en question. La Banque mondiale, les gouvernements des pays riches et le nouveau pouvoir à Dacca (où il y a un ministre des voies fluviales) sont toujours mobilisés. Je dirais même que les dramatiques événements de ces dernières semaines devraient hâter les démarches pour trouver les fonds auprès des pays industrialisés.

- Comment se décomposent en détail le programme arrêté à ce jour par la Banque mondiale ?

- En vingt-six sous-programmes,

qui sont dénommés « composantes » et qui feront l'objet d'appels d'offres internationaux distincts, lancés par les pays ou groupes de pays donateurs, dont on connaîtra bientôt les adjudicataires. La France, par le biais de la CNR, est candidate sur six composantes relatives, par exemple, à la protection des berges, aux études hydrauliques, à l'aménagement de la rive gauche du Brahmapoutre, la plus densément peuplée, avec notamment la capitale, Dacca. Nous avons remis des offres avec un associé allemand pour des projets pilotes, l'Allemagne étant le financeur principal. Il y a en permanence une dizaine d'ingénieurs et techniciens de la CNR à Dacca.

- Le drame que vient de vivre le Bangladesh ne vous décourage-t-il pas vu l'ampleur des travaux qu'il faudrait réaliser ?

- Non. La Communauté européenne était juste en train d'engager une étude concernant la zone qui vient d'être dévastée par le cyclone. Le projet français, pour sa part, prévoit l'endiguement des fleuves les plus importantes, ainsi que les côtes. Nos propositions n'auraient pas permis de protéger les populations contre les vents, mais elles leur auraient évité d'être submergées par le raz de marée.

- Il faut absolument que le prochain sommet des pays riches, en juillet à Londres, permette une accélération des opérations, notamment financières.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD

DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES CONSTRUCTION DE LA CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL N° 6, ENTRE LACQ ET PORT DE LARRAU

ENQUÊTES CONJOINTES portant sur :
- LA DEMANDE DE CONCESSION
- LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES TRAVAUX
- LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU P.O.S. DE LA COMMUNE DE SAUGUIS-SAINT-ÉTIENNE

Le public est informé qu'en application de l'arrêté préfectoral de ce jour il sera procédé à une enquête sur la demande de concession et de déclaration d'utilité publique présentée par la Société nationale des gaz du Sud-Ouest pour la pose de l'ouvrage de gaz naturel : canalisation LACQ - PORT DE LARRAU, antennes et postes de distribution de MAULÉON et NAVARRENNX et poste de distribution de TARDETS.

La présente enquête portera à la fois sur l'utilité publique de l'ouvrage projeté et sur la mise en compatibilité du P.O.S. de la commune de SAUGUIS-SAINT-ÉTIENNE en application des dispositions des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du Code de l'urbanisme.

Cette consultation sera ouverte :
- à la mairie de MAULÉON, siège principal,
- à la sous-préfecture d'OLORON-SAINTE-MARIE, et dans les communes suivantes :

1) Communes affectées par le projet :
MONT, LAGOR, ABIDOS, LUCQ-DE-BEARN, VIELLESÉGURE, OGNIENNE-CAMPORT, DOGNE, JASSES, GURS, SUS, MONCAYOLLE-LARRORY-MENDIBIEU, CHÉRAUTE, ROQUIGUE, BARCUS, TROIS-VILLES, SAUGUIS-SAINT-ÉTIENNE, ALOS-SIBAS-ABENNE, ALCAY-ALCABRETT, SUNHARETTE, LACARRY-ARHAN-CHARITTE-DE-HAUT, LARRAU ;

2) Communes voisines du projet :
LACQ, OS-MARSILLON, MOUREN, LAHOURCADE, NAVARRENNX, LAY-LAMIDOU, PRÉCHACQ-NAVARRENNX, SUSMIQU, L'HÔPITAL-SAINT-BAISE, ANGOULS, MAULÉON-LICHARRE, GOTTIN-LIBARRE, MENDETTÉ, TAROETS-SORHOLUS, OSSAS-SUHARE, CAMOU-CIHIGUE, LAQUINGE-RESTOUE, LICHANS-SUNHAR, ETCHÉBAR, LICO-ATHÉREY, où le public peut prendre connaissance du dossier du 7 juin 1991 au 8 juillet 1991 inclus aux heures habituelles d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit ou verbalement aux membres de la commission d'enquête.

Le président ou un membre de la commission se tiendra à la disposition du public à la mairie de MAULÉON, siège principal, les 7 juin 20 juin et 8 juillet 1991, de 9 h à 12 heures, et de 14 h à 17 heures.

Sont désignés, par décision du président du tribunal administratif de PAU, pour composer la commission d'enquête :

Président : M. Marc FOURCADE, ingénieur des Travaux Publics en retraite.

Membres : M. Roger DUCOS, ingénieur en chef des Domaines en retraite, M. JACQUET, chef de service administratif de la Direction départementale de l'équipement en retraite.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera adressée au président du tribunal administratif et aux maires des communes pour y être sans délai tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la remise des conclusions par la commission.

Par ailleurs, les personnes intéressées peuvent obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet des Pyrénées-Atlantiques, dans les conditions prévues au titre premier de la loi du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs.

Pau, le 6 mai 1991,
le préfet,
signé : JACQUES ANDRIEU.

Tender Notice for the Utilization Project of a Hungarian Hotel-Complex at Lake Balaton

Creditum Financial Consulting Ltd on behalf of the Government of Hungarian Republic issues a

tender for the utilization and financing of utilization of a hotel-complex

The site is situated in Balatonaliga at Lake Balaton, the largest freshwater lake in Europe.

The hotel-complex - which earlier served as a holiday and rest center for the party and state top leaders of the country - consists of two hotels, almost two dozen separate villas, sport fields, service buildings, and a separate lake shore.

This area is the most important touristic center at Lake Balaton. Applicants can gain leaseholding or ownership rights.

Documents containing detailed conditions of the tender can be received at the headquarters of Creditum Ltd (Budapest, Bajza 19, Hungary : Tél. (361) 122-9081, 122-4073 - Fax (361) 122-9081 on working days from 27th May 1991, 10.00 a.m. - 3.00 p.m.

A certificate of the transfer of a foreign currency amount in value of HUF20,000 to the a/c No. 203-28-724 with the Hungarian Foreign Trade Bank Ltd has to be presented against the documentation of the tender.

Cet avis d'appel d'offres concerne le projet de mise en valeur d'un complexe hôtelier en Hongrie.

VILLE DE PARIS SEMAEST

APPEL DE CANDIDATURES PROMOTEURS ET/OU INVESTISSEURS

La SEMAEST, société d'économie mixte d'aménagement de l'Est de Paris, lance une consultation pour la réalisation d'un Hôtel d'activités sur le lot n° 21 de la ZAC REUILLY à PARIS, 12^e arrondissement. Les droits de construire sur une emprise de l'ordre de 2 100 m² de terrain feront l'objet d'un bail à construction. Cette consultation restreinte se déroule en deux phases :

Elle s'adresse, en première phase, aux promoteurs et/ou investisseurs qualifiés pour la réalisation et l'exploitation de locaux industriels urbains.

Les propositions, après sélection des candidatures, comporteront, en deuxième phase, un projet architectural et un engagement sur les conditions d'attribution, de location et de gestion des locaux dont les loyers feront l'objet d'un plafonnement. Les promoteurs et/ou investisseurs retenus devront, pour répondre, s'adresser à un architecte ou une équipe d'architectes de leur choix dont la rémunération sera assurée par leurs soins.

PROGRAMME

L'objectif est de réaliser sur l'emprise définie ci-dessus un hôtel d'activités d'environ 6 500 m² HON destiné exclusivement à des activités de fabrication.

DÉROULEMENT PRÉVISIONNEL DE LA CONSULTATION RESTREINTE

- Date limite de réception des candidatures 5 juin 1991

- Notification des candidatures retenues 28 juin 1991

- Retrait du dossier consultation à partir du 1^{er} juillet 1991

- Date limite de réception des offres 14 octobre 1991

DOSSIER DE CANDIDATURE

Les investisseurs ou promoteurs intéressés devront accompagner leur candidature d'un dossier comportant :

- une déclaration d'intention de participer à la consultation,

- une liste de leurs principales références en matière de locaux industriels urbains réalisés au cours des cinq dernières années, accompagnée de photographies.

Les dossiers devront parvenir avant le 5 juin 1991, au plus tard, sous pli recommandé ou déposé, à l'adresse suivante :

SEMAEST, 181, avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Renseignements : Tél. 43-45-96-98 - Service commercialisation

PRÉFECTURE DE PARIS

DIRECTION DE L'URBANISME ET DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Sous-direction de l'Urbanisme, du Logement et des Équipements

Bureau de l'Urbanisme

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Rappel

Il est rappelé qu'une enquête portant sur le dossier de demande de permis de construire de la Bibliothèque de France, à Paris, 13^e arrondissement, est actuellement ouverte à la PRÉFECTURE DE PARIS et à la MAIRIE du 13^e arrondissement de Paris depuis le 23 mai 1991 et jusqu'au 26 juin 1991 inclus.

Les différents documents composant le dossier d'enquête seront mis à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance et produire, s'il y a lieu, ses observations sur le projet en cause, respectivement à la :

PRÉFECTURE DE PARIS

Direction de l'Urbanisme et des Actions de l'État

Sous-direction de l'Urbanisme, du Logement et des Équipements

Bureau de l'Urbanisme

Section des Affaires foncières et de la Gestion du Domaine de l'État

bureau 314

50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS

- du lundi au vendredi inclus de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30 ;

- le samedi 8 juin 1991 de 9 heures à 12 heures.

MAIRIE du 13^e arrondissement de Paris

1, place d'Italie, 75013 PARIS

- du lundi au vendredi inclus de 9 heures à 18 heures.

La MAIRIE du 13^e arrondissement de Paris sera exceptionnellement ouverte jusqu'à 19 heures les jours de permanence du commissaire-enquêteur.

Les observations seront consignées ou annexées aux registres d'enquête ouverts à cet effet. Elles pourront également être adressées pendant la durée de l'enquête, par écrit, à M. Daniel DELEVALLE, commissaire-enquêteur désigné, à la PRÉFECTURE DE PARIS (Direction de l'Urbanisme et des Actions de l'État - Sous-direction de l'Urbanisme, du Logement et des Équipements - Bureau de l'Urbanisme - Section des Affaires foncières et de la Gestion du Domaine de l'État - Bureau 314), 75915 PARIS CEDEX 04.

Aux jours ci-après indiqués :

- le mercredi 29 mai 1991 de 16 heures à 19 heures ;

- le mercredi 5 juin 1991 de 16 heures à 19 heures ;

- le mercredi 12 juin 1991 de 16 heures à 19 heures ;

- le mercredi 26 juin 1991 de 16 heures à 19 heures.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à la MAIRIE du 13^e arrondissement de Paris.

Le commissaire-enquêteur devra donner son avis dans un délai d'un mois après clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront déposés à la PRÉFECTURE DE PARIS (Direction de l'Urbanisme et des Actions de l'État - Sous-direction de l'Urbanisme, du Logement et des Équipements - Bureau de l'Urbanisme - Section des Affaires foncières et de la Gestion du Domaine de l'État - Bureau 314), 50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS, pour y être tenus à la disposition du public pendant un an. Toute personne pourra en obtenir communication en s'adressant par écrit à la PRÉFECTURE DE PARIS à l'adresse précitée.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR - OBLIGATIONS TIOP
3 mois mai 1989

Les intérêts courus du 29 mai 1990 au 28 mai 1991 seront payables à partir du 29 mai 1991, à 1 014,77 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 152,21 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 31,44 francs, faisant ressortir un net de 831,12 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations 11,50 % mai et juillet 1985

Les intérêts courus du 3 juin 1990 au 2 juin 1991 seront payables à partir du 3 juin 1991, à 517,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source de 57,70 francs (montant brut : 575 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 28,72 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 17,82 francs, faisant ressortir un net de 470,96 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations P3R - 0,05 % novembre 1990

Les intérêts courus du 3 mars 1991 au 2 juin 1991 seront payables à partir du 3 juin 1991, à 239,91 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 35,98 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,41 francs, faisant ressortir un net de 196,52 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations P3R - 0,0625 % novembre 1990

Les intérêts courus du 3 mars 1991 au 2 juin 1991 seront payables à partir du 3 juin 1991, à 239,91 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 35,98 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,41 francs, faisant ressortir un net de 196,52 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 9,70 % mai 1990

Les intérêts courus du 5 juin 1990 au 4 juin 1991 seront payables à partir du 5 juin 1991, à 485 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 72,75 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,03 francs, faisant ressortir un net de 397,22 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS 9,70 %
juillet 1990 assimilable

Les intérêts courus du 5 mai 1990 au 4 juin 1991 seront payables à partir du 5 juin 1991, à 400 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 60 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 12,40 francs, faisant ressortir un net de 327,60 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations juin 1984 à taux révisable

Les intérêts courus du 18 juin 1990 au 17 juin 1991 seront payables à partir du 18 juin 1991, à 450 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source de 50 francs (montant brut : 500 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 24,97 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,30 francs, faisant ressortir un net de 409,53 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 13,70 % juin 1984

Les intérêts courus du 18 juin 1990 au 17 juin 1991 seront payables à partir du 18 juin 1991, à 616,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source de 68,50 francs (montant brut : 685 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 34,21 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 21,23 francs, faisant ressortir un net de 561,06 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations P3R février, mars et juin 1988

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 510,60 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 76,59 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,81 francs, faisant ressortir un net de 418,20 francs.

SAPAR - OBLIGATIONS P3R
décembre 1988 - tranche A

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 245,87 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 36,88 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,60 francs, faisant ressortir un net de 201,39 francs.

SAPAR - OBLIGATIONS P3R
décembre 1988 - tranche B

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 122,94 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,44 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,79 francs, faisant ressortir un net de 100,71 francs.

SAPAR - OBLIGATIONS P3R
janvier 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 244,53 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 36,67 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,56 francs, faisant ressortir un net de 200,30 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R - 0,15 % mai 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 491,74 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,76 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,22 francs, faisant ressortir un net de 402,76 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R - 0,25 % mai 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 491,74 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,76 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,22 francs, faisant ressortir un net de 402,76 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R - 0,25 % mai 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 491,74 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,76 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,22 francs, faisant ressortir un net de 402,76 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R - 0,15 % juillet 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 248,57 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 37,28 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,69 francs, faisant ressortir un net de 203,60 francs.

SAPAR FINANCE
obligations P3R octobre 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 122,94 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,44 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,79 francs, faisant ressortir un net de 100,71 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
P3R novembre 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 249,91 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 37,48 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,72 francs, faisant ressortir un net de 204,71 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R octobre 1990

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 125,63 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,84 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,88 francs, faisant ressortir un net de 102,91 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R octobre 1988

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 497,13 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,56 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,40 francs, faisant ressortir un net de 407,17 francs.

Les retenues mentionnées au deuxième paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés avant le 30-4-2 de la loi du 30 décembre 1981 ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR - Obligations TMDE 1981

Les intérêts courus du 25 mai 1990 au 24 mai 1991 seront payables à partir du 25 mai 1991, à 495 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source de 50 francs (montant brut : 545 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 27,47 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 17,05 francs, faisant ressortir un net de 430,48 francs.

Toutes les obligations restant en circulation seront remboursées à compter du 25 mai 1991 (avis paru au Journal officiel du 5 mai 1991).

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 16,90 % juin 1982

Les intérêts courus du 2 juin 1990 au 1^{er} juin 1991 seront payables à partir du 2 juin 1991, à 76,05 francs par titre de 500 francs après une retenue à la source de 8,45 francs (montant brut : 84,50 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 4,22 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,60 francs, faisant ressortir un net de 69,23 francs.

SAPAR - Obligations 14,80 %
mai 1983

Les intérêts courus du 6 juin 1990 au 5 juin 1991 seront payables à partir du 6 juin 1991, à 666 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source de 74 francs (montant brut : 740 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 34,96 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 22,94 francs, faisant ressortir un net de 606,16 francs.

SAPAR - Obligations TMOR
mai 1983

Les intérêts courus du 6 juin 1990 au 5 juin 1991 seront payables à partir du 6 juin 1991, à 431,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source de 50,17 francs (montant brut : 501,67 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 25,05 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,53 francs, faisant ressortir un net de 410,92 francs.

Les retenues mentionnées au deuxième paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'Énergie 3 %
à intérêt complémentaire variable
remboursables avec prime
(Indemnisation Électricité et Gaz d'Algérie)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1990 au 31 mai 1991 seront payables à partir du 1^{er} juin 1991 contre détachement du coupon n° 40 ou estampillage du certificat nominatif à raison de :

124,29 F net par obligation de 100 F, après une retenue à la source de 16,95 F (montant global : 141,24 F).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélèvement d'impôt forfaitaire.

A compter de la même date :

Les 26 327 titres de 100 F sortis au tirage du 23 avril 1991 et compris dans les séries de numéros 261 632 à 261 789, 286 788 à 292 375, 310 304 à 326 466 et 339 806 à 344 223 cesseront de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 41 au 1^{er} juin 1992 attaché, à 3 940,61 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

Le montant de la retenue à la source restituée aux porteurs résidents hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiant de conventions internationales contre les doubles impositions, s'élève à :

Sur le coupon n° 40 :

16,9482 F par obligation de 100 F nominal ;

Sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 23 avril 1991) :

523,718 F par obligation de 100 F nominal.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'Énergie 3 % à intérêt
complémentaire variable remboursables avec prime
(Indemnisation Électricité de France-Gaz de France)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1990 au 31 mai 1991 seront payables à partir du 1^{er} juin 1991 contre détachement du coupon n° 43 ou estampillage du certificat nominatif à raison de :

124,29 F net par obligation de 100 F, après une retenue à la source de 16,95 F (montant global : 141,24 F).

62,15 F net par demi-obligation de 50 F, après une retenue à la source de 8,48 F (montant global : 70,63 F).

12,43 F net par dixième d'obligation de 10 F, après une retenue à la source de 1,70 F (montant global : 14,13 F).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélèvement d'impôt forfaitaire.

A compter de la même date :

Les 353 903 titres de 100 F sortis au tirage du 23 avril 1991 et compris dans les séries de numéros 4 204 286 à 4 565 300 cesseront de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 44 au 1^{er} juin 1992 attaché, à 3 940,61 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

L'intérêt complémentaire et la prime de remboursement ont été déterminés, en application de l'article 28 de la loi du 3 avril 1946 et des textes subséquents, d'après le prélevement de 1 % sur les recettes d'exploitation de l'année 1990 d'un montant total de 1 844 268 322,81 F soit :

1 490 481 868,12 F pour Électricité de France

353 786 454,69 F pour Gaz de France

Le montant de la retenue à la source restituée aux porteurs résidents hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiant de conventions internationales contre les doubles impositions s'élève à :

sur le coupon n° 43 :

16,9482 F par obligation de 100 F nominal ;

8,4741 F par demi-obligation de 50 F nominal ;

1,6948 F par dixième d'obligation de 10 F nominal.

sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 23 avril 1991) :

523,718 F par obligation de 100 F nominal.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.



elf gabon

Société Anonyme au Capital de 22.500.000.000 F CFA
Siège Social : Port-Gentil (République Gabonaise) R.C. Port-Gentil 126 B

Convocation
Assemblée Générale Ordinaire
du 13 juin 1991

Les Actionnaires de la Société ELF GABON sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 13 juin 1991 à 10 heures dans les bureaux de la Société à Libreville à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 1990 et rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées à l'Article 40 de la loi du 24 juillet 1967 ;
- approbation des comptes et conventions ;
- quittance aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes ;
- affectation du résultat ;
- ratification des cooptations et renouvellement de mandats d'Administrateurs ;
- fixation des honoraires des Commissaires aux Comptes.

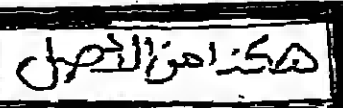
Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée Générale, déposer au siège de la Société à Port-Gentil ou à ses bureaux en France (Tour ELF - Cedex 45 - 92078 Paris La Défense), au moins huit jours avant la réunion, soit leurs titres, soit le récépissé en constatant le dépôt dans un établissement bancaire ou une Société de Bourse.

Les Actionnaires désirant se faire représenter devront déposer leur pouvoir au siège de la Société à Port-Gentil ou à ses bureaux en France (Tour ELF - Cedex 45 - 92078 Paris La Défense), trois jours au moins avant la réunion.

Le Conseil d'Administration

SUR
167 500 PROFESSIONNELS DE LA FINANCE,
64 000 d'entre eux
lisent le Monde.
Le Monde
est le premier titre d'information
des professionnels de la finance.

(IPSOS 89)



COMMUNICATION

Après la publication des rapports de la Cour des comptes

Le chef du service juridique et technique de l'information défend le point de vue de l'Etat sur la gestion d'A2 et FR3

La publication des rapports de la Cour des comptes (le Monde du 18 mai) sur la gestion des télévisions publiques continue de provoquer de nombreuses réactions. Après M. Hervé Bouges, M. Thierry Le Roy, chef du service juridique et technique de l'information (SITI) et administrateur d'A2 et FR3, a adressé au Monde une lettre dans laquelle il défend le point de vue de l'Etat contre un certain nombre d'informations contenues dans les rapports de la Cour.

« L'insuffisance des ressources publicitaires, première cause reconnue du déficit d'Antenne 2 en 1990, ne résulte pas d'une erreur de gestion commise ou imposée par l'Etat, écrit notamment M. Le Roy. La prévision de ressources publicitaires figurant dans le budget initial pour 1990 (1 800 millions de francs) a été revue par le conseil d'administration sur la proposition des dirigeants de la chaîne, qui ne l'ont donc pas, comme vous l'écrivez, dénoncée en août 1989, époque à laquelle il n'y a d'ail-

leurs pas eu de réunion du conseil d'administration. » M. Le Roy affirme ensuite que l'Etat a « corrigé le tir » en juin 1990 en demandant à A2 une révision en baisse des prévisions de recettes et de dépenses. Il explique ensuite comment la direction d'A2 s'est lancée volontairement, et de son seul fait, dans des dépenses budgétaires, ce qu'il a déjà amplement reconnu les dirigeants de la chaîne et que confirment les magistrats de la Cour des comptes. A propos des effectifs de FR3, M. Le Roy précise : « L'effectif des personnels rémunérés de FR3 a augmenté en 1990 de 145 pour les personnes à durée déterminée (variation du 1^{er} janvier au 31 décembre comprenant l'intégration des pigistes à laquelle votre article fait allusion) et de 160 pour les personnes à durée déterminée (variation de la moyenne annuelle), soit un chiffre total de 305, plus significatif de la gestion de l'emploi de cette chaîne que ceux, par ailleurs, que vous avez cités. Ce dérapage imprévu se

traduit dans la forte augmentation des charges correspondant à ces catégories de personnel, qui sont passées de 960 millions de francs en 1989 à 1 092 millions de francs en 1990 (+ 13 %). »

Sur A2, le point de vue de M. Le Roy n'est pas celui des rapporteurs de la Cour des comptes, qui écrivent notamment : « Le budget 1990 a été adopté entre la société et les autorités de tutelle en connaissance quasi certaine des données relatives à l'encadrement des recettes publicitaires de 1989 et à la baisse durable de l'audience. Son caractère irréaliste ne retire donc pas de données factuelles, mais de choix politiques délibérés que la logique budgétaire et financière ne saurait suffire à expliquer. »

FR3, selon la Cour des comptes, s'est alloué une forte part de dépenses, soit 3 486 postes, par augmentation de 241 des postes de l'année précédente. Les chiffres de M. Le Roy témoigneraient d'un dérapage de 64 emplois par rapport aux prévisions de la société. Faut-il rappeler que, dans le même temps, la chaîne a augmenté ses temps de diffusion de 40 % et a demandé à toutes ses rédactions de faire des journaux le dimanche. — J.-F. L.

Affichant des bénéfices en hausse de 38 % pour 1990

TF1 va privilégier sa diversification

« Je suis confiant. » Le PDG du groupe TF1, M. Patrick Le Lay, affichait, jeudi 23 mai, la plus grande sérénité. Les bénéfices sont en hausse de 38 % (300 millions de francs contre 217) et le chiffre d'affaires de 10 % (5,8 milliards contre 5,3), confortés encore par l'excellente tenue de la chaîne qui en constitue le noyau.

Avec 41,9 % de part de marché en 1990 et 43 % en mars 1991, la Une réalise des scores d'audience qui devraient lui permettre d'effacer, dès juin, la chute de ses recettes publicitaires au premier trimestre consécutif à la guerre du Golfe. En décembre dernier, la chaîne drainait 54,6 % du marché publicitaire télévisé contre 46,1 % lors de sa privatisation.

Mais si « TF1 ne peut se permettre de faiblir, de relâcher la pression », le groupe souhaite porter ses recettes de diversification — vidéo, téléachat, télématique, édition — à 1 milliard de francs l'an prochain contre 591 millions en 1990. M. Le Lay est prêt à examiner toutes les « opportunités » qui pourraient se présenter dans la presse.

A plus court terme, le groupe privilégiera le développement de la chaîne sportive Europe 1 dont il devrait conserver 20 % du capital aux côtés du groupe Bouygues et de partenaires allemands (le Monde du 21 mai). Enfin, TF1 étudie toujours avec Canal Plus le lancement d'une chaîne d'information continue pour la mi-1992.

Antenne Réunion estime toucher un tiers des foyers de l'île

Après deux mois d'existence, la chaîne privée Antenne Réunion draine 36,6 % d'audience dans les foyers réunionnais, d'après un sondage commandé par la chaîne, sur échantillon de sept cents foyers. Selon le sondage, le premier canal de RFQ, la télévision publique d'outre-mer, reste largement en tête avec 74,8 % d'audience.

Antenne Réunion diffuse trois heures d'émissions quotidiennes, dont quarante minutes d'information locale. Le reste du temps est occupé par Canal Réunion, une chaîne cryptée proposant les programmes de Canal Plus, qui compte déjà dix mille abonnés.

Antenne Réunion espère ne pas dépasser son déficit prévu de 3 millions de francs en 1991, et compte, pour cela, sur la publicité.

Deux disparitions

Raoul Leprettre président d'honneur de « Paris-Normandie »

Raoul Leprettre, PDG du quotidien Paris-Normandie (Rouen) en 1970, nommé président d'honneur en 1984, est décédé samedi 18 mai. Il avait 82 ans et souffrait d'un cancer.

Né en 1913, Raoul Leprettre a travaillé dans la filière norvégienne de Citroën, avant de devenir en 1937 secrétaire de direction de l'imprimerie rouennaise Wolf. En 1941, ce militant de la SFIO s'engage dans la Résistance. Arrêté par la Gestapo, déporté à Dachau, Raoul Leprettre est libéré en 1945. Inspecteur général de la publicité, il gravit les échelons et devient PDG du quotidien en 1976 puis s'occupe de la présidence d'honneur du journal racheté depuis 1972 par le groupe Hersant. Conseiller municipal de Rouen, il avait été élu en 1965 sur la liste de M. Jean Lecanuet. Raoul Leprettre était commandeur de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, titulaire de la croix de guerre.

Géraud Jouve journaliste

Journaliste, ancien diplomate et ancien député, Géraud Jouve est décédé jeudi à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il avait été au cours de sa carrière, à l'Agence Havas puis l'Agence France Presse, un témoin privilégié de l'histoire du nazisme et de la seconde guerre mondiale.

Né le 5 juillet 1901 à Trézac, dans le Cantal, Géraud Jouve, après d'innombrables années de journalisme, est entré à l'Agence Havas en 1931. En 1940, il devient correspondant de l'Agence française indépendante (AFI), créée à Londres par Pierre Bourdieu. Directeur des services d'information et du poste de radio à Brazzaville de 1943 à 1944, il participe à la création de l'Agence française de presse à Alger, préfiguration de la future AFP, et en devient directeur des services politiques. Proche du général de Gaulle à la fin de la guerre, il démissionne cependant de l'agence en 1945. En 1946, il est nommé directeur de la future AFP, et en 1947, il est nommé directeur de la presse à la présidence de la République. En 1955, il est nommé ambassadeur en Finlande de 1955 à 1960, puis délégué en France du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés jusqu'en 1966. Auteur de plusieurs ouvrages, Géraud Jouve a été également en 1968 président de l'Association syndicale professionnelle des rédacteurs et chefs.

Alors que la Lyonnaise des eaux diminue sa participation

Havas s'attend à un ralentissement de sa croissance

Compte tenu de la conjoncture économique, le premier groupe publicitaire français, Havas, est selon l'expression de son PDG, M. Pierre Dauzier, « d'un optimisme raisonnable ». Avec un chiffre d'affaires 1990 de 23,6 milliards de francs, en hausse de 25 % par rapport à l'année précédente, et un résultat net de 1,154 milliard (18 % d'augmentation), le groupe s'attend à une pause des résultats 1991, la croissance de l'activité publicitaire s'installant aux alentours de 5 % plutôt que de 10 %. Evoquant Hichette sans le nommer, M. Dauzier s'est félicité « de n'avoir pas acheté des parts de marché à n'importe quel prix et de n'avoir pas à affronter un endettement embarrassant ».

Fort de sa prudence, Havas va profiter de ce ralentissement pour rationaliser et développer ses activités internationales (qui représentent déjà 22,4 % de son chiffre d'affaires) en privilégiant les secteurs qu'il estime porteurs, comme la publicité radio, à travers sa filiale Information et publicité (IP) et la production audiovisuelle. Signes de développe-

ment en la matière, IP est devenu récemment le premier actionnaire du groupe britannique Capital Radio, qui occupe 25 % du marché publicitaire radio d'outre-Manche, et développe son activité de production audiovisuelle notamment à travers sa filiale Studio Canal Plus.

Selon M. Espinasse, directeur financier du groupe, la croissance d'Havas est due à la fois à la croissance du marché et à la privatisation du groupe en 1987. Cette privatisation a permis notamment une augmentation de capital en 1989 et un rythme d'investissement soutenu. Mais le « noyau dur » d'actionnaires privés composé par M. Edouard Balladur, lors de la privatisation, a déjà subi plusieurs retouches depuis la fin de la cotation.

Ainsi, la Lyonnaise des eaux-Dumex, qui détenait 7 % du capital d'Havas va en céder 3 %, qui devraient être redistribués en juillet aux autres actionnaires (notamment la Société Générale), et accélérer le processus de restructuration commencé en 1988.

Y. M. L.

Le prix Pierre-Lafitte à M. Pierre-Louis Blanc. — Le prix fondé en 1971 par ce vétéran pour perpétuer le mémoire de l'historien et journaliste Pierre Lafitte a été remis le mercredi 22 mai, au cours d'une réception à la mairie du sixième arrondissement, à M. Pierre-Louis Blanc, pour son ouvrage De Gaulle au soir de sa vie, paru chez Fayard (le Monde du 25 mai 1990). L'auteur, qui jusqu'à ces derniers temps, représentait la France aux Nations unies, a dirigé le service de presse de l'Elysée de 1967 au départ de De Gaulle en avril 1969, il a aidé le général à rassembler la documentation nécessaire à la rédaction de ses Mémoires d'espérance et a continué à le rencontrer jusqu'à la veille de sa mort. Louis Joux, qui présidait le jury du prix Pierre-Lafitte, étant récemment disparu, c'est M. Jean Marin, compagnon de la libération et ancien président de l'AFP, qui a présenté l'ouvrage et son auteur.

« The French » déprogrammé par le CSA sur la SEPT. — The French ne sera pas diffusé samedi après-midi, sur la SEPT — et sur FR3 qui, à cette heure-là, retransmet les émissions de la chaîne culturelle. Le réalisateur William Klein avait effectué, à la demande de la SEPT, une version raccourcie et sensiblement raccourcie de son film tourné en 1981 sur la victoire de Björn Borg à Roland-Garros (« le Monde Radio-Télévision » daté 19-20 mai). Cette version n'a pas été jugée suffisamment différente de la version cinématographique d'origine par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Celui-ci a donc tranché en faveur de la réglementation qui interdit toute diffusion de longs métrages les mercredi et vendredi soir avant 22 h 30, samedi toute la journée et dimanche avant 20 h 30.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU MERCREDI 22 MAI 1991

ALLOCUTION DE MONSIEUR JEAN-MARC VERNES, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le rapport du Conseil d'Administration, relatif à l'exercice écoulé, étant très détaillé, vous comprendrez que je n'y revienne que très brièvement.

J'insisterai sur la satisfaction que nous procure la marche de nos trois grands secteurs d'activités.

Tout d'abord le sucre demeure notre premier atout et Béghin-Say reste très largement le premier producteur français, le Groupe Ferruzzi restant grâce à Eridania-Béghin-Say, premier européen, à égalité avec le Groupe belgo-allemand Tielmont-Sudzucker.

Quant à la commercialisation, nous faisons mieux qu'y conserver notre place, et ne sommes pas de ceux qui dans nos statistiques additionnent des volumes provenant de sociétés n'ayant comme "point commun" que des instants de rencontre passagers, c'est-à-dire de courte durée.

Grâce à une campagne qui s'est déroulée dans de bonnes conditions, avec une forte densité et des conditions de transport facilitées par une tare faible, nous avons obtenu de bons résultats.

En ce qui concerne l'amidon, Cerestar, comme vous l'avez constaté a poursuivi favorablement son activité. Le fait marquant depuis le début de l'exercice a été la décision de construire une amidonnerie en Allemagne de l'Est dont le coût avoisinera 1 milliard de francs.

Dans le secteur huile, Cerol a acquis la raffinerie de Mannheim du Groupe Unilever.

Nous avons par ailleurs assisté au retournement de situation que nous avions envisagé chez Lesieur lors de son acquisition.

Nous contrôlons 30 % des huiles métropolitaines et les résultats se soldent par un profit net de F 97.403.000 contre une perte de F 59.326.000 en 1989.

Ces résultats se passent de commentaires et justifient, au-delà de nos prévisions, cette importante acquisition qui a pris depuis lors une large plus-value.

Notre filiale espagnole Koipe, qui couvre 30 % des huiles végétales espagnoles, a en de bons résultats en 1990 et pour les quatre premiers mois de l'année; même s'il faut tenir compte de l'effet des événements du Golfe, ils sont équivalents à ceux de l'exercice précédent.

Notre Groupe s'efforce dans le domaine agro-alimentaire d'associer producteurs et fabricants, telle est la politique que nous suivons chaque jour dans le secteur interprofessionnel betterave-sucre.

Je crois que les deux parties ne peuvent que s'en féliciter.

Les négociations du GATT et de la Politique Agricole Commune vont se poursuivre, elles sont déterminantes pour l'avenir de l'agriculture européenne.

La France, pays agricole par excellence, notamment dans les secteurs qui sont les nôtres, paraît bien armée pour résister aux convoitises venues d'outre-Atlantique.

Je rappelle que compte tenu de nos accords interprofessionnels et des charges supportées par chacun, le secteur sucre ne pèse en rien sur le budget de la Communauté avec un règlement fonctionnant parfaitement.

Nous nous battons pour éviter que l'on nous demande une contribution sous le simple prétexte d'un terme que l'on aime trop souvent employer à tort "la solidarité" quand elle ne se justifie pas.

Le Conseil d'Administration qui suivra cette Assemblée Générale fixera les modalités d'une double opération financière, décidée par le Conseil en vertu des pouvoirs que vous lui avez accordés.

Il s'agit d'une augmentation de capital nous procurant un milliard de francs et d'une émission d'obligations convertibles de 2 milliards de francs environ dont 500 millions réservés à une tranche d'émission internationale.

Le Groupe Ferruzzi, qui, comme vous le savez, détient plus de 60 % du capital de notre Société, suivra ces deux opérations, prouvant ainsi sa confiance et la foi en notre avenir et notre développement.

Le but de cette émission est de nous procurer tous les moyens qui nous seront nécessaires et, ce, dans tous les domaines.

Un grand groupe européen ne peut être absent des pays de l'est, nous nous efforçons d'y parvenir.

Nous voulons par ailleurs être en mesure de pouvoir répondre aux opportunités sucrières qui pourraient se présenter et, ce, même en France où des restructurations et d'éventuelles acquisitions permettront encore d'accroître notre potentiel et d'améliorer nos résultats.

Comme vous l'avez constaté, la politique menée par Béghin-Say, partie intégrante du Groupe Ferruzzi, nous a permis après l'absence de dividende en 1984 de le porter à 27,50 F par action en l'augmentant à chaque exercice.

Merci de l'aide apportée par tous les collaborateurs de Béghin-Say et surtout merci à vous, chers actionnaires, du soutien essentiel que vous nous avez apporté et que vous allez poursuivre, j'en suis sûr; il nous est indispensable.

Grâce à vous, Béghin-Say est devenu le deuxième groupe agro-alimentaire en France avec un chiffre d'affaires qui dépassera les 40 milliards en 1991 et qui compte comme toujours, saisir grâce aux moyens que vous allez lui apporter les opportunités qui se présenteront.

 **Béghin-Say**

FERRUZZI

elf gabon

1

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 MAI

Cours relevés à 13 h 54[illegible]**NT** (sélection)

SICAV (sélection)

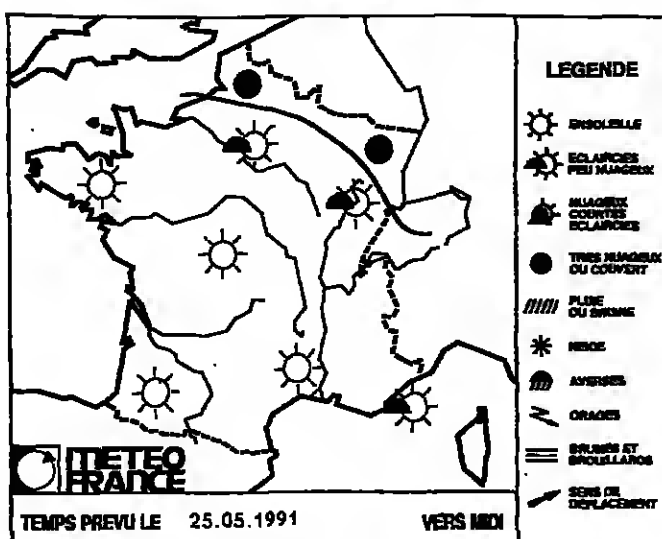
VALEURS	% du net	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	net	VALEURS	Frais incl.	net	VALEURS	Frais incl.	net	VALEURS	Frais incl.	net					
Obligations										Etrangers										VALEURS									
Emp. E&P 8877...	125	0.02	C.I.T.M.	910	...	Mager	750	750	A.E.E.	700	700	A.A.A.	104 25	1016 78	216	Franch.	847 75	827 07	Posti Gen.	8571 75	8571 75	8571 75	8571 75	8571 75	8571 75	8571 75	8571 75	8571 75	8571 75
Emp. E&P 9374...	101 40	6 48	C.I.T.M. M. R.	2425	2235 0	Mel. Delayot	676	...	Alst. Alst.	337	...	Action	222 92	196 26	29 20	Franch.	29 20	29 20	Prévoy. Oblig.	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82
10.80% 78/94	102 45	7 75	Cofinag	256	...	Mers	131 80	131	Amér. Benit.	171 85	171 85	Aggrég.	4810 60	4945 23	1354 96	Franch.	4945 23	1354 96	Prévoy. Oblig.	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82
Emp. E&P 13.4933	109 95	6 65	Conc.	370 30	376 0	Navigation (M.)	220	213 40	Amér. Benit.	171 85	171 85	Amér. Benit.	4810 60	4945 23	1354 96	Franch.	4945 23	1354 96	Prévoy. Oblig.	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82
Emp. E&P 12.28 94	103 95	7 32	Conc.	400 10	...	Ordel (M.)	228	...	Amér. Benit.	171 85	171 85	Amér. Benit.	4810 60	4945 23	1354 96	Franch.	4945 23	1354 96	Prévoy. Oblig.	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82
Emp. E&P 11% 85...	105 50	...	Conc.	400 10	...	Ordel (M.)	228	...	Amér. Benit.	171 85	171 85	Amér. Benit.	4810 60	4945 23	1354 96	Franch.	4945 23	1354 96	Prévoy. Oblig.	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82
10.25% net 85...	108 12	2 04	Conc.	400 10	...	Ordel (M.)	228	...	Amér. Benit.	171 85	171 85	Amér. Benit.	4810 60	4945 23	1354 96	Franch.	4945 23	1354 96	Prévoy. Oblig.	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82
OAT 10% 52/00...	104 70	3 39	Conc.	400 10	...	Ordel (M.)	228	...	Amér. Benit.	171 85	171 85	Amér. Benit.	4810 60	4945 23	1354 96	Franch.	4945 23	1354 96	Prévoy. Oblig.	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82
OAT 6.2% 12/03/97	108 12	2 04	Conc.	400 10	...	Ordel (M.)	228	...	Amér. Benit.	171 85	171 85	Amér. Benit.	4810 60	4945 23	1354 96	Franch.	4945 23	1354 96	Prévoy. Oblig.	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82
OAT 6.2% 1/19/96	103 54	3 05	Conc.	400 10	...	Ordel (M.)	228	...	Amér. Benit.	171 85	171 85	Amér. Benit.	4810 60	4945 23	1354 96	Franch.	4945 23	1354 96	Prévoy. Oblig.	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82
OAT 10.30% 19/85	1782 10	...	Conc.	400 10	...	Ordel (M.)	228	...	Amér. Benit.	171 85	171 85	Amér. Benit.	4810 60	4945 23	1354 96	Franch.	4945 23	1354 96	Prévoy. Oblig.	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82	10587 82
PTT 11.2% 85	106	4 97	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CF 10.30% 86	107	3 14	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CF 10.25% nov 80	104 80	135	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CMA 10 % 1879	99 55	40	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CBP Bures 6000F	98 60	4 01	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CBP Paribas 5000F	100 35	4 01	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CBP Suez 5000F	102 78	10 06	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CB 11.5% 85	98 60	4 01	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CR 10/25/2000	98 75	4 01	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CNT 6 % 85	...	1 04	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CR 10.50% oct 85	106 70	3 98	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CHRIE CFE 2% 100	146 10	...	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
CNCA	970	...	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
Cenac	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
Alcatel 6 % jan. 89	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
Ly. E&C de E&P	796	...	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
Thy. ex R.2% 80	883	...	Départem.	1800	1774	Paris Comm.	278 20	278 20	Commodore	890	...	Aus. NPI	125 18	116 12	103 02	Laffitte Amér.	252 74	242 41	St Honoré Bt-Alm.	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21	11906 21
Actions										Hors-cote										VALEURS									
Agencia (ex Int.)	2014	1010	Agencia (ex Int.)	2014	1010	Agencia (ex Int.)	2014	1010	Agencia (ex Int.)	2014	1010	Agencia (ex Int.)	2014	1010	Agencia (ex Int.)	2014	1010	Agencia (ex Int.)	2014	1010	Agencia (ex Int.)	2014	1010	Agencia (ex Int.)	2014	1010	Agencia (ex Int.)	2014	1010
Applications Hydr.	1435	...	Applications Hydr.	1435	...	Applications Hydr.	1435	...	Applications Hydr.	1435	...	Applications Hydr.	1435	...	Applications Hydr.	1435	...	Applications Hydr.	1435	...	Applications Hydr.	1435	...	Applications Hydr.	1435	...	Applications Hydr.	1435	...
Alcatel	580	584	Alcatel	580	584	Alcatel	580	584	Alcatel	580	584	Alcatel	580	584	Alcatel	580	584	Alcatel	580	584	Alcatel	580	584	Alcatel	580	584	Alcatel	580	584
Bain C.Morano	1250	320	Bain C.Morano	1250	320	Bain C.Morano	1250	320	Bain C.Morano	1250	320	Bain C.Morano	1250	320	Bain C.Morano	1250	320	Bain C.Morano	1250	320	Bain C.Morano	1250	320	Bain C.Morano	1250	320	Bain C.Morano	1250	320
Alcatel Europe	360	360	Alcatel Europe	360	360	Alcatel Europe	360	360	Alcatel Europe	360	360	Alcatel Europe	360	360	Alcatel Europe	360	360	Alcatel Europe	360	360	Alcatel Europe	360	360	Alcatel Europe	360	360	Alcatel Europe	360	360
B.N.P. Intersect	300	302	B.N.P. Intersect	300	302	B.N.P. Intersect	300	302	B.N.P. Intersect	300	302	B.N.P. Intersect	300	302	B.N.P. Intersect	300	302	B.N.P. Intersect	300	302	B.N.P. Intersect	300	302	B.N.P. Intersect	300	302	B.N.P. Intersect	300	302
Bright-S&P	525	...	Bright-S&P	525	...	Bright-S&P	525	...	Bright-S&P	525	...	Bright-S&P	525	...	Bright-S&P	525	...	Bright-S&P	525	...	Bright-S&P	525	...	Bright-S&P	525	...	Bright-S&P	525	...
B.Medison	3500	...	B.Medison	3500	...	B.Medison	3500	...	B.Medison	3500	...	B.Medison	3500	...	B.Medison	3500	...	B.Medison	3500	...	B.Medison	3500	...	B.Medison	3500	...	B.Medison	3500	...
Bankers Int. B.	510	513	Bankers Int. B.	510	513	Bankers Int. B.	510	513	Bankers Int. B.	510	513	Bankers Int. B.	510	513	Bankers Int. B.	510	513	Bankers Int. B.	510	513	Bankers Int. B.	510	513	Bankers Int. B.	510	513	Bankers Int. B.	510	513
Bankers Int. C.	3179	...	Bankers Int. C.	3179	...	Bankers Int. C.	3179	...	Bankers Int. C.	3179	...	Bankers Int. C.	3179	...	Bankers Int. C.	3179	...	Bankers Int. C.	3179	...	Bankers Int. C.	3179	...	Bankers Int. C.	3179	...	Bankers Int. C.	3179	...
B.T.P.	950	950	B.T.P.	950	950	B.T.P.	950	950	B.T.P.	950	950	B.T.P.	950	950	B.T.P.	950	950	B.T.P.	950	950	B.T.P.	950	950	B.T.P.	950	950	B.T.P.	950	950
Cambridge	653	654	Cambridge	653	654	Cambridge	653	654	Cambridge	653	654	Cambridge	653	654	Cambridge	653	654	Cambridge</											

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

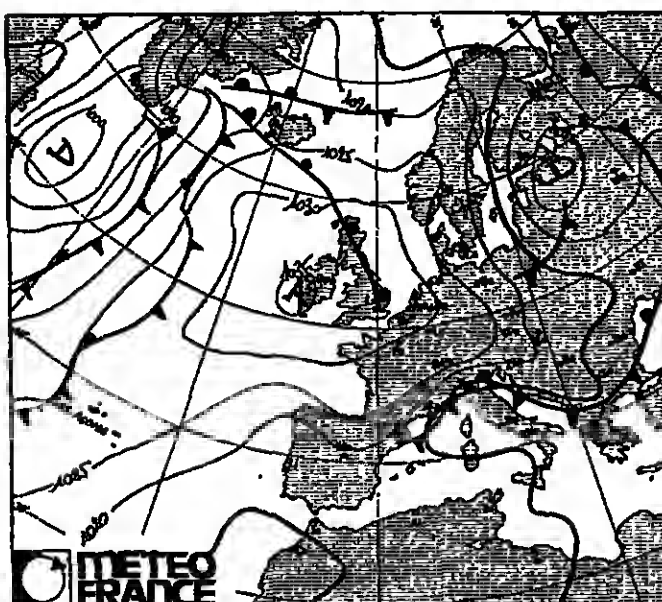
Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 25 mai 1991
Ensoleillé

SITUATION LE 24 MAI 1991 À 0 HEURE TU



Dimanche 26 mai : pluies éparpillées à l'est, soleil à l'ouest.

Sur Rhône-Alpes, Auvergne, Franche-Comté, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace, le temps sera médiocre avec de nombreux passages nuageux et des chutes de pluie éparpillées. Les pluies prendront un caractère orageux sur le relief et notamment sur les Alpes.

Sur les régions s'étendant du Nord-Picardie à Île-de-France, Centre, Limousin et Roussillon, les nuages seront présents, mais laisseront parfois briller le soleil. Quelques orages sont toutefois à craindre en fin de journée.

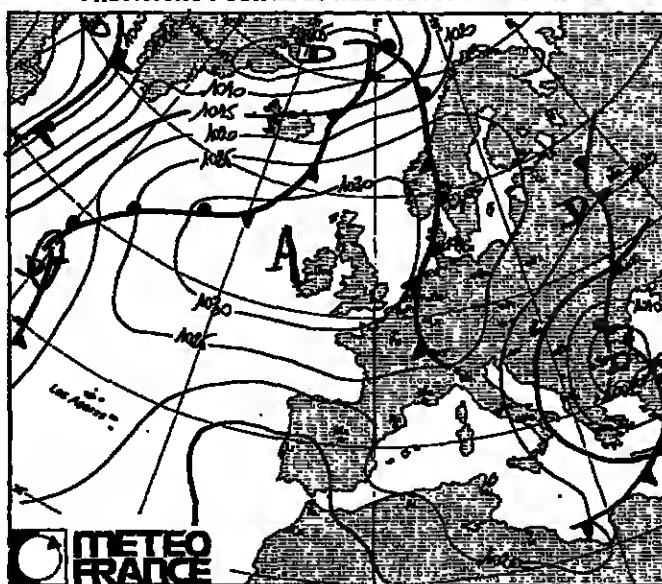
Sur le pourtour méditerranéen et la Corse, le ciel sera dégagé en début de journée, puis quelques passages nuageux se formeront çà et là; ils pourront même donner quelques averses sur la Corse.

Partout ailleurs plus à l'ouest, passages nuageux et éclaircies alternant; d'une façon générale ces derniers prédomineront.

Les températures maximales s'échelonneront entre 8 et 10 degrés du Nord-Ouest au Sud-Est.

Les températures maximales seront comprises entre 16 et 24 degrés de l'Alsace à l'Aquitaine.

PRÉVISIONS POUR LE 26 MAI 1991 À 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé
le 23-5-1991 à 18 heures TU et le 24-5-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOUTES	ÉTRANGER	LYON	PARIS	STRASBOURG
20 12 C	18 8 D	24 4 D	24 10 D	24 10 D	24 10 D
18 10 C	16 6 D	22 2 D	22 8 D	22 8 D	22 8 D
16 8 C	14 4 D	20 0 D	20 6 D	20 6 D	20 6 D
14 6 C	12 2 D	18 -2 D	18 4 D	18 4 D	18 4 D
12 4 C	10 0 D	16 -4 D	16 2 D	16 2 D	16 2 D
10 2 C	8 -2 D	14 -6 D	14 0 D	14 0 D	14 0 D
8 0 C	6 -4 D	12 -8 D	12 -2 D	12 -2 D	12 -2 D
6 -2 C	4 -6 D	10 -10 D	10 -4 D	10 -4 D	10 -4 D
4 -4 C	2 -8 D	8 -12 D	8 -6 D	8 -6 D	8 -6 D
2 -6 C	0 -10 D	6 -14 D	6 -8 D	6 -8 D	6 -8 D
0 -8 C	-2 -12 D	4 -16 D	4 -10 D	4 -10 D	4 -10 D
-2 -10 C	-4 -14 D	2 -18 D	2 -12 D	2 -12 D	2 -12 D
-4 -12 C	-6 -16 D	0 -20 D	0 -14 D	0 -14 D	0 -14 D
-6 -14 C	-8 -18 D	-2 -22 D	-2 -16 D	-2 -16 D	-2 -16 D
-8 -16 C	-10 -20 D	-4 -24 D	-4 -18 D	-4 -18 D	-4 -18 D
-10 -18 C	-12 -22 D	-6 -26 D	-6 -20 D	-6 -20 D	-6 -20 D
-12 -20 C	-14 -24 D	-8 -28 D	-8 -22 D	-8 -22 D	-8 -22 D
-14 -22 C	-16 -26 D	-10 -30 D	-10 -24 D	-10 -24 D	-10 -24 D
-16 -24 C	-18 -28 D	-12 -32 D	-12 -26 D	-12 -26 D	-12 -26 D
-18 -26 C	-20 -30 D	-14 -34 D	-14 -28 D	-14 -28 D	-14 -28 D
-20 -28 C	-22 -32 D	-16 -36 D	-16 -30 D	-16 -30 D	-16 -30 D
-22 -30 C	-24 -34 D	-18 -38 D	-18 -32 D	-18 -32 D	-18 -32 D
-24 -32 C	-26 -36 D	-20 -40 D	-20 -34 D	-20 -34 D	-20 -34 D
-26 -34 C	-28 -38 D	-22 -42 D	-22 -36 D	-22 -36 D	-22 -36 D
-28 -36 C	-30 -40 D	-24 -44 D	-24 -38 D	-24 -38 D	-24 -38 D
-30 -38 C	-32 -42 D	-26 -46 D	-26 -40 D	-26 -40 D	-26 -40 D
-32 -40 C	-34 -44 D	-28 -48 D	-28 -42 D	-28 -42 D	-28 -42 D
-34 -42 C	-36 -46 D	-30 -50 D	-30 -44 D	-30 -44 D	-30 -44 D
-36 -44 C	-38 -48 D	-32 -52 D	-32 -46 D	-32 -46 D	-32 -46 D
-38 -46 C	-40 -50 D	-34 -54 D	-34 -48 D	-34 -48 D	-34 -48 D
-40 -48 C	-42 -52 D	-36 -56 D	-36 -50 D	-36 -50 D	-36 -50 D
-42 -50 C	-44 -54 D	-38 -58 D	-38 -52 D	-38 -52 D	-38 -52 D
-44 -52 C	-46 -56 D	-40 -60 D	-40 -54 D	-40 -54 D	-40 -54 D
-46 -54 C	-48 -58 D	-42 -62 D	-42 -56 D	-42 -56 D	-42 -56 D
-48 -56 C	-50 -60 D	-44 -64 D	-44 -58 D	-44 -58 D	-44 -58 D
-50 -58 C	-52 -62 D	-46 -66 D	-46 -60 D	-46 -60 D	-46 -60 D
-52 -60 C	-54 -64 D	-48 -68 D	-48 -62 D	-48 -62 D	-48 -62 D
-54 -62 C	-56 -66 D	-50 -70 D	-50 -64 D	-50 -64 D	-50 -64 D
-56 -64 C	-58 -68 D	-52 -72 D	-52 -66 D	-52 -66 D	-52 -66 D
-58 -66 C	-60 -70 D	-54 -74 D	-54 -68 D	-54 -68 D	-54 -68 D
-60 -68 C	-62 -72 D	-56 -76 D	-56 -70 D	-56 -70 D	-56 -70 D
-62 -70 C	-64 -74 D	-58 -78 D	-58 -72 D	-58 -72 D	-58 -72 D
-64 -72 C	-66 -76 D	-60 -80 D	-60 -74 D	-60 -74 D	-60 -74 D
-66 -74 C	-68 -78 D	-62 -82 D	-62 -76 D	-62 -76 D	-62 -76 D
-68 -76 C	-70 -80 D	-64 -84 D	-64 -78 D	-64 -78 D	-64 -78 D
-70 -78 C	-72 -82 D	-66 -86 D	-66 -80 D	-66 -80 D	-66 -80 D
-72 -80 C	-74 -84 D	-68 -88 D	-68 -82 D	-68 -82 D	-68 -82 D
-74 -82 C	-76 -86 D	-70 -90 D	-70 -84 D	-70 -84 D	-70 -84 D
-76 -84 C	-78 -88 D	-72 -92 D	-72 -86 D	-72 -86 D	-72 -86 D
-78 -86 C	-80 -90 D	-74 -94 D	-74 -88 D	-74 -88 D	-74 -88 D
-80 -88 C	-82 -92 D	-76 -96 D	-76 -90 D	-76 -90 D	-76 -90 D
-82 -90 C	-84 -94 D	-78 -98 D	-78 -92 D	-78 -92 D	-78 -92 D
-84 -92 C	-86 -96 D	-80 -100 D	-80 -94 D	-80 -94 D	-80 -94 D
-86 -94 C	-88 -98 D	-82 -102 D	-82 -96 D	-82 -96 D	-82 -96 D
-88 -96 C	-90 -100 D	-84 -104 D	-84 -98 D	-84 -98 D	-84 -98 D
-90 -98 C	-92 -102 D	-86 -106 D	-86 -100 D	-86 -100 D	-86 -100 D
-92 -100 C	-94 -104 D	-88 -108 D	-88 -102 D	-88 -102 D	-88 -102 D
-94 -102 C	-96 -106 D	-90 -110 D	-90 -104 D	-90 -104 D	-90 -104 D
-96 -104 C	-98 -108 D	-92 -112 D	-92 -106 D	-92 -106 D	-92 -106 D
-98 -106 C	-100 -110 D	-94 -114 D	-94 -108 D	-94 -108 D	-94 -108 D
-100 -108 C	-102 -112 D	-96 -116 D	-96 -110 D	-96 -110 D	-96 -110 D
-102 -110 C	-104 -114 D	-98 -118 D	-98 -112 D	-98 -112 D	-98 -112 D
-104 -112 C	-106 -116 D	-100 -120 D	-100 -114 D	-100 -114 D	-100 -114 D
-106 -114 C	-108 -118 D	-102 -122 D	-102 -116 D	-102 -116 D	-102 -116 D
-108 -116 C	-110 -120 D	-104 -124 D	-104 -118 D	-104 -118 D	-104 -118 D
-110 -118 C	-112 -122 D	-106 -126 D	-106 -120 D	-106 -120 D	-106 -120 D
-112 -120 C	-114 -124 D	-108 -128 D	-108 -122 D	-108 -122 D	-108 -122 D
-114 -122 C	-116 -126 D	-110 -130 D	-110 -124 D	-110 -124 D	-110 -124 D
-116 -124 C	-118 -128 D	-112 -132 D	-112 -126 D	-112 -126 D	-112 -126 D
-118 -126 C	-120 -130 D	-114 -134 D	-114 -128 D	-114 -128 D	-114 -128 D
-120 -128 C	-122 -132 D	-116 -136 D	-116 -130 D	-116 -130 D	-116 -130 D
-122 -130 C	-124 -134 D	-118 -138 D	-118 -132 D	-118 -132 D	-118 -132 D
-124 -132 C	-126 -136 D	-120 -140 D	-120 -134 D	-120 -134 D	-120 -134 D
-126 -134 C	-128 -138 D	-122 -142 D	-122 -136 D	-122 -136 D	-122 -136 D
-128 -136 C	-130 -140 D	-124 -144 D	-124 -138 D	-124 -138 D	-124 -138 D
-130 -138 C	-132 -142 D	-126 -146 D	-126 -140 D	-126 -140 D	-126 -140 D
-132 -140 C	-134 -144 D	-128 -148 D	-128 -142 D	-128 -142 D	-128 -142 D
-134 -142 C	-136 -146 D	-130 -150 D	-130 -144 D	-130 -144 D	-130 -144 D
-136 -144 C	-138 -148 D	-132 -152 D	-132 -146 D	-132 -146 D	-132 -146 D
-138 -146 C	-140 -150 D	-134 -154 D	-134 -148 D	-134 -148 D	-134 -148 D
-140 -148 C	-142 -152 D	-136 -156 D	-136 -150 D	-136 -150 D	-136 -150 D
-142 -150 C	-144 -154 D	-138 -158 D	-138 -152 D	-138 -152 D	-138 -152 D
-144 -152 C	-146 -156 D	-140 -160 D	-140 -154 D	-140 -154 D	-140 -154 D
-146 -154 C	-148 -158 D	-142 -162 D	-142 -156 D	-142 -156 D	-142 -156 D
-148 -156 C	-150 -160 D	-144 -164 D	-144 -158 D	-144 -158 D	-144 -158 D
-150 -158 C	-152 -162 D	-146 -166 D	-146 -160 D	-146 -160 D	-146 -160 D
-152 -160 C	-154 -164 D	-148 -168 D	-148 -162 D	-148 -162 D	-148 -162 D
-154 -162 C	-156 -166 D	-150 -170 D	-150 -164 D	-150 -164 D	-150 -164 D
-156 -164 C	-158 -168 D	-152 -172 D	-152 -166 D	-152 -166 D	-152 -166 D
-158 -166 C	-160 -170 D	-154 -174 D	-154 -168 D	-154 -168 D	-154 -168 D
-160 -168 C	-162 -172 D	-156 -176 D	-156 -170 D	-156 -170 D	-156 -170 D
-162 -170 C	-164 -174 D	-158 -178 D	-158 -172 D	-158 -172 D	-158 -172 D
-164 -172 C	-166 -176 D	-160 -180 D	-160 -174 D	-160 -174 D	-160 -174 D
-166 -174 C	-168 -178 D	-162 -182 D	-162 -176 D	-162 -176 D	-162 -176 D
-168 -176 C	-170 -180 D	-164 -184 D	-164 -178 D	-164 -178 D	-164 -178 D
-170 -178 C	-172 -182 D	-166 -186 D	-166 -180 D	-166 -180 D	-166 -180 D
-172 -180 C	-174 -184 D	-168 -188 D	-168 -182 D	-168 -182 D	-168 -182 D
-174 -182 C	-176 -186 D	-170 -190 D	-170 -184 D	-170 -184 D	-170 -184 D
-176 -184 C	-178 -188 D	-172 -192 D	-172 -186 D	-172 -186 D	-172 -186 D
-178 -186 C	-180 -190 D	-174 -194 D	-174 -188 D	-174 -188 D	-174 -188 D
-180 -188 C	-182 -192 D	-176 -196 D	-176 -190 D	-176 -190 D	-176 -190 D
-182 -190 C	-184 -194 D	-178 -198 D	-178 -192 D	-178 -192 D	-178 -192 D
-184 -192 C	-186 -196 D	-180 -200 D	-180 -194 D	-180 -194 D	-180 -194 D
-186 -194 C	-188 -198 D	-182 -202 D	-182 -196 D	-182 -196 D	-182 -196 D
-188 -196 C	-190 -200 D	-184 -204 D	-184 -198 D	-184 -198 D	-184 -198 D
-190 -198 C	-192 -202 D	-186 -206 D	-186 -200 D	-186 -200 D	-186 -200 D
-192 -200 C	-194 -204 D	-188 -208 D	-188 -202 D	-188 -202 D	-188 -202 D
-194 -202 C	-196 -206 D	-190 -210 D	-190 -204 D	-190 -204 D	-190 -204 D
-196 -204 C	-198 -208 D	-192 -212 D	-192 -206 D	-192 -206 D	-192 -206 D
-198 -206 C	-200 -210 D	-194 -214 D	-194 -208 D	-194 -208 D	-194 -208 D
-200 -208 C	-202 -212 D	-196 -216 D	-196 -210 D	-196 -210 D	-196 -210 D
-202 -210 C	-204 -214 D	-198 -218 D	-198 -212 D	-198 -212 D	-198 -212 D
-204 -212 C	-206 -216 D	-200 -220 D	-200 -214 D	-200 -214 D	-200 -214 D
-206 -214 C	-208 -218 D	-202 -222 D	-202 -216 D	-202 -216 D	-202 -216 D
-208 -216 C	-210 -220 D	-204 -224 D	-204 -218 D	-204 -218 D	-204 -218 D
-210 -218 C	-212 -222 D	-206 -226 D	-206 -220 D	-206 -220 D	-206 -220 D
-212 -220 C	-214 -224 D	-208 -228 D	-208 -222 D	-208 -222 D	-208 -222 D
-214 -222 C	-216 -226 D	-210 -230 D	-210 -224 D	-210 -224 D	-210 -224 D
-216 -224 C	-218 -228 D	-212 -232 D	-212 -226 D	-212 -226 D	-212 -226 D
-218 -226 C	-220 -230 D	-214 -234 D	-214 -228 D	-214 -228 D	-214 -228 D
-220 -228 C	-222 -232 D	-216 -236 D	-216 -230 D	-216 -230 D	-216 -230 D
-222 -230 C	-224 -234 D	-218 -238 D	-218 -232 D	-218 -232 D	-218 -232 D
-224 -232 C	-226 -236 D	-220 -240 D	-220 -234 D	-220 -234 D	-220 -234 D
-226 -234 C	-228 -238 D	-222 -242 D	-222 -236 D	-222 -236 D	-222 -236 D
-228 -236 C	-230 -240 D	-224 -244 D	-224 -238 D	-224 -238 D	-224 -238 D
-230 -238 C	-232 -242 D	-226 -246 D	-226 -240 D	-226 -240 D	-226 -240 D
-232 -240 C	-234 -244 D	-228 -248 D	-228 -242 D	-228 -242 D	-228 -242 D
-234 -242 C	-236 -246 D	-230 -250 D	-230 -244 D	-230 -244 D	-230 -244 D
-236 -244 C	-238 -248 D	-232 -252 D	-232 -246 D	-232 -246 D	-232 -246 D
-238 -246 C	-240 -250 D	-234 -254 D	-234 -248 D	-234 -248 D	-234 -248 D
-240 -248 C	-242 -252 D	-236 -256 D	-236 -250 D	-236 -250 D	-236 -250 D
-242 -250 C	-244 -254 D	-238 -258 D	-238 -252 D	-238 -252 D	-238 -252 D
-244 -252 C	-246 -256 D	-240 -260 D	-240 -254 D	-240 -254 D	-240 -254 D
-246 -254 C	-248 -258 D	-242 -262 D	-242 -256 D	-242 -256 D	-242 -256 D
-248 -256 C	-250 -260 D	-244 -264 D	-244 -258 D	-244 -258 D	-244 -258 D
-250 -258 C	-252 -262 D	-246 -266 D	-246 -260 D	-246 -260 D	-246 -260 D
-252 -260 C	-254 -264 D	-248 -268 D	-248 -262 D	-248 -262 D	-248 -262 D
-254 -262 C	-256 -266 D	-250 -270 D	-250 -264 D	-250 -264 D	-250 -264 D
-256 -264 C	-258 -268 D	-252 -272 D	-252 -266 D	-252 -266 D	-252 -266 D
-258 -266 C	-260 -270 D	-254 -274 D	-254 -268 D	-254 -268 D	-254 -268 D
-260 -268 C	-262 -272 D	-256 -276 D	-256 -270 D	-256 -270 D	-256 -270 D
-262 -270 C	-264 -274 D	-258 -278 D	-258 -272 D	-258 -272 D	-25

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 25 mai

IMAGES

PIERRE GEORGES

L'étalon des familles

C'ÉTAIT une rude question : « Ou'est-ce qui symbolise le mieux la Corse ? » Myriam, de la famille Lanes, l'ingénue belle-sœur de Georges, chef d'équipe, a répondu, pauvre tête de linotte, « la tête de Meura ». Myriam avait tout faux, Myriam n'était pas dans la moyenne des bons Français moyens, des bons téléspectateurs moyens qui avaient fourni, par sondage, la réponse majoritaire : « les attentats ».

Dans l'échelle des pains, « Une famille en or », grand moment de culture encyclopédique, vient immédiatement derrière « La Roue de la fortune » et « La Juste prix ». A la grande loterie permanente de TF1, ce jeu qui s'agit habituellement vers 18 h 20, au titre du mieux-disant culturel, vaut le détour.

Le principe est simple : deux familles face à face, les Horace et les Quenou, les Grosella et les Lanes. Ou tout simplement, comme jeudi, les Lanes, invincibles tenants. 83 320 F de gains déjà — applaudissez les Lanes ! — et les Miquel, les challengers conduits par l'oncle Roger. Et il s'agit, pour les uns et les autres, de répondre à des questions d'une haute tenue. Seule difficulté, à fait que la réponse se rapproche le plus possible de la réponse idéale fournie par les sondés.

Exemple : famille Lanes, famille Miquel « qu'est-ce que l'on est pris de demander plu-

sieurs fois dans un restaurant avant de l'obtenir ? » L'animateur, Patrick Roy, cherment jeune homme, pose, avec une grande gravité, cette existentielle colle. Une nièce Miquel, Janine, ou peut-être étoile-ce Monique, répond bravement « l'addition ». Calémitas, c'était « l'eau », 44 % de bonnes réponses, même que l'Elisabeth Lanes, fine mouche elle, a eu penser comme la majorité des Français.

Bref, cela n'a pas traîné. En trois questions, les Lanes ont bouté les Miquel hors les décora en stress du paradis des lieux communs. Ils ont cité des mots qui commencent par « pay », les mêmes que ceux connus par les sondés. Ils ont choisi les actrices préférées des Français, même dans les mauvais films. Ils ont dit les pays étrangers, notamment la Martinique, qui accueillent le plus d'artistes français.

Il y eut pause publicitaire. Juste le temps de nous conseiller de choisir la meilleure myonnaisse et même de le voler. De voir une charmante créature essayer un maseo-fesses entibourellets et une vaste du déodorant pointer un doigt accusateur « inutile de nier, tout le monde transpire ». Puis la famille Lanes, seule, a essayé de gagner 30 000 F supplémentaires avec des questions du même tonneau. On peut, peut-être, vous les épargner.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 24 mai

TF 1	LA 5
20.45 Variétés : Tous à la Une.	20.50 Téléfilm : Escroquerie à la mort.
22.45 Magazine : Si on se disait tout.	22.35 Téléfilm : Mystères à Twin Peaks.
23.45 Spécial sport. Spécial Championnat de France de football.	0.05 Journal de la nuit.
0.50 Au trot.	
0.55 Journal, Météo et Bourse.	
A 2	M 6
20.45 Téléfilm : La Nouvelle.	20.40 Téléfilm : Sortilèges dans la nuit.
22.25 Magazine : Caractères. Invités : Jean-Noël Jeanneney (Georges Mandat), l'homme qu'en arrose, Marie Stal (Marie-Antoinette), André Castelot (Fouché), Françoise Cachin, directrice du Musée d'Orsay.	22.15 Météo des plages.
23.40 Journal et Météo.	22.20 Série : La Malédiction du loup-garou.
0.00 Cinéma : La Garçonnière. ■■ Film américain de Billy Wilder (1960). Avec Jack Lemmon, Shirley Mac Laine, Fred Mac Murray (v.o.).	22.45 Magazine : Vénus.
	23.15 Cinéma : La 6 ^e Dimension.
	23.45 Capital.
	23.55 Six minutes d'informations.
	0.00 Musique : Live.
	2.00 Rediffusions.
	LA SEPT
	21.00 Téléfilm : Attentive rendez-vous.
	22.35 Téléfilm : Adieu mes jolis.
	23.50 Documentaire : Palettes.
	FRANCE-CULTURE
	20.30 Radio-archives. Spécial Picasso.
	21.30 Musique : Black and blue. T-Bone Walker, guitariste.
	22.40 Les nuits magnétiques.
	0.05 Du jour au lendemain.
	0.50 Musique : Coda. Les Birds.
	FRANCE-MUSIQUE
	20.30 Concert (donné le 22 mai à l'Opéra-Bastille). Concerto pour violon et orchestre n° 1 en mi mineur op. 99, de Chostakovitch ; Symphonie n° 4 en mi mineur op. 95, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol : Viktor Mikhov, violon.
	23.07 Poussières d'étoiles.
	Ou lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANICK COJEAN et la collaboration de « le Monde »

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions d'après midi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Za Stenot : goulag psychiatrique.

13.50 La Une est à vous (et à 14.30).

13.55 Série : Vivement lundi.

17.25 Divertissement : Mondo dingo.

17.55 Magazine : Trente millions d'émis.

18.25 Jeu : Une famille en or.

18.50 Série : Marc et Sophie.

19.20 Jeu : La Roue de la fortune.

19.50 Tirage du Loto.

20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert, Météo et Loto.

20.45 Variétés : Succès fous.

22.35 Magazine : Ustuaia. Aux États-Unis (1^{re} partie).

23.40 Magazine : Formule sport. Boxe : championnat d'Europe des poids plume Fabrice Bédouch (France)-John Davidson (Angleterre), à Brest ; La rentrée de John Mugabi, ancien champion du monde des super-welters.

0.35 Journal et Météo.

1.00 Variétés : Samedi après minuit.

A 2

13.40 Magazine : Résistances. Thème : la cohésion sociale. Reportages : Grande-Bretagne ; La Réunion.

14.30 Magazine : Annuaire. Réserves : sous-marine de Monaco ; pari rusaï ; Le chien de la semaine.

15.15 Magazine : Sport passion. Tennis : Roland-Gerros 1991 ; Boxe française (savate) ; Omnisport : la fête du sport.

17.10 Jeu : Le sandwich.

18.10 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.

18.35 Série : L'Appart (rediff.).

18.55 INC.

19.00 Série : Espionne et taise-toi (rediff.).

20.00 Journal et Météo.

20.45

Téléfilm : Le Pouvoir et la Heine. Dernière partie.

22.25 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Daniel Auteuil. Spécial Cannes.

0.00 Journal et Météo.

0.20 Série : Médecins de nuit (rediff.).

1.15 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3

13.00 Télévision régionale.

14.00 Magazine : Rencontres. Présenté par Jean Lano. Thème : culture et quartiers.

De 15.00 à 19.00 La SEPT

19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.30, le journal de la région.

De 20.00 à 0.05 La SEPT

0.05 Série rose : La Conversion.

0.35 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : La vol Kal 007 ne répond plus.

14.55 Jeu : V.O.

15.20 Documentaire : Les Allumés... Concours d'écriture de Sa Majesté.

17.35 Documentaire : Chiens sauvages de l'Inde.

En clair jusqu'à 20.30

18.00 Décade pas Bunny.

19.05 Dessin animé : Les Simpson.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Top 50.

20.30 Téléfilm : Dans l'enfer de l'alcool.

22.05 Magazine : Mont Zénith à moi. Invités : Christophe Duchesne, Christophe Duchesne.

22.55 Flash d'informations.

23.00

Cinéma : Tequila Sunrise. ■ Film américain de Robert Towne (1986). Avec Mel Gibson, Michelle Pfeiffer, Kurt Russell.

0.50 Cinéma : Quelle heure est-il ? ■■ Film italien d'Ettore Scola (1989). Avec Marcello Mastroianni, Massimo Troisi, Anne Parillaud (v.o.).

LA 5

13.30 Série : V.

14.25 Série : La Loi de Los Angeles.

15.20 Série : Lou Grant.

16.10 Série : Frog Show.

16.20 Tiercé à Saint-Cloud.

16.45 Série : Happy Days.

17.15 Série : Le Retour de Mike Hammer.

18.05 Magazine : Intégral.

18.35 Divertissement : Rires parade.

19.05 Série : L'Enfer du devoir.

20.00 Journal et Météo.

20.40 Journal des courses.

20.50 Divertissement : Grain de folie.

22.35 Débat : A boulets rouges. Le féminisme : la guerre des sexes.

23.50 Le Journal de la nuit.

0.00 Intégral (rediff.).

M 6

13.30 Série : Cosby Show (rediff.).

14.00 Série : Supercopier.

14.45 Série : L'Armée.

15.35 Série : Les Espions.

16.30 Jeu : Hit hit hit journal.

16.40 Série : Vegas.

17.35 Série : L'Homme de fer.

18.30 Série : Les Têtes brûlées.

19.20 Magazine : Turbo.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Téléfilm : Toi, mon fils.

22.15 Météo des plages.

22.20

Téléfilm : L'Impensable Suspect.

0.00

Musique : Rapline.

2.00

Rediffusions.

LA SEPT

13.30 Téléfilm : Atlantic rendez-vous.

15.00 Documentaire : Avis de tempête.

16.45 Cinéma d'animation. Avis de tempête.

17.00 Magazine : De Gaulle ou l'Éternel Daffi (2). Drages atlantiques. Le Dessous des cartes.

20.05 Histoire parallèle (et à 22.30).

21.00 Téléfilm : Adieu mes jolis.

22.20 Soir 3.

22.35 Magazine : Cinéma da poche spécial Cannes.

0.00 Danse : Ballet-théâtre américain à San-Francisco.

1.45 Musique : Concerto pour piano espèce n° 2. Michael Levinas.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Adnan Maghit, galeriste, éditeur d'art.

20.45 Dramatiques. Eldorado 54. de Marc Trillard ; à 22.01, Nouvelles de Béatrice Beck ; Rencardement, L'ellaire Adam, Propose de quadruplés.

22.35 Musique : Opus. Les Doors.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra (donné le 16 mai, Salle Pleyel). Le vaisseau fantôme, opéra en trois actes, de Wagner.

23.05 Poussières d'étoiles. Alexander Zemlinski (2). Œuvres, de Zemlinski, Schoenberg, Dukas.

Dimanche 26 mai

TF 1	LA 5
13.20 Série : Hooker.	14.45 Série : La Famille des collines.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).	15.35 Série : L'homme qui valait 3 milliards.
15.05 Série : Colombo (rediff.).	16.25 Tiercé à Longchamp.
16.20 Divertissement : Vidéo gag.	16.50 Série : La Cinquième Dimension.
16.55 Disney Parade.	17.20 Série : Lou Grant.
18.15 Magazine : Téléfoot.	18.10 Série : L'Homme de fer.
18.55 Loto sportif.	19.00 Série : L'Enfer du devoir.
19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Édouard Balet.	19.50 Journal.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.	20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabachi.
20.45 Cinéma : Le Cri du hibou. ■ Film français de Claude Chabrol (1987). Avec Christophe Malavoy, Mathilda May, Jacques Farcy.	20.45 Journal des courses.
22.35 Magazine : Ciné dimanche.	20.50 Cinéma : Rocky. ■ Film américain de John G. Avildsen (1976). Avec Sylvester Stallone, Telly Savell, Burt Young.
22.40 Cinéma : Cinéma chrétien. ■ Film français de Richard Pottier (1950). Avec Martine Carol, Jacques Decqmine, Paul Bernard.	23.00 Magazine : Reportages. Les derniers de l'atome ; La folie de l'OM. Le dernier jour de... Gospel Gods.
1.05 Journal et Météo.	0.00 Magazine : Top chrono.
1.30 Concert : Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine.	0.50 Journal de la nuit.
A 2	M 6
13.25 Dimanche Martin (et à 14.55).	13.55 Série : Supercopier.
14.55 Série : Mac Gyver (rediff.).	14.45 Variétés : Ouvert le dimanche.
18.30 Téléfilm : Shanghai Lily.	16.20 Série : Vic Daniels, tite à Los Angeles.
17.30 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde. Le Centre du feu.	16.50 Série : Lanedo.
18.20 Magazine : Stade 2. Tennis : Boxe française ; Football : Rugby ; Images et résultats de la semaine ; Équitation ; Escrime ; Boules ; Pétanque ; Kendō.	17.40 Série : L'Homme de fer.
19.30 Série : Maguy.	18.30 Série : Les Routes du paradis.
20.00 Journal et Météo.	19.25 Magazine : Culture pub.
20.45 Série : Haute tension. Le Bois de justice.	19.54 Six minutes d'informations.
22.25 Magazine : L'œil en coulisses. Jean-Christophe Averty monte Feydau ; La Balcon de Jean Genet ; à l'Odéon-Théâtre de l'Europe ; Nécrotex pas Mesdames, de Sacha Guitry, au Théâtre de la Madeleine ; Paris, de Strindberg, à la Comédie-Française.	20.00 Série : Me sorcière bien-aimée.
23.30 Journal et Météo.	20.30 Magazine : Sport 8.
23.50 Courts métrages : Histoires courtes.	20.40 Téléfilm : Dans l'enfer d'Alcatraz (1 ^{re} partie).
0.25 Série : Le Saint (rediff.).	22.20 Météo des plages.
FR 3	22.25 Informations : M8 express.
13.30 Magazine : Musicales. Faust à Bercy.	22.30 Capital.
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. La fête du sport. Tennis féminin ; Équitation ; Athlétisme.	22.40 Cinéma : Célestine bonne à tout faire. ■ Film français de Clifford Brown (1974).
	0.10 Six minutes d'informations.
	0.15 Magazine : Sport 8.
	2.00 Rediffusions.

LA SEPT

15.00 Documentaire : Farvaur Comédie-Française.

15.55 Les Heures chaudes de Montparnasse.

17.00 Documentaire : Ceux de la fédération.

17.50 Documentaire : La Grande École des musiciens.

18.40 Court métrage.

19.00 Documentaire : Live. C'est vrai.

20.00 Documentaire : Palettes.

20.30 Cinéma : Zappa. ■■ Film danois de Bille August (1983).

22.10 Court métrage : Les Photos d'Alix.

22.30 Cinéma : L'Autre Nuit. ■■ Film français de Jean-Pierre Luminet (1988).

0.00 Courts métrages.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Le roman d'un requiem.

22.35 Musique : Le concert. Transcontinentales. Crédo créole, par l'Orchestra Djoa (Claude Sommier, piano, André Villager, saxophone, Marc Michel, basse, François Laizau, batterie, Xavier Daseandra, percussion). Contes traditionnels antillais, lus par Marianne Mathieu.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 janvier à l'Opéra-Comique). Chansons folkloriques des îles britanniques, œuvres de Byrd, Parsons, Barlow, Bridge, Fanny Elgar, Vaughan-Williams, chansons populaires.

23.05 Poussières d'étoiles. Musique du Portugal ; à 1.00, cycle acoustique : Notre besoin de consolation est impossible à rassasier, Rocasillas, de Dufour.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Effectuée avec la « pleine coopération » de Bagdad

La première inspection des sites nucléaires irakiens par l'AIEA a pris fin

VIENNE

de notre envoyée spéciale

Les trente-quatre experts de la première équipe de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui devaient, selon la résolution 687 de l'ONU du 3 avril 1991, inspecter les sites nucléaires de l'Irak, sont rentrés mercredi 22 mai à Vienne, au terme d'une mission de huit jours. Ils ont visité les installations nucléaires d'Al Tuwaitha qui héberge les réacteurs d'origines française et soviétique alimentés, et c'est ici qu'ils ont été reçus par le directeur de l'AIEA, un homme d'âge mûr, très enjoué.

Mais ils ont également inspecté un autre centre, situé à soixante-dix kilomètres de Bagdad, et sur la nature duquel aucune précision n'a été fournie par l'AIEA. Cette installation avait été désignée par la commission spéciale de l'ONU sur le désarmement de l'Irak.

Les experts ont ainsi commencé à vérifier sur place les informations données, en avril dernier, par l'Irak et ce qui coïncide notamment les quantités et l'état des lieux de ce qui se trouve les matières nucléaires existant sur le site de Al Tuwaitha. Ces matières, dont certaines pourraient être détournées à des fins militaires, ont été laissées sur place (même celles qui étaient accessibles) et mises sous scellés en attendant une prochaine vérification.

Selon une source de l'AIEA, « environ 30 % des matières fissiles seraient sous les drapeaux, ce qui nécessiterait, lors d'une nouvelle inspection, l'utilisation, entre autres, de caméras ». Pour cette première inspection, le gouvernement irakien a, selon l'AIEA, « coopéré pleinement et s'est plié à toutes les demandes de l'équipe de l'AIEA ». D'autres inspections vont suivre et « des opérations sont prévues pour éliminer du territoire irakien tous matériaux utilisables pour la fabrication d'armes nucléaires ».

FRANÇOISE NIETO

La Syrie « ne cherche pas pour le moment une union avec le Liban »

Au cours d'une escale à Paris, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh, a déclaré jeudi 23 mai, au sujet du traité syro-libanais, que le gouvernement de Damas « ne cherche pas pour le moment une union avec le Liban ».

« C'est la première fois que le gouvernement syrien reconnaît l'indépendance du Liban en tant qu'Etat », a souligné le ministre, tout en estimant qu'un regard de l'histoire, syrien et libanais, appartenait « à une même nation » et que le traité est « le symbole de cette relation historique ». Toutefois, M. Chareh a déclaré : « La Syrie croit en l'unité de tous les pays arabes, mais le Liban serait, si cette unité se faisait, le dernier pays à être uni ». — (AFP)

M. Jean-Pierre Soisson invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Jean-Pierre Soisson, nouveau ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 26 mai de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du gouvernement Rocard, fondateur du mouvement France une, regroupant les ministères de l'ouverture, répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Lebeuf du Monde, et de Dominique Pennequin et de Jeanine Perrinmond de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

LES FEMMES REAGISSENT... LES GRANDS "NON" DE LA MODE

NON, à cette petite robe noire toute simple à 4 900 F (Oh !).

NON, à ce chemisier de soie ravissant, mais l'étiquette indique 2 800 F (Ah !).

NON, à ce tailleur plissé sympa, mais la veste est à 5 400 F et la jupe à 1 800 F, alors NON.

NON et NON, à tous ces vêtements, qui dépassent 10 000 F (et aussi l'entendement), ces robes du soir à des prix ahurissants. NON et NON.

OUI, il est bien plus amusant de faire des folles de tissus, plein de tissus, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

La grève des conducteurs de la SNCF réduit le trafic ferroviaire à un train sur quatre

Le programme réduit mis en place par la direction de la SNCF en raison des mois d'ordre de grève lancés par la CGT, la CFTD et la FGAAC (conducteurs automobiles) a été exécuté dans ses grandes lignes vendredi 24 mai. Il était prévu, en moyenne et sur l'ensemble du réseau, un train sur quatre. Cette proportion a été respectée pour les trains rapides et express, ainsi que pour les TGV. Le service de la banlieue parisienne et les trains régionaux.

Les perturbations ont été plus fortes sur les réseaux de Paris-Nord et de Paris-Est, où un train sur cinq seulement circulait, la ligne B du RER étant interrom-

pue. Le trafic était, en revanche, ool sur les lignes régionales de Chabéry, Limoges, Marseille, Nantes, Reims, Rouen et Toulouse.

Il était impossible, le 24 mai en fin de matinée, de juger de la mobilisation des cheminots à partir des perturbations du trafic. En effet, il suffit de très peu de grévistes parmi les conducteurs de train pour paralyser la circulation ferroviaire. Le 14 mai, date de la précédente grève d'importance nationale, deux mille grévistes avaient réduit considérablement le trafic.

La production nationale a stagné au premier trimestre

La production nationale n'a pas du tout augmenté au cours du premier trimestre. Le PIB marchand (produit intérieur brut) a toutefois stagné pendant cette période, indiquent les comptes nationaux publiés vendredi 24 mai en fin de matinée par l'INSEE.

Ce mauvais résultat survient après un recul au quatrième trimestre (-0,2 % par rapport au troisième trimestre). Il confirme que l'économie française, dont l'activité s'est ralentie dès la fin de 1989, connaît depuis six mois une phase de totale stagnation. Celle-ci s'explique par la baisse des investissements (-0,2 % au premier trimestre, après déjà -1,4 %) et celle - sensible - des exportations (-2,4 %). La consommation des ménages continue d'augmenter, mais trop lentement (+0,8 % après +0,6 % au quatrième trimestre 1990) pour compenser le recul de l'investissement et de l'exportation.

En revanche, les importations augmentent : faiblement (+0,6 %) mais suffisamment pour détériorer nos comptes extérieurs. Cette manœuvre conjuguée à la baisse des exportations et à la stagnation des investissements conduit à un déficit trimestriel conséquent : -0,5 % après -2,6 %, repli qui touche tous les secteurs, - et notamment le matériel de transport et les biens intermédiaires.

EN BREF

COCOM : accord sur une liste restreinte des technologies contrôlées. Les principaux pays occidentaux et le Japon ont abouti à un accord sur une nouvelle liste restreinte de technologies, dont les exportations seront strictement contrôlées pour sauvegarder la sécurité de l'Occident, a annoncé vendredi 24 mai le négociateur américain, M. Allan Wendt. Les 17 pays membres du COCOM, Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations, sont parvenus à cet accord tard dans la soirée du jeudi 23 mai, après une réunion à Paris.

M. Marcel Landowski quitte ses fonctions au Châtelet. M. Jacques Chirac a annoncé, jeudi 23 mai, lors de la présentation de la saison 1991-1992 du Théâtre du Châtelet, le départ de M. Marcel Landowski de la présidence du conseil d'administration.

M. François de Panafieu, adjoint au maire, chargé de la culture, lui succède.

Le compositeur fut de 1966 à 1974 directeur de la musique au ministère de la culture et mit en place, à partir de 1977, le politique culturelle de la mairie de Paris. Il restera président d'honneur du Châtelet. M. Chirac a précisé que la mairie de Paris apportera son soutien financier (2 millions de francs en 1991, 3 millions en 1992 et 5 millions en 1993) à la nouvelle association laquée par Marcel Landowski. Musique nouvelle en liberté. Le but de cette association est de réintroduire dans tous les circuits de diffusion les compositions écrites par des Français, surtout depuis 1945.

CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75018 PARIS
Tél. 43.57.46.35 Métro: PARNES

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Achetez des bébés

C'EST quand même inattendu ! En 2025, dans ce pays, il y aura autant de plus de soixante-quinze ans que de quinze-vingt-quatre ans, le cite un rapport de l'INSEE. Un Français sur trois aura cessé de bosser depuis belle lurette. Faudra se mettre à je ne sais pas combien pour lui payer sa retraite, et c'est le moment qu'on choit pour nous interdire d'acheter des enfants à l'étranger. A Bucarest, en particulier, où le bébé est très avantageux. Entre 2 000 et 5 000 dollars à l'argus.

Enfin, je comprends pas, un petit Roumain, c'est pas comme une petite Japonaise. Notre industrie automobile, normal qu'on la protège. Mais faut bien se rendre à l'évidence, plus personne ici ne veut investir dans la fabrication de nouvelles générations. Travail ingrat, défilé, encore artisanal malgré les progrès de la technique, produits de luxe, dont le prix de revient ne cesse d'augmenter, aujourd'hui réservés à de rares privilégiés.

Alors qu'en Asie du Sud-Est, en Europe centrale et en Améri-

que du Sud, on les sort en masse. Et on inonde le marché de bébés de bonne qualité, au moins aussi honnête que celle des T-shirts et pas plus chère vu ce qu'a coûté la base, la main-d'œuvre. Pourquoi on nous empêcherait d'en profiter ? Ils se gênent, peut-être, dans le textile !

S'agit de savoir ! Ou on importe, ou on se reconvertis. Usines entièrement automatisées avec des fous en boscaux tournant dans une lumière et à une température données. Modèles en série, quatre ou cinq, pas plus, de l'intello au manuel, réalisez le Meilleur des mondes de Huxley, pour permettre à l'offre de répondre à la demande.

Ca exige des investissements, bien sûr, mais c'est drôlement rentable. Déjà, au départ, ça nous économiserait ces primes à la naissance, à la pénibilité et à l'assurance, les femmes enceintes. Sans les inciter pour autant à se lancer dans la reproduction. Et puis ça créerait des emplois. Au lieu de faire mètre ou foyer, elles feraient mètre à la chaîne. C'est quand même plus moderne.

Le prix Henri-Cartier-Bresson au photographe Josef Koudelka

Le deuxième prix Henri-Cartier-Bresson (HCB award) a été décerné le jeudi 23 mai à Josef Koudelka. D'un montant de 200 000 F, ce prix va permettre au photographe tchèque de réaliser un projet sur l'émergence des nationalités, la pollution et les bouleversements économiques dans les pays de l'Est.

Après le Britannique Chris Kilip, en 1990, ce prix consacre de nouveau un photographe de tout premier plan. Né en 1938 en Moravie, cet ancien ingénieur en

aéronautique est révélo en 1968 par ses images de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie à Prague, un reportage pour lequel il obtint le prix Robert Capa sans que son nom soit mentionné.

Josef Koudelka quitte son pays en 1970 et rejoint l'année suivante l'agence Magnum, où il est nommé de la photo à l'habillage de passer les années dans un sac de couchage, à même le sol. Ses images noir et blanc, très denses, sur les Gitans, l'Irlande et les fêtes religieuses, parcourent le monde, et sont exposées en 1975 au Musée d'art moderne de New York et au Palais de Tokyo à Paris en 1988. Il a reçu en 1987 le Grand Prix national de la photographie. Une exposition lui a été consacrée l'année dernière à Prague, sa ville, qui lui avait été interdite pendant plus de vingt ans.

MICHEL GUERRIN

Missel antisémite

Dans le missel que viennent de rédiger les bénédictins du Barroux (Vaucluse), avec l'imprimatur de Dom Gérard Calvet, Père abbé, et du cardinal Augustin Mayer, de la Curie romaine, il est demandé aux fidèles de « prier pour les juifs perdus, afin que Dieu enlève le voile qui couvre leur cœur, et qu'ils reconnaissent Jésus-Christ ». « Dieu, qui ne prive pas de votre miséricorde même les juifs perdus, ôtez l'orsion, exaucez la prière que nous vous adressons pour ce peuple aveugle. (...) Faites qu'ils soient attachés à leurs ténements... ».

L'« enseignement du mépris » que dénonçait autrefois l'historien Jules Isaac n'a donc pas tout à fait disparu de la liturgie catholique. La prière « pour les juifs perdus » (pro perditis judaeis) avait été supprimée des rituels de la messe après le concile Vatican II (1962-1965). Elle renaît grâce au zèle d'un célèbre communautaire intégriste qui, en 1988, avait rompu avec Mgr Lefebvre et s'était, depuis, réconcilié avec Rome. Un tel missel en dit long sur l'aveuglement, voire la complaisance, des milieux conservateurs de la Curie romaine dans l'entreprise de ralliement des groupes traditionnalistes. Familier du Barroux, le cardinal Mayer y avait lui-même ordonné en grande pompe, en 1989, le Père abbé de la communauté, malgré les mises en garde de l'évêque d'Avignon, qui avait préféré ne pas se déplacer.

H. T.

Le Monde
EDITIONS

L'ISLAM DANS LE MONDE

Dossier présenté et établi par Paul Balta

VENTES EN LIBRAIRIE

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Remettez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Remettez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-00

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Berger-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : le rôle en place de votre abonnement sera valable un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : _____

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

obligatoire

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Jamaïque, le reggae cache-misère

(1) « Collection romantique », n° 30, José Corti, éd., 319 p., 100 F.
(2) Le Parti national populaire (PNP, social-démocrate), au pouvoir depuis février 1939, et le Parti travailliste jamaïcain (JLP, conservateur).

THAI EUROPE - 23, AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES 75008 PARIS - TÉL : 44.20.70.15 - RÉSERVATIONS : TÉL : 44.20.70.80.
THAI CÔTE D'AZUR - 6, AV. DE SUÈDE, PARK HÔTEL 06012 NICE - TÉL : 95.16.27.77.

DEUX chimères vont être capotées cette année-là sur le terrain de chasse où maraudent les chefs d'entreprise à la recherche de symboles choqués et définitifs. Deux nouveaux pensionnaires rejoignent la ménagerie d'un bestiaire déjà très encombré, mais où l'on pouvait encore admettre quelques invités. L'un s'élance des États-Unis sous le crayon de Raymond Loewy, c'est le lévrier de la compagnie d'autocars Greyhound; l'autre pose ses épaules sur le terre battue d'un court de tennis fraîchement repassé, c'est le crocodile de la chemise Lacoste. 1933.

Tandis que le grand chien courant va emballer les voyages des fameux *scenic cruises*, et aider à faire découvrir l'Amérique aux Américains, l'autre créature commence à escalader les poitrails sportifs et met en place l'une des blagues commerciales les plus rigolotes du temps: le client-badger.

Il ne se souvient plus exactement, ni lui ni personne, pourquoi on l'avait surnommé le «crocodile», ce redoutable René Lacoste dont le jeu de fond de court en faisait l'un des hommes précieux de l'équipe nationale quand la France collectionnait les victoires en coupe Davis — six fois de suite de 1927 à 1932. Était-ce cette régularité, cette façon de surveiller sa proie et de la dévorer au moment voulu, ou bien une histoire racontée, par un journaliste américain, de valise en valise, repérée la veille d'un tournoi, et qu'il aurait demandé à son manager de lui offrir en cas de victoire? Simple détail, mais il était devenu le «crocodile» chez les «Mousquetaires», et on le respectait comme tel.

Avant 1930, on jouait au tennis affublé de la «blanche»: pantalon et chemise de ville, immaculée

avant les gadjins, gracieuse et «classée», mais qui laissait le corps du sportif sportifiant sous un suaire glacé à l'issue de la rencontre. Pneumonies aidant, il n'y aurait bientôt plus de champions capables d'abriter cinq sets d'affilée, ni de vainqueurs en suffisante condition physique pour soulever le trophée. Lacoste se met en mêlée avec un fabricant de tissu à mailles — Gillier — et fait admettre aux instances internationales qu'on pouvait désormais taper dans la balle le biceps à l'air, le geste chauffé par du coton, l'esprit dégaï du carcan de l'apparence. Pour protéger cette chemise des temps modernes — tunique véritablement prémanitoire — il y plaque un crocodile, cela lui revenait de droit, et laisse l'engouement se développer.

TRÈS longtemps, la Lacoste va rester l'apanage d'un cercle d'amateurs radieux, tous frappés du socle de la même caste, la convenable, celle qui sait ironiser avec les choses de la vie et trouver piquants ces symboles sans importance, mais qui fléchissent si bien le démarquage social. Le crocodile, comme le poisson des premiers chrétiens, servait de mot de passe, et peu importait que l'on en assurât la promotion, l'essentiel était de se reconnaître, de se distinguer — le snobisme s'appareille souvent à une violente contrariété d'esprit, où, voulant se démarquer de l'autre, on ne parvient à un mouvement d'ensemble, à une école,



qu'en se mettant à plusieurs pour prouver son originalité.

Pendant que ces jeux subtils se déroulaient, les verrous, eux, sautaient les uns après les autres. Le tiers état avait bientôt le droit, et puis le devoir, de dépenser son énergie et son temps libre dans des exercices sportifs qu'il lui aurait été auparavant mal venu de pratiquer. Il lui faudrait une tenue, un équipement: il était en rayon. Mission-

naire, débordante d'améité, la Lacoste reste cependant attentive à qui entre dans ses manches. Elle a rabattu beaucoup de sa morgue et s'est fait une raison de s'être plus portée que par du beau linge, mais reste sourcilieuse vis-à-vis de sa clientèle, même si quelquefois elle en perd un peu le contrôle.

L'acheteur d'origine — ou ses descendants — celui pour lequel elle a été créée, demeure son favori. Avec

lui, elle sait que le crocodile aura encore longtemps sa ration d'herbe de green, de levées de bridge et de montées au filet. Vient ensuite le sportif, le pur, celui qui souffle et souffre avec la bestiole sur le cœur, mais à qui il ne viendrait pas l'idée de lui demander de descendre. Arrivée d'une race nouvelle de Lacostien: le désinvolte. C'est le plus dangereux pour la marque. Une sorte d'auditeur libre, de bénévole, non dépositaire de la mission impartie à chaque gardien du reptile brodé: montrer, sublimer et faire vendre. Par son attitude, il gomme et fait trépasser l'animal. L'écussonnage ne le concerne pas, ou plutôt il le prend pour une provocation sur laquelle il trouverait ennuyeux de s'attarder. C'est l'ennemi dans la place, encore minoritaire mais qui devrait finir par commettre des dégâts.

Tout ce petit monde rassemblé ne faisant pas un succès commercial, il fallait une clientèle un peu marginale pour donner du tonus au chiffre d'affaires. Alors, voilà que plonge de toutes parts une grosse population tenue trop longtemps en lisière des marigots où se tapissaient la bête fantasque. Enfin lui appartenir, être mangé tout vif, croqué cru. Suaves délices crocodilesques. Le monstre ferme les yeux sur les écarts et le déballé de ses troupes fraîches. Devenu populaire, la Lacoste restera chic... Elle est moins d'accord avec l'attitude de ces semeurs d'embrouilles qui la

narguent en faisant savoir que le fin du fin c'est de porter du faux Lacoste, du fabriqué très clandestin, de la méchante et immédiatement repérable contrefaçon. Ça c'est condamnable, lui qui a déjà tellement de soucis avec les sauteurs. Condamnable également le club de honteux qui s'arrachent les yeux le soir très tard, loin des regards réprobateurs, à essayer de retirer l'animal accroché ferme à son paletot. Oh on va, là...

PEU de vêtements peuvent se flatter d'avoir réussi une telle transhumance et de rallier autant de suffrages. Comme l'aspirine, le moteur à quatre temps et l'eau de mélisse, cette chemise est en passe de devenir universelle. Un bienfait pour tous ceux qui sautent, qui montent, qui courent, qui poussent, qui tapent. A porter à la ville comme à la campagne, à cheval, à vélo, à rien, par temps sec ou froid, au bureau, pas au bureau, en altitude, sous terre. Universel, le crocodile.

Sans être pessimiste, il faut s'attendre à le voir beaucoup se multiplier dans les années qui viennent. La façon qu'ont certains présentateurs de télévision de s'en embaïsonner jusqu'aux yeux certains soirs de comptes rendus de Roland-Garros en dit long sur son pouvoir et fait mieux comprendre pourquoi il est représenté la queue ouverte. Champion et chef de file de la grille à l'air libre, il nous prévient que nous sommes entrés dans une époque où l'on n'a déjà plus complètement le droit de sortir sans être accompagné par son sponsor, ou de s'en aller de par les routes, comme si de rien n'était, sans un marquage à la boutonnière.

Jean-Pierre Quélin

RÉSIDENCES DE LOISIR



(Publicité)

UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'IMMOBILIER A NICE

CAP FABRON: le succès!

Actuellement se signe la vente des derniers appartements de la première tranche de Cap Fabron. Une réalisation que les professionnels de l'immobilier et tous ceux qui s'y sont intéressés s'accordent à considérer comme l'une des plus belles et des plus réussies de Nice.

Une première phase qui a connu un rythme et un délai de commercialisation record! Un véritable succès, largement justifié par les qualités incontestables de cette résidence. Et tout particulièrement son exceptionnelle situation dans l'un des secteurs les plus recherchés de Nice, à Fabron.

Un emplacement permettant d'allier le prestige de l'environnement aux aspects pratiques

d'un quartier comportant tous les commerces et services et de la proximité du centre ville, grâce notamment à la nouvelle voie d'accès direct au boulevard Napoléon III, en cours de construction.

Un succès qui s'explique aussi par la conception générale de cette réalisation, signée PROGEREAL, un créateur immobilier d'expérience dans la région Provence-Côte d'Azur: esthétisme de l'architecture, disposition et orientation des immeubles, équipement et aménagement des parties communes (piscines, espaces verts, etc.), variété et confort des appartements, privilégiant l'espace et les vastes terrasses, raffinement des prestations...

C'est donc sur cette réussite que s'ouvre maintenant, avec quelques mois d'avance sur les prévisions, la mise en vente de la dernière phase de Cap Fabron.

Un véritable cap sur la ville et la mer.

De très beaux appartements-terrasses, à partir de 2 pièces jusqu'à de vastes surfaces, ce qui est exceptionnel et très recherché à Nice. Par exemple un 4 pièces de 182 m² avec 61 m² de terrasse. Toujours avec les mêmes agréments du site, les mêmes qualités de prestations, mais sur la partie la plus privilégiée du terrain, celle située sur un promontoire, véritable cap sur la ville et la mer.

Pouvoir vivre dans l'un des plus beaux domaines de Nice, dominer toute la Baie des Anges, tout en bénéficiant d'un excellent rapport qualité/prix. (par exemple un 2 pièces de 50 m² avec terrasse à partir de 863 000 F au un 3 pièces de 76,90 m² avec terrasse de 17 m² pour 1 240 000 F) voilà qui ne peut laisser indifférents les plus exigeants parmi ceux à la recherche aujourd'hui d'une résidence de grande qualité et d'un excellent investissement.

Cap Fabron. Certinement la valeur sûre de l'immobilier niçois de prestige en ce moment. A visiter.

Information sur place par le 94, boulevard Napoléon III, Nice, téléphone 93 71 84 83.

IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions :
45-55-91-82, p. 4324.

VILLAGES de VACANCES
JUILLET - AOÛT

CÔTE D'AZUR

ARRIÈRE-PAYS NIÇOIS
"AU DOMAINE DE L'OLIVIER" GILETTE

"LES MESSUGUES" A SAINT-RAPHAËL

LES ALPES

"AUX ESSERTETS"
A PRAZ-SUR-ARLY-MEGÈVE

Situation exceptionnelle, tarifs très étudiés, pension complète, animation tous les jours

U.L.V.F.

16 77-56-66-09
B.P. 75 - 42703 FIRMANY

صحنه من الراحل

SANS • VISA

Le Monde • Samedi 25 mai 1991 27

VOYAGE

Jamaïque, le reggae cache-misère

Suite de la page 25

En attendant, c'est une fois de plus la ganja qui les fait partir en voyage, le seul qu'ils aient jamais entrepris. Les rasta, ces superbes illuminés de la cause noire, fidèles de l'empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié et ennemis de « Babyloone » (le pouvoir, la police, le « système »), ne sont plus, depuis longtemps, les dépositaires exclusifs du reggae à la Jamaïque. Ils co-demeurent néanmoins d'ardents promoteurs.

D'un endroit à l'autre, Kingston vibre donc pour cette musique. Fuir vers la mer ? Peine perdue. Là-bas, à l'extrémité d'une langue de terre qui ceinture les eaux bouillonnantes du port de Kingston, la cité de Port-Royal est une voie sans issue. La musique, toujours elle, rythme l'existence des habitants pris au piège. Avant d'être en partie détruite par un tremblement de terre en 1692, cette excoisance caillouteuse s'élevait toutes les cannelles de la piraterie internationale. Les filles y étaient faciles et le rhum bon marché. La prude Albion tolérante ce lieu, qualifié de « pire endroit de la chrétienté ». Elle pardonnait tout, tant que les boucaniers maintenaient les navires français à distance. En échange, ils pouvaient dévorer les galions espagnols, retour du Nouveau Monde, les soutes gavées d'or et de pierres.

Les chances de salut sont à peine plus élevées au nord de la capitale. Sur les collines qui surplombent Kingston et partent à l'assaut des Montagnes bleues — ainsi nommées pour leur tendance à bleuir sous la brume — les faubourgs résidentiels de Beverly Hills affleurent leur dédaigne pour le Kingston des *rude boys* (mauvais garçons) chahutés par Marley. Pourtant, ils ont fini, eux aussi, par entrer dans la danse, à pas feutrés. Certes, à bien écouter, le frôlement des jets d'eau l'empêche sur celui des dreadlocks en ces terres de jardinage à l'anglaise et de haute bourgeoisie. Le reggae reste l'affaire du peuple. Si l'on ris- que ici une oreille, c'est avec pré- caution. Mais il se trouve toujours un livreur ou un chauffeur de taxi pour faire hurler son autoradio jus- que dans ce dédale d'artères gou- dronnées comme il faut.

Noa, vraiment, si le reggae avait dû mourir avec Bob Marley, la Jamaïque se serait éteinte elle aussi. Or elle est bien vivante, cette île de reliefs et de verdure. Bien sûr, loin de Kingston, le long des côtes septentrionales, hôtels de luxe et parcours de golf s'alignent en rangs serrés. Certes, la monnaie n'est autre qu'une version locale du dollar, on boit du thé avec le baco et les écoliers arborant des uniformes, comme à Eilat ou à Cambridge.

Mais l'ancienne colonie britanni- que ne manque jamais une occa- sion d'afficher son authenticité, d'évoquer ses héros : Samuel Sharpe, l'esclave qui mena la révolte des siens en 1831 ; Paul Bogle, un autre rebelle noir qui sévit, trente-quatre ans plus tard, à Morant-Bay (400 personnes furent pendues ou fusillées par les autori- tés de l'époque) ; Marcus Garvey, le militant noir qui montra la voie du rastaïsme au début du siècle ; et, bien sûr, le dernier en date, Bob Marley. Sa propriété de King- ston a été transformée en musée.

De telles figures confortent l'île dans la haute idée qu'elle a d'elle- même. Car la belle n'est guère com- mode. Elle a même un fichu caractère. A force de parler patois, de rester éveres en politesses et de se faire en armées, ses fils les plus farouches ont fini par obliger le gouvernement à placer des affiches telles que « Aidez le pays, respectez les touristes » ou encore « Le tourisme est notre business, protégez-le ».

Ils sont donc bien protégés, ces Nord-Américains et ces Britanni- ques qui sont venus à plus d'un million deux cent trente mille au cours de la seule année 1990. Sur près de 300 kilomètres, entre Port Antonio, à l'est, et Negril, à l'ouest, une demi-douzaine de stations bal- néaires leur assurent soleil et sécu- rité. Pour peu qu'ils payent en dol- lars — ceux de Wall Street —, on les gratifiera même de musiciens, le soir, à l'heure du cocktail. A écou- ter ce reggae sur commande on comprendra vite que la vraie Jamaïque a dû s'égarer en route, quelque part entre les bidonvilles

de Kingston et les palais de Mon- tego-Bay, la capitale touristique du Nord.

Oui, assurément, la « plus belle île » de Christophe Colomb est tout autre. C'est d'abord une mon- tagne superbe et farouche. Ses routes cahoteuses, qui serpentent dans le forêt tropicale, rougissent parfois sous la poussière de bauxite, principale source de reve- nus du pays. Mais c'est aussi une fille de mer. Dans les villages de pêcheurs de la côte sud-est, le long de la « route du Sud » que les colons négligeaient et que les tou- ristes fréquentent rarement, les maisons de planches se maigri- sent de bleu ou de jaune mais résistent mal à l'assaut con- joint des embruns et de la solitude. Elles mécontent le vain combat de l'éléphant contre les vestes de laine de l'arrière-pays, les dômes de Louisiane et leurs rideaux de den- telle blanche.

A travers ces deux Jamaïque-là, dont les noms fleurissent parfois l'Es- pagnole (Savanna-la-Mer, Santa Cruz, Rio-Buena) mais plus sou- vent l'Anglais (Leeds, Cam- bridge, Newcastle), le reggae est toujours le meilleur guide. De vil- lage en village, il mène jusqu'à Nio-Miles, le bameau ouest de Bob Marley, dans le creux de l'île. De son mausolée, accroché à flanc de colline, s'échappent ce perma- nence ses mélodies les plus célè- bres. Plus haut, dans la montagne de Cockpit County, le reggae est encore omniprésent au village d'Accompong, patrie des Maroons, les esclaves qui se révoltèrent au dix-huitième siècle contre les Anglais avant d'obtenir leur droit à la liberté. Là aussi, le reggae est de toutes les fêtes, de toutes les veillées.



Un soir, près de Negril, sorte de Katmandou des Caraïbes, où l'on vient du monde entier fumer de la ganja sur le sable tiède, un jeune rasta nous avait invité à venir chez lui, dans l'arrière-pays, afin de « comprendre la Jamaïque ». Tony, alias Jah Brown, avait même ajouté un euphorique « yeah, mon », le « ouais, mec » qui ponc- tue ici toutes les phrases.

Il avait l'herbe trop sale pour ne pas être bon bougre. Ses dread- locks de rebelle et son bagou de camelot inspiraient confiance. Il avait connu le Kingston des pau- vres et n'appartenait guère le Negril des riches, paradis trop superficiel, racketté par ceux qu'il appelait les « rastas de plage », vendeurs de drogue ou de T-shirts. Aux excès des deux capitales, celle de la misère et celle des délices enfumées, il préférait son îlot de verdure, blotti entre deux collines, dans le village de Sheffield.

Il avait baptisé sa maison *Jungle*. Elle cachait sa modeste façade et son toit de tôles entre palmiers et cocotiers, dans un luxuriant

bouquet de bambous et d'orchi- dées. Le cyclone Gilbert lui-même, qui avait pourtant ravagé une bonne partie de l'île en septembre 1988 (23 morts), n'avait pas eu raison du lieu. Jah Brown, persuadé qu'il vaut toujours mieux être pau- vre à la campagne qu'à la ville, y menait la plus douce des exis- tences. Cuisinier de talent, il pré- parait des plats végétariens à base de riz, de poisson séché et d'épices. « La nature m'offre l'eau, les fruits, et même l'herbe. Que demander de plus ? » Du reggae, sans doute.

Ce soir-là, de l'autre côté de la colline, le cœur de la Jamaïque bat- tait justement à tout rompre. Entre quatre façades de bambou, sur la pelouse déprimée d'une « salle des fêtes » de plein air, des haut- parleurs s'entassaient par groupes d'une demi-douzaine sur une bau- teur de 4 mètres. Cette nuit serait celle du reggae ou ne serait pas. De tous les villages affluaient des cen- taines de jeunes. Certains avaient parcouru plusieurs kilomètres à pied ou à bicyclette, à travers cette campagne qui paraît condamnée à

empêcher la canne à sucre. La musique était perceptible de loin. Les *sound-systems*, sortes de discothèques ambulantes, sont à la Jamaïque ce que les bals musette sont aux campagnes françaises : un lieu de rendez-vous, de danse et de flirt. Le reggae y est servi à haute dose, surtout lorsque plusieurs disc-jockeys sont en présence. Ils s'affrontent alors, micro en main, cherchant toujours à diffuser les disques les plus rares pour s'assu- rer les faveurs d'un public exi- geant. Le Jamaïcain, s'il se mon- tre souvent dédaigneux à l'égard de l'étranger, semble obsédé par le besoin d'épater son voisin. D'avoir la plus grosse moto, la plus jolie femme ou le meilleur reggae. Pays de l'esbroufe sincère et du bluff convaincu, des conversations enflammées et des discussions sans fin.

Nés dans les années 60, les *sound-systems* n'ont cessé de se multiplier. Les disc-jockeys ont fini par utiliser la face B du disque (version musicale ou *dub*) pour improviser des discours sur la vie

quotidienne et donner naissance à un nouveau style de reggae. Le rap, qui sévit actuellement dans le monde entier, n'a pas été chercher ailleurs son inspiration. Comme les rappers, des Jamaïcains se font chroniqueurs du petit peuple. Ils ont pour noms Tony Rebel, Tiger ou bien encore Ninja Man et racontent tout, sans censure ni pudeur. L'essentiel n'est pas de le prendre au mot. Ils sont roublards, vantards et donneurs de leçons. Ecouter leurs litanies sur les vio- lences des *gunmen*, les dangers des drogues dures ou la misère du ghetto permet néanmoins de pren- dre la juste température du pays.

A Sheffield, ce soir-là, la Jamaïque se livrait à l'état brut. La foule riait, dansait, chantait, enivré par l'herbe internationale que célé- bra le groupe Culture. La renom- mée de cette marijuana, introduite sur l'île vers 1845 par des travail- leurs indiens, a franchi depuis longtemps les faubourgs de King- ston. Elle constitue même une source de revenus essentielle pour l'île. La culture dans son jardin, entre fraises et tomates, est illégale mais o'a rien d'exceptionnel. De nombreuses pistes privées permet- tent d'ailleurs à de petits avions venus des États-Unis de prendre livraison de la « marchandise ». Et il est de notoriété publique que bien des propriétés de Kingston ou de Montego-Bay appartiennent à des paysans reconvertis dans ce genre de culture.

Le reggae fit danser Sheffield jusqu'à l'aube. Dans les villages alentour, comme chaque soir, les jeunes résistent longtemps éveillés autour d'électrophones puissants. Des heures passées à fumer de la ganja, à s'envoyer des lendemains riches et glorieux, là-bas, à King- ston. Une nouvelle nuit pour se convaincre que regarder passer la vie ou se décider à rien. Mieux vaut l'écouter.

de notre envoyé spécial
Philippe Broussard

Guide

• **LIVRES.** — Les ouvrages an- français sur la Jamaïque sont rares. Quelques pages lui sont consacrées dans certains guides des îles de la région. Un petit guide de voyage Berlitz en dresse un portrait plutôt complet. Pour préparer un voyage, mieux vaut s'adresser à l'Office du tourisme jamaïcain, à Londres (Jamaica Tourist Board, 111, Gloucester Place, London W1H 3PH, Royaume-Uni, tél. : 19-44-71-224-05-05) qui envoie gratuitement une importante documentation.

• **VOYAGE.** — En dehors des voyages organisés et des compagnies de charter, le plus sûr moyen pour relier l'île est encore de partir de Londres (aéroport de Gatwick) par la British Airways. La compagnie britannique assure deux vols hebdomadaires vers Kingston et deux autres vers Montego-Bay (réservations au 47-78-14-14).

• **SÉJOUR.** — L'infrastructure hôtelière de l'île est de bonne qualité. Sur la côte septentrio- nale, les villages de vacances et les hôtels se succèdent le long de plages généralement très propres, les plus belles étant celles de Negril. Les tarifs sont assez élevés, car établis en fonction de la clien- tèle nord-américaine. Il faut compter un minimum de 400 francs par nuit et par per- sonne, petit déjeuner non com- pris. A Montego-Bay, on pren- dra garde de ne pas choisir un hôtel trop proche de l'aéroport. Les avions s'y succèdent au rythme de rames de métro.

Tous les hôtels disposent de restaurants, mais l'originalité n'est pas toujours garantie. Mieux vaut fréquenter les petits établissements pour goûter la spécialité nationale, le *jerk pork* (porc fumé servi avec une sauce acidulée), ou des fruits tels que les mangues ou les papeyes. Le vin blanc local se laisse boire, de même que la bière Red Stripe, servie glacée. Les cocktails à base de rhum ou de Tia Maria (liqueur au goût de café) sont souvent savoureux.

Si Kingston ne présente qu'un intérêt très limité, l'inté- rieur des terres, en revanche,

mérite le détour, en voiture ou moto pour peu que l'on ait le goût du risque (les petites routes sont en mauvais état) et de la conduite à gauche. Loin des côtes, les hôtels sont rares mais la population des villages est souvent plus accueillante que celle des villes.

• **MUSIQUE.** — Pour ce qui est du reggae, des orchestres pour touristes officient dans la plupart des hôtels mais, pour aller à la découverte de la vraie Jamaïque du reggae, mieux vaut essayer d'essayer — accompagné par des Jamaïcains, surtout à Kingston — à des *sound-systems*, sortes de discothèques ambulantes. Quant aux magasins de dis- ques, ils sont légion dans les quartiers populaires. Il faut compter 15 francs pour un 45-tour, 30 francs pour un album. Les disques les plus intéressants sont ceux qui ont été enregistrés par des artistes locaux. Dans tous les magasins, il est de coutume d'écouter le dis- que avant l'achat. A Kingston, la plupart des magasins sont situés dans le centre-ville (Half- Way Tree, North Parade). Les artistes les plus populaires sont Frankie Paul, Gregory Isaacs, Sanchez, Tiger, Ninie Men et Berrington Levy. Les multiples productions de Bob Marley sont encore disponi- bles.

• **A PARIS.** — Même si la capi- tale européenne du reggae reste Londres, Paris n'est pas inactif. Les disques des meilleurs artistes sont, pour le plu- part, édités en France par Blue Moon Production (Gregory Isaacs, Culture, Burning Spear...) et bien distribués dans tout le pays. Un magasin du même nom, Blue Moon (7, rue Pierre-Serrezin, Paris 6) regorge de disques en proven- nance de la Jamaïque, d'An- gleterre ou des États-Unis et centralise toutes les informa- tions (émissions de radio, concert). Des disc-jockeys français comme Super John ou Tonton David produisent un reggae de bonne qualité. Des *sound-systems* parisiens tels que King Dragon disposent d'impressionnantes collections de disques introuvables hors de la Jamaïque. •

Grande première mondiale :

PARIS-MEXICO SANS ESCALE !



A partir du 1^{er} juin prochain, Aeromexico propose 2 vols sans escale de Paris à Mexico et retour. Les 6 vols hebdomadaires de la Compagnie proposent aussi toutes les possibilités de desserte en vols « sans escale » et en vol directs, au départ de Paris : Madrid, Miami, Cancun et Mexico. Au retour, le vol sans escale Cancun-Paris ne manquera pas de séduire tous ceux qui veulent achever leurs vacances au Yucatan.

PARIS-MEXICO
Départ de Paris : Jeudi et samedi à 19 h
Arrivée à Mexico les mêmes jours à 23 h locale
MEXICO-PARIS
Départ de Mexico le dimanche à 18 h 30 locale
Arrivée à Paris le lundi à 13 h 50
CANCUN-PARIS
Départ de Cancun samedi à 15 h locale
Arrivée à Paris le dimanche à 8 h 40
* Aéroport de Paris Orly Sud

aeromexico

12, rue Auber 75009 Paris - Réservation : Tél. (1) 47.42.40.50
Information : n° vert (161) 05.42.30.91 ou consultez votre agent de voyage

DUPRETH 111 03 88 42 30 LE MONDE Mai 91

ISIR

IMMOBILIER
DE TOURISME

VILLAGES & VACANCES
JUILLET - AOÛT

COTE D'AZUR

LES ALPES

ULYSSE

ESCALES EN EUROPE

Iles
hellènes

Si les Grecs ont inventé les Jeux olympiques et la démocratie, la Grèce, pays de la mer, a inventé les îles. Un archipel d'îles, de ports, de villages, de tavernes, de résidences, de villages perchés, de maisons blanches à la chaux, d'églises, de moulins à vent, de petits ânes gris, d'oliviers, et tout autour le bleu de la mer et du ciel bleu. Les voyageurs s'y bécotaient en s'efforçant toutefois d'y dénicher la perle inédite. Comme Jumbo (agence de voyages) qui propose deux nouvelles îles dans les Cyclades, Folégandros (avec une superbe forteresse médiévale) et Sikinos (encore ignorée des voyageurs), à combiner avec les dix-huit autres îles qu'il programme. Exemple : trois îles (avec Santorin) en quinze jours, de 4 900 F à 6 000 F avec l'avion, le bateau, l'hôtel et les petits déjeuners. Ou comme Air Sud (tél. : 43-37-85-90 et agences) qui offre trente îles à la carte, dont Folégandros et Amorgos (l'île du Grand Bleu), avec logement chez l'habitant à Paros (à partir de 890 F la semaine) et location (à partir de 1 260 F la semaine) de maisons troglodytiques à Santorin ; ainsi qu'une brochure spéciale contenant plus de deux cent cinquante maisons et appartements à louer. Mentionnons enfin les brochures d'Allsun Holidays (dans les agences Forum Voyages), qui propose de nombreux combinés inter-îles et des prestations de qualité, d'Uniclam (séjours à Mykonos et à Paros) et de Jet Tours qui mise sur deux îles situées sur le continent, avec des forfaits de huit jours, de 3 800 à 6 300 F en pension complète, de Paris.

Autriche
francophile

Voilà six ans que l'association Autriche-Pro France (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 42-66-19-63) s'est donné pour objectif d'éliminer, pour les visiteurs en provenance de l'Hexagone, la barrière de la langue. Le principe est simple : dans les cent quarante-huit hôtels francophiles qui, répartis dans toute l'Autriche, arborent aujourd'hui l'enseigne de l'association (un petit coq bleu, blanc, rouge), l'accueil, les réservations et l'information se font en français. Le guide, qui, pour l'été 91 et l'hiver 91/92, les recense minutieusement, vient de sortir. Il bénéficie de plusieurs améliorations, notamment d'une meilleure présentation des établissements spécialisés dans l'accueil des enfants ou la remise en forme et des prix pratiqués en fonction des saisons. Sans oublier une sélection de fêtes et de manifestations culturelles. Pour tous renseignements, on peut s'adresser au siège de l'association, les réservations pouvant être faites directement à l'hôtel de son choix (par téléphone ou par écrit) ou, depuis le 15 mai, auprès d'une nouvelle centrale de réservation, Autriche Plus/De Voyage, installée à la même adresse (tél. : 42-66-13-09) et qui peut également effectuer des réservations pour les



« Suite grecque », de Constantine Manos/Magnum

spectacles (opéra, théâtre, etc.) à l'affiche à Vienne. Outre le nouveau guide de l'association, Autriche-Pro France diffuse gratuitement une brochure sur le golf ainsi qu'un catalogue sur les vacances à la ferme au Tyrol. Signalons enfin les multiples formules proposées par la brochure « Vacances autrichiennes » de Jet Tours (dans les agences de voyages, les agences Air France et au 49-24-94-11), notamment un circuit de dix jours (de 6 370 F à 6 750 F en demi-pension) permettant de découvrir en vélo la vallée du Danube.

Un cottage
autre-Manche

Ils s'appellent Bretagne, Duchesse-Anne, Reine-Mathilde, Quiberon, Trégastel et l'Armorique. Ils sillonnent l'Atlantique, avec une nette préférence pour les îles britanniques. Leur royaume, c'est la Manche. Modeste bras de mer, certes, mais dont Brittany Ferries, compagnie maritime française, a confié la traversée à des navires d'un confort exceptionnel. On embarque, au choix, à Roscoff, Cherbourg, Saint-Malo ou Coten, pour accéder, via Cork, Plymouth, Poole ou Portsmouth, à l'Irlande, la Cornouaille, le Devon ou la Riviera anglaise. Au volant de votre voiture, libre à vous de pousser plus loin la découverte en mettant le cap sur les Cotswolds, le pays de Galles, la région des lacs, voire l'Ecosse. Autant de régions que Brittany Ferries, également voyageur, propose de parcourir au fil de quatre circuits-hôtels ou, mieux encore, en privilégiant deux formules d'hébergement idéales pour goûter réellement l'art de vivre britannique. D'une part les Bed & Breakfast, cette institution anglaise. D'autre part, le cottage, quintessence du « sweet home », avec ses indispensables

compléments, la campagne, le village et le pub. C'est la nouveauté 1991 avec, dans la brochure, un encart spécial présentant une sélection de cent vingt-cinq cottages situés en Angleterre, au pays de Galles et en Ecosse, et choisis pour leur charme, leur caractère et leur confort. Comptez entre 1 500 et 2 500 F par personne (sur la base de 2 personnes), entre 900 et 1 500 F (base 4 personnes) pour une semaine, prix comprenant les traversées maritimes A/R de la voiture et des passagers, le chauffage, l'eau et l'électricité, l'assistance Elvia (maladie, accident, panne) et la garantie annulation. Renseignements dans les agences de voyages, par Minitel 3615 Ferryplus et par téléphone au 98-29-28-28 (Roscoff), 31-96-80-80 (Caen) et 42-86-03-03 (Paris). Envoi de la brochure sur demande au 98-29-28-30.

Anniversaire
suisse

A l'occasion du 700^e anniversaire de la Confédération helvétique, les fêtes du lac de Lugano revêtiront cette année une ampleur particulière. Après la mise en bouche du mois de mai, juin accueillera les premiers plats de résistance avec, notamment, une rencontre internationale de voitures d'époque, le 1^{er} juin, et la Fête fédérale de la musique, qui verra, les 22 et 23 puis 29 et 30 juin, plus de quatre cents ensembles musicaux noyer la ville sous un déluge de notes. Bonne préparation au célèbre Festival Jazz Lugano, consacré au jazz moderne et rendez-vous des plus grands noms de la scène internationale, avec du 3 au 5 juillet, trois soirées de concerts gratuits en plein air. En attendant

Sélection établie par
Patrick Francès
et Danielle Tramard

le Lugano Blues to Bop Festival, qui, du 30 août au 1^{er} septembre, célébrera, lui, le jazz traditionnel. Entre-temps, les sept cents ans de la Suisse auront connu leur apogée le 1^{er} août avec le grand feu d'artifice célébrant la Fête nationale helvétique. Quelques jours plus tard, se tiendra la sixième rencontre européenne des fifres et tambours américains et, du 16 au 18 août, Swiss Folk 91 réunira sur les places de la ville des groupes de musique populaire en provenance des quatre régions linguistiques du pays. Des forfaits hebdomadaires proposeront tout l'été un « Lugano sur mesure ». Dépliant disponible à l'Office du tourisme suisse, 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris (Minitel : 3615 Suisse). A signaler, à cette occasion, la sortie d'un nouveau Guide bleu de la Suisse (Hachette, 239 F), ouvrage précieux pour ceux qui souhaitent en savoir un peu plus sur un pays finalement assez mal connu du public. Une introduction substantielle dresse un tableau complet de la Suisse de 1991 mais permet surtout de comprendre comment s'est formée une confédération regroupant des populations que tout (langues, religions), à l'origine, séparait.

L'Allemagne
à l'affiche

Si Paris valait bien une messe, l'Allemagne, réunifiée, vaut certainement un voyage, voire plusieurs. La scène s'étend désormais des rives du Daube aux plages de la Baltique et des jardins de Munich aux terrasses de Berlin, et la compagnie aérienne nationale Lufthansa (Service Tourisme, 21-23, rue Royale, 75008 Paris, tél. : 42-65-19-19) diffuse pour la première fois une brochure entièrement consacrée aux vacances outre-Rhin. Une démarche fondée sur ses propres vols au départ de Paris, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nice et Toulouse (avec des forfaits avion + auto dans onze villes allemandes), et à laquelle sont associés plusieurs voyageurs spécialistes de cette destination : Austro Paul, le Tourisme français, la Compagnie générale de croisières et KD. Trois formules de vacances sont proposées. D'abord des week-ends individuels ou en petits groupes, à Hambourg et dans les villes hanséatiques voisines, à Munich (avec sa Pinacothèque et ses tavernes), à Berlin (et Potsdam), ville également à la « une » du numéro de mars du Bulletin de l'Office allemand du tourisme. Ensuite, des croisières, de deux jours à sept nuits, au fil du Rhin, de la Moselle, du Danube et de l'Elbe pour découvrir, outre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Enfin, des voyages à thème sur les pas de Mozart (de Munich à Salzbourg), de Louis II de Bavière (dans les Alpes bavaroises) et à bord du Venise Simplon-Orient-Express. Renseignements dans les agences Lufthansa et les agences de voyages.

Oxford
façon
Oxford

Au-delà des traditions et de la patine du temps, il y a la morale. Et la morale de l'Histoire. Oxford sait que moins les choses bontent, plus elles ont de raisons de servir de credo. Quels ont été les grands changements admis par l'illustre université médiévale au cours des cinquante dernières années ? Entretien avec Françoise du Sorbier, professeur de littérature anglaise à l'université Paris-VIII, qui vient de diriger aux éditions Autrement un ouvrage consacré à l'illustre endroit.

« A quel moment Oxford
entre-t-elle dans le siècle ? »

— Dans les années vingt. Depuis le Moyen Âge, elle était restée à la fois une ville marchée et une ville universitaire. Un premier ébranlement est causé par la guerre de 14, mais le bouleversement essentiel, qui amène la création d'une troisième Oxford, est causé par l'ouverture de l'usine d'automobiles MG (Morris Garages). Jusque-là, même lorsque l'on construisait de nouveaux collèges dans le style néogothique, il y avait une harmonie, Oxford restait « la cité des clochers et des tours ». A partir du moment où la « motopolis », comme l'appellent ses destructeurs, se développe, le faubourg de Cowley, où sont produites les Morris, devient une verrue si énorme que l'on est allé jusqu'à désigner Oxford comme « le Quartier latin de Cowley ».

— Et aujourd'hui ?
— L'automobile est maintenant aux mains des Japonais, et les vieux Oxfordiens ont le sentiment d'avoir été floués. Ils ont vu leur ville, hors zone universitaire, défigurée par l'industrie, on a créé des parkings dans des sites protégés. Ils

ont l'impression d'avoir vendu leur âme pour trente ans de bénéfices. Ils voient Oxford ressembler à n'importe quelle cité britannique, avec les mêmes chaînes de boutiques et de poissonniers sur la place. Les habitants de la vieille ville craignent que les fumées des voitures n'abîment la pierre, et ils n'avaient pas tort. Par bonheur c'est une cité, où, comme au Mont-Saint-Michel, des tailleurs de pierre travaillent ou perennement depuis le Moyen Âge. Dès qu'une pierre est en mauvais état, ils la changent, ils réparent au fur et à mesure les sculptures ou les gargouilles abîmées et n'attendent pas que les choses soient complètement dégradées pour les restaurer. C'est à ce prix qu'Oxford peut rester dans un état si éblouissant et donner l'impression d'une ville-musée, mais d'une ville-musée qui vit.

— Y a-t-il eu beaucoup de
constructions depuis la der-
nière guerre ?

— Les collèges modernes comme St. Anthony se trouvent essentiellement dans l'ancien secteur des collèges de filles. Leur architecture de pierre blonde et de verre est banale, carrée, afin de se fondre le plus possible dans le paysage. Seuls les champignons d'acier des sciences paraissent relativement agressifs dans le décor.

— Peut-on parler de
constante monastique ?

— Cette constante existe. L'université a été fondée par des clercs venus notamment de la Sorbonne et développée par des hommes d'Eglise. Mais à côté des hommes d'Eglise ou de science sont arrivés des jeunes gens de bonne famille venus faire leurs humanités, comme les jeunes filles riches d'aujourd'hui peuvent prendre pension en Suisse. En fait, les aristocrates n'avaient aucun besoin de faire des études, ils étaient là pour acquiescer un vernis de culture. Il y a donc eu deux traditions imbriquées, celle des gens qui étudiaient, perpétuant une tradition de recherche, et celle des fils de l'aristocratie, qui venaient là un peu comme dans un club et n'étudiaient que marginalement, car il n'y avait pas la tradition du diplôme. On avait fréquenté Oxford, point à la ligne. Les diplômés étaient importants pour ceux qui restaient à l'intérieur du système et devenaient professeurs ou chercheurs.

**LE BRÉSIL
A PRIX CHARTER**

AVEC

EL CONDOR

4990 F Fortaleza le vol A/R
5350 F Rio de Janeiro le vol A/R
Chaque semaine à partir du 2 juillet
Vol Spécial AIRBUS A310-300
MULHOUSE - PARIS - FORTALEZA - RIO

EL CONDOR : 28, rue Delambre
75014 Paris Tél. : 43 20 90 46
Et toutes agences de voyages.

**AVEC VOTRE VOITURE
EN NORVÈGE**

FJORDS, L'ÉTOILE, CAP NORD, SOLEIL DE MINUIT...

Les routes
directes
au départ
de l'Allemagne
ou du Danemark
à bord de superbes
CAR-FERRIES
luxueux
et confortables.

Color Line

Demandez la brochure COLOR LINE à votre Agent de Voyages ou à
l'Agent Général : SCANDITOURS, 36, rue Tronchet, 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65

Irlande
Scoutez-vous du droit chemin
de Green en Green
de Cottages en Châteaux
au Rythme de l'Homme Tranquille

• Séjours ou Circuits Golf
• Bateaux sur le Shannon
• Locations de Roulottes
• Chasse et Pêche
• Tourisme en Liberté
l'Irlande a tout à vous offrir
Choisissez le spécialiste
des voyages Galties

Voyages Galtia
12, rue Aubert, 75008 Paris
Tél. (1) 42.66.48.71 / (1) 42.66.07.24

**English in
England**
adolescents
et adultes
prospects
sur demande

cours spéciaux
pour dirigeants et
cadres d'entreprise

House of English
14, rue J.-J. Rousseau
30390 Aramon
Tél. (66) 570966

ECOLE DE LANGUE AGREE
séjours linguistiques

**RADIO
Le Monde TÉLÉVISION**

سكنى من الاجل

صباحنا من الامم

SANS VISA
PARCOURS

Oxford façon Oxford



» Du dix-septième au dix-neuvième siècle, les affaires de mœurs ont été nombreuses, car les jeunes gens qui venaient faire leurs humanités ne passaient pas toujours beaucoup de temps à leurs chères études. John Cleland, l'auteur du fameux *Fanny Hill*, a écrit un deuxième roman, dans la même veine, situé à Oxford : *Memoirs of an Oxford Scholar*. Son héros s'y livre à des choses qui n'ont rien à voir avec la philologie ou les mathématiques. Cela est resté vrai aussi bien à Oxford qu'à Cambridge.

— Comment ce double fonctionnement s'inscrivait-il dans l'espace de l'université et de la cité ?

— Ville et collèges sont entremêlés géographiquement et séparés dans leur vie. Thomas Hardy avait bien perçu la dualité du lieu : dans *Jude l'obscur*, il appelle Christminster la partie ville et marché. On décourageait vivement et fermement le mélange entre les gens des collèges et ceux de la ville. Il y a une double autarcie. Les gens de la ville n'ont

pas le même accent que ceux de l'université, et ce Angleterre, l'appartenance à une communauté se reconnaît à l'accent. Même une oreille française un peu exercée reconnaît rapidement la différence entre les deux. Le débit, le rythme, la déformation des voyelles, le rire sont différents. Différents aussi de ceux de Cambridge.

» Les pubs qui parsèment à la fois la ville et les collèges (qui sont propriétaires de certains) étaient des lieux de rencontre, mais des lieux de rencontre interdits, que les

étudiants n'avaient pas le droit de fréquenter. A 21 heures, ils devaient avoir réintégré l'*alma mater*. Ils y ont le vivre et le couvert. A l'inverse des universités françaises, ce sont des foyers luxueux, avec des domestiques qui font les lits, transmettent les messages, s'occupent du linge. On y dort dans des pensionnaires d'une façon dont les étudiants français n'ont aucune idée. Ce sont de véritables hôtels. Il y a la Bodleian, une fabuleuse bibliothèque, aussi belle que riche, plus les bibliothèques de collèges. Chaque établissement a ses *common rooms*, des salons aux fauteuils profonds, avec journaux et café, qui n'ont rien à voir avec nos pauvres cafétérias.

» La grande cloche de Christchurch sonne toujours, mais les règles ne sont plus aussi strictes. Les étudiants sortent le soir, même s'ils n'ont théoriquement pas le droit de décoller. Et puis les collèges sont mixtes maintenant, et même les bastions du conservatisme monastique comme All Souls sont accessibles aux femmes. Et les collèges de femmes ouverts aux hommes. Attention, tout cela est très récent : le mouvement date des années 70 et même 80, si bien que quand un étudiant dit qu'il est à Saint-Hildas ou Sainte-Anne (d'anciens collèges de filles), le vieux fond machiste se crispe ou ironise.

— Comment s'est passée l'entrée des femmes à l'université ?

— Elle s'est faite sans bruit. Dans un premier temps, on a ouvert des foyers de jeunes filles et négocié

avec les autorités de l'université pour qu'elles puissent assister à certains cours avec leurs chaperons. Il était hors de question que les femmes aient des diplômes. Elles avaient le droit de se cultiver, celui de dire qu'elles fréquentaient l'université d'Oxford, mais l'accès au diplôme ne s'est fait que vers 1920. Pour aller prendre le thé dans un collège de garçons, il fallait payer un chaperon, donc, plus la famille était riche, plus la jeune fille pouvait être libre. Celle qui n'avait pas de quoi se payer un chaperon menait une vie pratiquement conventuelle. Ce vieux fond de ségrégation des sexes n'est pas si désuet : lorsque j'ai fait ma thèse à Oxford, je n'ai trouvé asile que dans des couvents de femmes.

» La possibilité d'obtenir des diplômes s'est ouverte à la suite d'un subterfuge, lorsqu'une jeune femme particulièrement brillante est arrivée première après avoir postulé à plusieurs collèges. Elle n'avait donné que ses initiales (A. C. Rogers) aux examinateurs, et peut-être s'était-elle même déguisée en homme. Cela a fait un peu bouger l'édifice, puis l'intervention d'un vice-chancelier a conduit l'université à voter vers 1920 le droit d'accès des femmes au diplôme. L'évolution a été très lente. Il y a vingt ans encore, dans les pubs, il y avait des salles où les femmes ne devaient pas aller. On ne vous servait pas, vous étiez transparente. Théoriquement tout est ouvert aux femmes aujourd'hui,

mais si vous vous installez seule au King's Arms, on vous ignorera. Parlez alors de ségrégation et tout le monde lèvera les bras au ciel : « Mais pas du tout ! ».

— Comment s'est fait l'accueil des réfugiés d'Europe centrale dans les années 30 ?

— Cela aussi s'est fait à bas bruit. Tel professeur qui connaissait un éminent collègue allemand ou israélien l'invitait personnellement. Rien n'a été concerté. Il y a une curiosité intellectuelle immense dans cette ville fermée. C'est une chose de lire des livres, de réfléchir sur la pensée de tel ou tel et une autre de les avoir là en chair et en os. Or ces réfugiés étaient des témoins, et ce qu'ils racontaient de la montée du nazisme plaçait le sang des Anglais les plus antisémites. Ils ont amené à la fin des années 30 une prise de conscience de ce qui se passait en Europe. Sur le continent, il y avait des écoles de pensée et des manières d'enseigner différentes — c'était vrai de la Russie comme de l'Allemagne. Alors, dans les domaines de la philosophie, des idées et des sciences, il y a eu une fertilisation d'Oxford par l'apport des réfugiés russes et allemands. De nombreux émigrés sont venus travailler à l'Oxford University Press, qui est une énorme maison d'édition, d'autres ont simplement rebondi à Oxford avant d'aller aux Etats-Unis.

Lire la suite page 32

Valais

Sur la Pointe...

...des pieds, respectueusement à la découverte de la nature
...d'une cime à la recherche d'air pur et de panorama époustouffant.
A la pointe
...du progrès qui va à grands pas vers l'animation
...du couteau qui effleure le fromage à raclette
...de la fourchette qui trempe le pain dans la fondue.

Le Valais de la gastronomie.
L'essayer, c'est l'adopter!

LES 4 VALLEES
10. Nendaz (041 27 88 14 44)
11. Verbier (041 26 31 62 22)
12. Veysonnaz (041 27 27 10 53)

LES PORTES DU SOLEIL
13. Champéry-Planchaux (041 25 70 11 41)
14. Morgins (041 25 77 23 61)
15. Val d'Iliez-Les Crosets-Champoussin (041 25 77 20 77)
16. Torgon (041 25 81 29 42-81 31 31)

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ
Moi, je ne partage pas mes vacances avec tout le monde!

Pour la FINLANDE
suivez les cygnes...

Le Monde
PUBLICITE TOURISME GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

Des prix à vous faire partir !
Prix à partir de + taxes
1990
MONTRÉAL
Tel. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ
Moi, je ne partage pas mes vacances avec tout le monde!

Chypre c'est mon île à part, bon des sentiers battus : 340 jours de soleil par an. Des centaines de kilomètres de plages de sable fin, 9000 ans d'histoire et de trésors archéologiques où fresques, icônes et mosaïques rivalisent de beauté. A part... mais pleine de charme, avec en bord de mer, de très nombreux hôtels de grand luxe à la qualité d'accueil légendaire. CHYPRE : mon paradis à 4 heures de Paris avec les Airbus de Cyprus Airways. Tel. (0) 45 01 93 38. Réservation chez votre agent de voyage.

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE
15, RUE DE LA PAIX, 75001 PARIS
TEL. (0) 45 01 93 38
TELEX 301 407
MONTREIL, 93010 CHYPRE

Nom _____
Adresse _____

Pour la FINLANDE
suivez les cygnes...

"Le pays FINLANDE". La ville blanche du nord se dessine à l'horizon autour du Port sud d'Helsinki et son grand marché coloré.

Par la joyeuse ambiance marine de sa capitale, ses rues, ses monuments, ses boutiques la Finlande dévoile une de ses facettes au touriste arrivant par la mer. Le pays du temps de vivre, ses lacs par milliers et sa nature généreuse, vous attendent.

Et au Nord, la LAPONIE, un univers préservé : loin des bruits, vous entendrez que l'eau, le vent, les chants d'oiseaux. Les paysages se succèdent avec harmonie : collines et bois clairs où filent les rayons de soleil, lacs où les cygnes chanteurs semblent annoncer quelque heureuse prophétie, cours d'eau fouguesux et transparents.

L'air du Nord y est tiède et le temps ne compte pas sous ce soleil de minuit, omniprésent tout l'été.

Et la Laponie vous donne envie de vous refaire un corps neuf : marche, canot sur le lac d'Inari, pêche, randonnées en 4x4, bateau, mountain bike... autant de moments qui resteront inoubliables!

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Aubert, 75009 PARIS
TEL. : (0) 42 66 40 13
MONTREIL 93015 Finlande

Quel que soit votre choix : votre voiture, train, voyage organisé, vous savez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____

Finlande
naturellement votre

Bridge

n° 1436

UN RAISONNEMENT
SUBTIL

Quand on ne voit pas les mains adverses, on risque de chuter le chelem à Cœur, alors qu'un raisonnement subtil peut permettre d'arriver au but. La donne a été publiée par l'expert suédois Wohlin dans le *Bulletin mensuel des journalistes*.

♠ V5	♥ 75	♦ RD7542	♣ RV10
♠ D9732	♥ DV10	♦ V1086	♣ 8
♠ N	♥ E	♦ S	♣ 1086
♠ 4	♥ 98643	♦ 4	♣ 98643
♠ 4	♥ 4	♦ 4	♣ 4

Ann. : E. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
2	Passé	3	Passé
3	Passé	4	Passé
6	Passé	Passé	Passé

Quest a entamé la Dame de Cœur pour le Roi de Sud qui a tiré l'As de Cœur. Mais Est n'a pas fourni et il a fait un appel à Pique. Comment l'expert suédois Wohlin propose-t-il de gagner le PETIT CHELEM À CŒUR contre toute défense ?

RÉPONSE

Puisqu'il y a un atout à perdre, il est nécessaire que Sud défasse ses deux Piques sur les Carreaux maîtres et les Trèfles, mais par quelle couleur commencer ?

Le raisonnement est le suivant : il est indispensable que Ouest ait au moins trois Carreaux et, par conséquent, il faut commencer par tirer l'As de Carreau et Roi Dame de Carreau pour défasser l'As de Pique. Deux cas sont alors à envisager :

1. Ouest a trois Carreaux et Est deux (ce qui n'est pas le cas), il faut l'arrêter de jouer Carreau et jouer trois fois Trèfle.

2. Ouest a quatre Carreaux (Est n'ayant plus fourni au deuxième tour), Sud coupe le quatrième Carreau, remonte au mort en jouant une fois Trèfle et défasse son second Pique sur un Carreau affranchi.

On voit que, si le déclarant croit pouvoir jouer deux fois Trèfle avant d'avoir affranchi le cinquième Carreau, Ouest

coupera et jouera Pique pour la chute...

LUTTE
CONTRE UN PLACEMENT

Savoir « sortir de sa maïo » est un problème qui se pose aux joueurs de flanc et qui est parfois difficile à résoudre comme dans cette donne fameuse où le contrat a chuté grâce à une coopération méthodique de la défense. La donne a été jouée dans la Coupe Reisinger, le Championnat d'Amérique d'hiver.

♠ D1063	♥ A743	♦ 07	♣ 875
♠ 4	♥ 98752	♦ 94	♣ 10882
♠ 0	♥ 4	♦ 0	♣ 10982
♠ 4	♥ 4	♦ 4	♣ 4

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1	Passé	1	Passé
1	Passé	2	Passé
4	Passé	Passé	Passé

Quest (Kaplan) ayant entamé la Dame de Cœur pour le 3 du mort, quelle carte Kay, en Est, a-t-il fournie et comment a-t-il envisagé la chute de QUATRE PIQUES ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

Le « contre » de la surenchère de « 1 SA » est automatique dès que l'on a au moins 8 points. Quot à la surenchère de « 1 SA » avec un seul arrêt à Pique, elle n'est pas dangereuse avec une solide couleur de repil.

L'ÉQUIPE DE FRANCE DAMES

Après 336 donnes les trois paires arrivées en tête des épreuves de sélection formeront l'équipe féminine qui représentera la France au prochain Championnat d'Europe de Killarney, en Irlande, du 15 au 29 juin.

Voici ces six joueuses : Véronique Bessis et Sylvie Willard, Danièle Allouche Gaviard et Elisabeth Hugon, Bénédicte Cronier et Catherine Guillaumin.

Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

n° 667

Les anacroisés sont des mots croisés dont les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent indiquent le nombre de lettres de mots à trouver.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

Les lettres de mots à trouver sont indiquées par des chiffres.

HORIZONTEMENT

1. ADEEFMT. - 2. ADEGNOR. - 3. AEFMTU. - 4. AEFMTU. - 5. AEFMTU. - 6. AEFMTU. - 7. AEFMTU. - 8. AEFMTU. - 9. AEFMTU. - 10. AEFMTU. - 11. AEFMTU. - 12. AEFMTU. - 13. AEFMTU. - 14. AEFMTU. - 15. AEFMTU. - 16. AEFMTU. - 17. AEFMTU. - 18. AEFMTU. - 19. AEFMTU. - 20. AEFMTU. - 21. AEFMTU. - 22. AEFMTU. - 23. AEFMTU. - 24. AEFMTU. - 25. AEFMTU. - 26. AEFMTU. - 27. AEFMTU. - 28. AEFMTU. - 29. AEFMTU. - 30. AEFMTU. - 31. AEFMTU. - 32. AEFMTU. - 33. AEFMTU. - 34. AEFMTU. - 35. AEFMTU. - 36. AEFMTU. - 37. AEFMTU. - 38. AEFMTU. - 39. AEFMTU. - 40. AEFMTU. - 41. AEFMTU. - 42. AEFMTU. - 43. AEFMTU. - 44. AEFMTU. - 45. AEFMTU. - 46. AEFMTU. - 47. AEFMTU. - 48. AEFMTU. - 49. AEFMTU. - 50. AEFMTU. - 51. AEFMTU. - 52. AEFMTU. - 53. AEFMTU. - 54. AEFMTU. - 55. AEFMTU. - 56. AEFMTU. - 57. AEFMTU. - 58. AEFMTU. - 59. AEFMTU. - 60. AEFMTU. - 61. AEFMTU. - 62. AEFMTU. - 63. AEFMTU. - 64. AEFMTU. - 65. AEFMTU. - 66. AEFMTU. - 67. AEFMTU. - 68. AEFMTU. - 69. AEFMTU. - 70. AEFMTU. - 71. AEFMTU. - 72. AEFMTU. - 73. AEFMTU. - 74. AEFMTU. - 75. AEFMTU. - 76. AEFMTU. - 77. AEFMTU. - 78. AEFMTU. - 79. AEFMTU. - 80. AEFMTU. - 81. AEFMTU. - 82. AEFMTU. - 83. AEFMTU. - 84. AEFMTU. - 85. AEFMTU. - 86. AEFMTU. - 87. AEFMTU. - 88. AEFMTU. - 89. AEFMTU. - 90. AEFMTU. - 91. AEFMTU. - 92. AEFMTU. - 93. AEFMTU. - 94. AEFMTU. - 95. AEFMTU. - 96. AEFMTU. - 97. AEFMTU. - 98. AEFMTU. - 99. AEFMTU. - 100. AEFMTU. - 101. AEFMTU. - 102. AEFMTU. - 103. AEFMTU. - 104. AEFMTU. - 105. AEFMTU. - 106. AEFMTU. - 107. AEFMTU. - 108. AEFMTU. - 109. AEFMTU. - 110. AEFMTU. - 111. AEFMTU. - 112. AEFMTU. - 113. AEFMTU. - 114. AEFMTU. - 115. AEFMTU. - 116. AEFMTU. - 117. AEFMTU. - 118. AEFMTU. - 119. AEFMTU. - 120. AEFMTU. - 121. AEFMTU. - 122. AEFMTU. - 123. AEFMTU. - 124. AEFMTU. - 125. AEFMTU. - 126. AEFMTU. - 127. AEFMTU. - 128. AEFMTU. - 129. AEFMTU. - 130. AEFMTU. - 131. AEFMTU. - 132. AEFMTU. - 133. AEFMTU. - 134. AEFMTU. - 135. AEFMTU. - 136. AEFMTU. - 137. AEFMTU. - 138. AEFMTU. - 139. AEFMTU. - 140. AEFMTU. - 141. AEFMTU. - 142. AEFMTU. - 143. AEFMTU. - 144. AEFMTU. - 145. AEFMTU. - 146. AEFMTU. - 147. AEFMTU. - 148. AEFMTU. - 149. AEFMTU. - 150. AEFMTU. - 151. AEFMTU. - 152. AEFMTU. - 153. AEFMTU. - 154. AEFMTU. - 155. AEFMTU. - 156. AEFMTU. - 157. AEFMTU. - 158. AEFMTU. - 159. AEFMTU. - 160. AEFMTU. - 161. AEFMTU. - 162. AEFMTU. - 163. AEFMTU. - 164. AEFMTU. - 165. AEFMTU. - 166. AEFMTU. - 167. AEFMTU. - 168. AEFMTU. - 169. AEFMTU. - 170. AEFMTU. - 171. AEFMTU. - 172. AEFMTU. - 173. AEFMTU. - 174. AEFMTU. - 175. AEFMTU. - 176. AEFMTU. - 177. AEFMTU. - 178. AEFMTU. - 179. AEFMTU. - 180. AEFMTU. - 181. AEFMTU. - 182. AEFMTU. - 183. AEFMTU. - 184. AEFMTU. - 185. AEFMTU. - 186. AEFMTU. - 187. AEFMTU. - 188. AEFMTU. - 189. AEFMTU. - 190. AEFMTU. - 191. AEFMTU. - 192. AEFMTU. - 193. AEFMTU. - 194. AEFMTU. - 195. AEFMTU. - 196. AEFMTU. - 197. AEFMTU. - 198. AEFMTU. - 199. AEFMTU. - 200. AEFMTU. - 201. AEFMTU. - 202. AEFMTU. - 203. AEFMTU. - 204. AEFMTU. - 205. AEFMTU. - 206. AEFMTU. - 207. AEFMTU. - 208. AEFMTU. - 209. AEFMTU. - 210. AEFMTU. - 211. AEFMTU. - 212. AEFMTU. - 213. AEFMTU. - 214. AEFMTU. - 215. AEFMTU. - 216. AEFMTU. - 217. AEFMTU. - 218. AEFMTU. - 219. AEFMTU. - 220. AEFMTU. - 221. AEFMTU. - 222. AEFMTU. - 223. AEFMTU. - 224. AEFMTU. - 225. AEFMTU. - 226. AEFMTU. - 227. AEFMTU. - 228. AEFMTU. - 229. AEFMTU. - 230. AEFMTU. - 231. AEFMTU. - 232. AEFMTU. - 233. AEFMTU. - 234. AEFMTU. - 235. AEFMTU. - 236. AEFMTU. - 237. AEFMTU. - 238. AEFMTU. - 239. AEFMTU. - 240. AEFMTU. - 241. AEFMTU. - 242. AEFMTU. - 243. AEFMTU. - 244. AEFMTU. - 245. AEFMTU. - 246. AEFMTU. - 247. AEFMTU. - 248. AEFMTU. - 249. AEFMTU. - 250. AEFMTU. - 251. AEFMTU. - 252. AEFMTU. - 253. AEFMTU. - 254. AEFMTU. - 255. AEFMTU. - 256. AEFMTU. - 257. AEFMTU. - 258. AEFMTU. - 259. AEFMTU. - 260. AEFMTU. - 261. AEFMTU. - 262. AEFMTU. - 263. AEFMTU. - 264. AEFMTU. - 265. AEFMTU. - 266. AEFMTU. - 267. AEFMTU. - 268. AEFMTU. - 269. AEFMTU. - 270. AEFMTU. - 271. AEFMTU. - 272. AEFMTU. - 273. AEFMTU. - 274. AEFMTU. - 275. AEFMTU. - 276. AEFMTU. - 277. AEFMTU. - 278. AEFMTU. - 279. AEFMTU. - 280. AEFMTU. - 281. AEFMTU. - 282. AEFMTU. - 283. AEFMTU. - 284. AEFMTU. - 285. AEFMTU. - 286. AEFMTU. - 287. AEFMTU. - 288. AEFMTU. - 289. AEFMTU. - 290. AEFMTU. - 291. AEFMTU. - 292. AEFMTU. - 293. AEFMTU. - 294. AEFMTU. - 295. AEFMTU. - 296. AEFMTU. - 297. AEFMTU. - 298. AEFMTU. - 299. AEFMTU. - 300. AEFMTU. - 301. AEFMTU. - 302. AEFMTU. - 303. AEFMTU. - 304. AEFMTU. - 305. AEFMTU. - 306. AEFMTU. - 307. AEFMTU. - 308. AEFMTU. - 309. AEFMTU. - 310. AEFMTU. - 311. AEFMTU. - 312. AEFMTU. - 313. AEFMTU. - 314. AEFMTU. - 315. AEFMTU. - 316. AEFMTU. - 317. AEFMTU. - 318. AEFMTU. - 319. AEFMTU. - 320. AEFMTU. - 321. AEFMTU. - 322. AEFMTU. - 323. AEFMTU. - 324. AEFMTU. - 325. AEFMTU. - 326. AEFMTU. - 327. AEFMTU. - 328. AEFMTU. - 329. AEFMTU. - 330. AEFMTU. - 331. AEFMTU. - 332. AEFMTU. - 333. AEFMTU. - 334. AEFMTU. - 335. AEFMTU. - 336. AEFMTU. - 337. AEFMTU. - 338. AEFMTU. - 339. AEFMTU. - 340. AEFMTU. - 341. AEFMTU. - 342. AEFMTU. - 343. AEFMTU. - 344. AEFMTU. - 345. AEFMTU. - 346. AEFMTU. - 347. AEFMTU. - 348. AEFMTU. - 349. AEFMTU. - 350. AEFMTU. - 351. AEFMTU. - 352. AEFMTU. - 353. AEFMTU. - 354. AEFMTU. - 355. AEFMTU. - 356. AEFMTU. - 357. AEFMTU. - 358. AEFMTU. - 359. AEFMTU. - 360. AEFMTU. - 361. AEFMTU. - 362. AEFMTU. - 363. AEFMTU. - 364. AEFMTU. - 365. AEFMTU. - 366. AEFMTU. - 367. AEFMTU. - 368. AEFMTU. - 369. AEFMTU. - 370. AEFMTU. - 371. AEFMTU. - 372. AEFMTU. - 373. AEFMTU. - 374. AEFMTU. - 375. AEFMTU. - 376. AEFMTU. - 377. AEFMTU. - 378. AEFMTU. - 379. AEFMTU. - 380. AEFMTU. - 381. AEFMTU. - 382. AEFMTU. - 383. AEFMTU. - 384. AEFMTU. - 385. AEFMTU. - 386. AEFMTU. - 387. AEFMTU. - 388. AEFMTU. - 389. AEFMTU. - 390. AEFMTU. - 391. AEFMTU. - 392. AEFMTU. - 393. AEFMTU. - 394. AEFMTU. - 395. AEFMTU. - 396. AEFMTU. - 397. AEFMTU. - 398. AEFMTU. - 399. AEFMTU. - 400. AEFMTU. - 401. AEFMTU. - 402. AEFMTU. - 403. AEFMTU. - 404. AEFMTU. - 405. AEFMTU. - 406. AEFMTU. - 407. AEFMTU. - 408. AEFMTU. - 409. AEFMTU. - 410. AEFMTU. - 411. AEFMTU. - 412. AEFMTU. - 413. AEFMTU. - 414. AEFMTU. - 415. AEFMTU. - 416. AEFMTU. - 417. AEFMTU. - 418. AEFMTU. - 419. AEFMTU. - 420. AEFMTU. - 421. AEFMTU. - 422. AEFMTU. - 423. AEFMTU. - 424. AEFMTU. - 425. AEFMTU. - 426. AEFMTU. - 427. AEFMTU. - 428. AEFMTU. - 429. AEFMTU. - 430. AEFMTU. - 431. AEFMTU. - 432. AEFMTU. - 433. AEFMTU. - 434. AEFMTU. - 435. AEFMTU. - 436. AEFMTU. - 437. AEFMTU. - 438. AEFMTU. - 439. AEFMTU. - 440. AEFMTU. - 441. AEFMTU. - 442. AEFMTU. - 443. AEFMTU. - 444. AEFMTU. - 445. AEFMTU. - 446. AEFMTU. - 447. AEFMTU. - 448. AEFMTU. - 449. AEFMTU. - 450. AEFMTU. - 451. AEFMTU. - 452. AEFMTU. - 453. AEFMTU. - 454. AEFMTU. - 455. AEFMTU. - 456. AEFMTU. - 457. AEFMTU. - 458. AEFMTU. - 459. AEFMTU. - 460. AEFMTU. - 461. AEFMTU. - 462. AEFMTU. - 463. AEFMTU. - 464. AEFMTU. - 465. AEFMTU. - 466. AEFMTU. - 467. AEFMTU. - 468. AEFMTU. - 469. AEFMTU. - 470. AEFMTU. - 471. AEFMTU. - 472. AEFMTU. - 473. AEFMTU. - 474. AEFMTU. - 475. AEFMTU. - 476. AEFMTU. - 477. AEFMTU. - 478. AEFMTU. - 479. AEFMTU. - 480. AEFMTU. - 481. AEFMTU. - 482. AEFMTU. - 483. AEFMTU. - 484. AEFMTU. - 485. AEFMTU. - 486. AEFMTU. - 487. AEFMTU. - 488. AEFMTU. - 489. AEFMTU. - 490. AEFMTU. - 491. AEFMTU. - 492. AEFMTU. - 493. AEFMTU. - 494. AEFMTU. - 495. AEFMTU. - 496. AEFMTU. - 497. AEFMTU. - 498. AEFMTU. - 499. AEFMTU. - 500. AEFMTU. - 501. AEFMTU. - 502. AEFMTU. - 503. AEFMTU. - 504. AEFMTU. - 505. AEFMTU. - 506. AEFMTU. - 507. AEFMTU. - 508. AEFMTU. - 509. AEFMTU. - 510. AEFMTU. - 511. AEFMTU. - 512. AEFMTU. - 513. AEFMTU. - 514. AEFMTU. - 515. AEFMTU. - 516. AEFMTU. - 517. AEFMTU. - 518. AEFMTU. - 519. AEFMTU. - 520. AEFMTU. - 521. AEFMTU. - 522. AEFMTU. - 523. AEFMTU. - 524. AEFMTU. - 525. AEFMTU. - 526. AEFMTU. - 527. AEFMTU. - 528. AEFMTU. - 529. AEFMTU. - 530. AEFMTU. - 531. AEFMTU. - 532. AEFMTU. - 533. AEFMTU. - 534. AEFMTU. - 535. AEFMTU. - 536. AEFMTU. - 537. AEFMTU. - 538. AEFMTU. - 539. AEFMTU. - 540. AEFMTU. - 541. AEFMTU. - 542. AEFMTU. - 543. AEFMTU. - 544. AEFMTU. - 545. AEFMTU. - 546. AEFMTU. - 547. AEFMTU. - 548. AEFMTU. - 549. AEFMTU. - 550. AEFMTU. - 551. AEFMTU. - 552. AEFMTU. - 553. AEFMTU. - 554. AEFMTU. - 555. AEFMTU. - 556. AEFMTU. - 557. AEFMTU. - 558. AEFMTU. - 559. AEFMTU. - 560. AEFMTU. - 561. AEFMTU. - 562. AEFMTU. - 563. AEFMTU. - 564. AEFMTU. - 565. AEFMTU. - 566. AEFMTU. - 567. AEFMTU. - 568. AEFMTU. - 569. AEFMTU. - 570. AEFMTU. - 571. AEFMTU. - 572. AEFMTU. - 573. AEFMTU. - 574. AEFMTU. - 575. AEFMTU. - 576. AEFMTU. - 577. AEFMTU. - 578. AEFMTU. - 579. AEFMTU. - 580. AEFMTU. - 581. AEFMTU. - 582. AEFMTU. - 583. AEFMTU. - 584. AEFMTU. - 585. AEFMTU. - 586. AEFMTU. - 587. AEFMTU. - 588. AEFMTU. - 589. AEFMTU. - 590. AEFMTU. - 591. AEFMTU. - 592. AEFMTU. - 593. AEFMTU. - 594. AEFMTU. - 595. AEFMTU. - 596. AEFMTU. - 597. AEFMTU. - 598. AEFMTU. - 599. AEFMTU. - 600. AEFMTU. - 601. AEFMTU. - 602. AEFMTU. - 603. AEFMTU. - 604. AEFMTU. - 605. AEFMTU. - 606. AEFMTU. - 607. AEFMTU. - 608. AEFMTU. - 609. AEFMTU. - 610. AEFMTU. - 611. AEFMTU. - 612. AEFMTU. - 613. AEFMTU. - 614. AEFMTU. - 615. AEFMTU. - 616. AEFMTU. - 617. AEFMTU. - 618. AEFMTU. - 619. AEFMTU. - 620. AEFMTU. - 621. AEFMTU. - 622. AEFMTU. - 623. AEFMTU. - 624. AEFMTU. - 625. AEFMTU. - 626. AEFMTU. - 627. AEFMTU. - 628. AEFMTU. - 629. AEFMTU. - 630. AEFMTU. - 631. AEFMTU. - 632. AEFMTU. - 633. AEFMTU. - 634. AEFMTU. - 635. AEFMTU. - 636. AEFMTU. - 637. AEFMTU. - 638. AEFMTU. - 639. AEFMTU. - 640. AEFMTU. - 641. AEFMTU. - 642. AEFMTU. - 643. AEFMTU. - 644. AEFMTU. - 645. AEFMTU. - 646. AEFMTU. - 647. AEFMTU. - 648. AEFMTU. - 649. AEFMTU. - 650. AEFMTU. - 651. AEFMTU. - 652. AEFMTU. - 653. AEFMTU. - 654. AEFMTU. - 655. AEFMTU. - 656. AEFMTU. - 657. AEFMTU. - 658. AEFMTU. - 659. AEFMTU. - 660. AEFMTU. - 661. AEFMTU. - 662. AEFMTU. - 663. AEFMTU. - 664. AEFMTU. - 665. AEFMTU. - 666. AEFMTU. - 667. AEFMTU. - 668. AEFMTU. - 669. AEFMTU. - 670. AEFMTU. - 671. AEFMTU. - 672. AEFMTU. - 673. AEFMTU. - 674. AEFMTU. - 675. AEFMTU. - 676. AEFMTU. - 677. AEFMTU. - 678. AEFMTU. - 679. AEFMTU. - 680. AEFMTU. - 681. AEFMTU. - 682. AEFMTU. - 683. AEFMTU. - 684. AEFMTU. - 685. AEFMTU. - 686. AEFMTU. - 687. AEFMTU. - 688. AEFMTU. - 689. AEFMTU. - 690. AEFMTU. - 691. AEFMTU. - 692. AEFMTU. - 693. AEFMTU. - 694. AEFMTU. - 695. AEFMTU. - 696. AEFMTU. - 697. AEFMTU. - 698. AEFMTU. - 699. AEFMTU. - 700. AEFMTU. - 701. AEFMTU. - 702. AEFMTU. - 703. AEFMTU. - 704. AEFMTU. - 705. AEFMTU. - 706. AEFMTU. - 707. AEFMTU. - 708. AEFMTU. - 709. AEFMTU. - 710. AEFMTU. - 711. AEFMTU. - 712. AEFMTU. - 713. AEFMTU. - 714. AEFMTU. - 715. AEFMTU. - 716. AEFMTU. - 717. AEFMTU. - 718. AEFMTU. - 719. AEFMTU. - 720. AEFMTU. - 721. AEFMTU. - 722. AEFMTU. - 723. AEFMTU. - 724. AEFMTU. - 725. AEFMTU. - 726. AEFMTU. - 727. AEFMTU. - 728. AEFMTU. - 729. AEFMTU. - 730. AEFMTU. - 731. AEFMTU. - 732. AEFMTU. - 733. AEFMTU. - 734. AEFMTU. - 735. AEFMTU. - 736. AEFMTU. - 737. AEFMTU. - 738. AEFMTU. - 739. AEFMTU. - 740. AEFMTU. - 741. AEFMTU. - 742. AEFMTU. - 743. AEFMTU. - 744. AEFMTU. - 745. AEFMTU. - 746. AEFMTU. - 747. AEFMT

Oxford façon Oxford

Suite de la page 29

— Oxford a la réputation d'être plus brillante dans le domaine littéraire et des idées que dans celui des sciences.

— Autrefois, Oxford était, il est vrai, plus orientée vers la littérature, la philosophie, l'histoire des idées et l'histoire tout court, et Cambridge plus vers les sciences. Mais au cours des années 30 l'équilibre a été rétabli. L'apport littéraire d'Oxford est très riche. Une pléiade de jeunes gens y sont devenus poètes, sans qu'on puisse véritablement parler d'une école d'Oxford. Il se trouve que les nouveaux poètes des années 30 se sont tous connus là-bas, même s'ils n'ont été réunis que plus tard. Oxford n'a pas été déterminant. Ils s'y sont retrouvés dans l'admiration de T. S. Eliot, et, comme Stephen Spender ou Wystan Hugh Auden, ils ont écrit dans les revues étudiantes de poésie. Il existe en effet d'innombrables revues et journaux. Graham Greene a été rédacteur d'un journal étudiant.

— Quelle vie politique?

— Il y a la fameuse Oxford Union, qui est très britannique : c'est une chambre des débats. On y débat de tout : d'idées, d'opinions ; la politique est venue plus tard. Vous pourriez débattre pour ou contre le puritanisme, ou pour ou contre l'admission des femmes, par exemple. Il s'agissait de points parfois mineurs concernant l'actualité étudiante du mois. Ça c'est politisé très

brutalement au moment de la crise, en 1931. En un été, comme l'a noté Isaiah Berlin, tout a basculé.

— Est-ce que cela a conduit à une organisation collective de type syndical?

— L'esprit est resté très individualiste. L'Union a servi de tremplin aux futurs tribuns. Les hommes politiques comme Ted Heath et plusieurs premiers ministres y ont commencé leur carrière. Depuis le dix-neuvième siècle, c'est à l'Union que s'exerce le goût de la joute oratoire, de la polémique. Cette pratique du débat contradictoire se retrouve dans toutes les universités britanniques. C'est une tradition. L'Union regroupe l'ensemble des collèges, son président est renouvelé chaque année, l'ordre du jour est un reflet de la mentalité étudiante et de ses intérêts. Cela demeure un lieu très fréquenté, très chaud. Il y a trois mois on y débattait de la guerre du Golfe.

— Comment se manifeste l'intolérance?

— L'intolérance ne touche pas au domaine intellectuel, dont l'ouverture est immense. Mais il y a un esprit de caste et de corps. Il est exclu d'être vu parlant avec telle ou telle personne. Il y a des coteries, les philosophes ne se mêlent guère aux scientifiques. D'un collège à l'autre peut exister un mépris profond. En théorie il y a une hiérarchie, en réalité des fluctuations profondes selon les périodes. Toutes ces querelles intestines s'évanouissent dès que les

oxfordiens se trouvent face à Cambridge. Mais ils feront corps à l'occasion avec elle contre les red brick universities. Tout dépend de qui est en face.

— L'université est-elle encore une école de dandysme?

— La grande querelle entre les athlètes et les esthètes qui remonte à la fin de la période edwardienne, avec Oscar Wilde, a disparu aujourd'hui, mais il reste des excentriques. Le dandysme est toujours présent, mais plus diffus. Comme dans le roman d'Evelyn Waugh, *Retour à Brideshead*, où le héros serre en permanence son ours en peluche, j'ai une amie qui se promène depuis vingt ans avec un hippopotame. Mais il y a maintenant de plus en plus d'étudiants qui traversent Oxford en restant extérieurs, car elle ressemble de plus en plus aux autres universités. La démocratisation du recrutement a apporté un change-

ment fondamental : aujourd'hui, si le fils d'un duc est nul, il n'entre pas. C'est la fin de l'élitisme : seuls les mérites intellectuels sont pris en compte. Les dandys se perdent dans une foule plus homogène, plus neutre.

— Quelles sont les possibilités de développement de la cité?

— Dans les années 80, l'informatique, on pollue, s'est installée dans la couronne d'Oxford. Elle pousse directement dans le vivier étudiant. On est très « Vert » à Oxford. La campagne appartient en partie aux collèges, qui ont leurs terres, leurs fermes, produisent leurs pommes, dans la vieille tradition monastique. C'est de là qu'ils tirent leurs revenus. Il y a un système de legs, certains gérés depuis le Moyen Âge par l'économie du collège. Mais l'afflux de nouveaux étudiants a amené certaines universités à vendre

leurs terres à des promoteurs immobiliers, ce qui leur a été vivement reproché, car ils ont aidé à défigurer la ville.

— Quelle idée de la ville peut se faire un visiteur?

— Un étranger au collège ne sera jamais dodans. Il peut seulement être l'élément exotique qu'on accepte dans un dîner. Avant que ne soit instaurée la mixité, j'ai été invitée dans les années 70 à la « Ladies' Night » du All Souls, l'un des plus prestigieux collèges masculins de chercheurs. Durant toute la soirée, j'ai eu l'impression d'être un animal de zoo. On dit qu'il n'en est plus ainsi maintenant. Oxford est un cercle magique auquel vous avez accès ou pas. L'université est fermée. La ville est fermée. Cela est d'autant plus sensible que l'espace est étroit. Même la Tamise ne pouvait pas se permettre d'avoir le même nom et y

devient l'Isis. Les visiteurs ne voient que des murs. C'est impénétrable. Un touriste ne pourra jamais s'enfermer dans un collège, il restera à l'extérieur. On est d'un côté du miroir ou de l'autre. Mais lorsqu'on y est entré, on n'est plus un étranger, on est passé définitivement de l'autre côté du miroir. Il ne faut pas oublier qu'Alice est une création d'Oxford.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

► Dans la série « Mémoires », les éditions Autrement publient le 30 mai prochain un *Oxford 1919-1939*, dirigé par Françoise du Sorbier. Rassemblement d'interviews (notamment de Graham Greene et Stephen Spender) et d'articles signés par une dizaine de spécialistes, ce volume décrit sous divers angles les traditions oxfordiennes confrontées aux changements apportés par l'entre-deux-guerres. 288 p., 120 F.



DAIRYL EVANS/NU

P A I S

*La nouvelle pièce
française en Ecus
en Or et en Argent*

Descartes, fondateur de la pensée européenne

La MONNAIE DE PARIS émet la deuxième pièce de collection de sa série consacrée à l'Europe qui comprend aussi Charlemagne, parue en 1990, et Jean Monnet qui sera émise en 1992.

Ces pièces sont les seules au monde à être libellées simultanément en deux devises :
70 Ecus/500 F pour les pièces en Platine et en Or
et 15 Ecus/100 F pour celles en Argent.

Galerie de vente de la Monnaie de Paris, 2, rue Quénegaud, PARIS 6^e.
Établissement monétaire, Voie Romaine, PESSAC (Gironde).
Les Pyramides, Pyramide du Grand L.uvre, PARIS 1^{er}.

Trésorerie Générale, au chef-lieu de chaque département.
Chez les distributeurs agréés de la Monnaie.
Vente par correspondance :
MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti
75270 PARIS CEDEX 06

COURRIER

Mémoire du Havre

La pollution dans « Le Monde sans visa » du 4 mai de l'article intitulé « Le Havre, ville de grand large » a incité M. Michel Daune, d'Olvet (Loiret), à nous adresser une longue lettre dont nous publions des extraits :

Vivre au Havre, c'est aussi savoir apprécier la brume tenace et les appels angoissés de la « vague à Malet », ou bien savoir lutter contre le vent charriant des ondes de pluie fine qu'on désespère de voir cesser ou encore par vent de sud être oppressé par cette senteur si particulière des pétroles ! Comment oublier enfin le doigt de lumière du phare de la Hève rythmant lentement les nuits.

Pourtant, la rupture avec Le Havre d'avant-guerre est beaucoup plus profonde. L'ancien cœur de la ville ayant disparu, un centre de remplacement s'est d'abord installé autour du Rond-Point. Il a fallu plus de vingt ans pour qu'un nouveau cœur se recrée dans la ville reconstruite.

Cependant, un autre centre vital était atteint : le port, et cette fois ce n'était plus la conséquence des bombardements, mais celle de l'évolution économique. A disparu progressivement cet irremplaçable appel au voyage que constituaient les départs et les arrivées des transats vus du sémaphore ou de la digue nord.

Sur tous les plans, Le Havre a dû rompre avec son passé et perdre sa mémoire. Dans ce très beau site, qui lui n'a pas changé, cette ville a simplement trente ans et ce ne sont pas quelques vestiges comme Notre-Dame et le Muséum, dont vous parlez, mais aussi la chapelle d'Ingooville et l'abbaye de Gra-ville, dont vous ne parlez pas, qui suffisent à recréer cette atmosphère si particulière des villes chargées d'histoire.

Sur cet effacement, sur cette table rase, quelques phrases mériteraient d'être ajoutées et quelques erreurs rectifiées. Ce n'est pas le seul après-midi du 5 septembre (je l'ai vécu comme brancardier et secouriste) — qui a détruit Le Havre. Ces bombardements par Libéralor se sont poursuivis une semaine et tous les quartiers du Havre devaient être rasés à tour de rôle. Ce n'était pas non plus pour faire céder les Allemands : à l'abri

dans les blockhaus qui entouraient la ville, ils n'ont subi pratiquement aucune perte. Seul le franchissement par les chars canadiens de cette ligne de défense a arrêté le massacre de la ville et de ses habitants et marqué la libération le 12 septembre. De sordides motifs politico-économiques, et non des raisons militaires, sont sans doute à l'origine de cette destruction systématique et inutile d'une grande ville. Ici encore Le Havre se distingue de toutes les autres villes de France : comment pouvait-on accueillir nos libérateurs avec une joie délirante après avoir perdu tant d'amis pour rien ? Comme vous le notez dans votre article, le traumatisme est encore présent. Il disparaîtra avec les gens de ma génération. Le Havre pourra alors oublier cette sombre période de son histoire et vivre avidement comme une ville nouvelle un vingt et unième siècle plein de promesses.

Jeanne d'Arc

A propos des statues fondues sous l'Occupation évoquées dans l'article « Aux pieds de Jeanne d'Arc » publié dans « Le Monde sans visa » du 11 mai, un lecteur parisien apporte les précisions suivantes :

L'occupant réclama un certain tonnage de cuivre, d'étain et de bronze pour ses usines d'armement. Ainsi disparurent les zébrures des cafés (étain) et les particuliers se virent proposer des tickets de vin en échange de leur cuivre. Pour les statues, la liste fut établie par un protégé du Maréchal, Héraon de Villefosse, qui avait des tendances d'Action française. La liste fut politique : Hugo, Gambetta, la République de la place du Carrousel, etc. On parvint à sauver quelques chefs d'œuvre : le Bolivar de Boudelle, le Ney de Rude, qui furent entreposés dans les caves de Saint-Sulpice. On ne peut sauver le monument d'Emile Zola, œuvre majeure du sculpteur belge Constantin Menier, vu ses dimensions. Si les Jeanne d'Arc furent sauvées, c'est en raison des opinions de Héraon de Villefosse. Les Parisiens de l'époque trouveront qu'on aurait pu en sacrifier une ou deux...

Le « culte » de Jeanne d'Arc n'a véritablement commencé qu'au milieu du dix-neuvième siècle consécutivement à la découverte

de son procès. Le bibliothécaire de la Chambre des députés, vers 1830, avait acheté des sacs de procès vendus par les lointains héritiers du chancelier Maupeou. Il s'y trouvait les pièces du procès de Jeanne d'Arc. C'est ainsi que se dessina le véritable visage de l'héroïne nationale. Ces pièces servirent grandement à la béatification. Le même bibliothécaire avait également acheté le manuscrit du *Devin de village* de Rousseau ainsi que d'autres pièces intéressantes. Il se fit donner sur les doigts pour avoir dépensé trop d'argent.

Colmar et Hansi

Dans l'interview consacrée aux nouvelles vitraux de la gare de Colmar, conçues par Jean Le Gac « Le Monde sans visa » du 11 mai, était brièvement citée la description faite par le dessinateur Hansi du décor d'origine détruit par une explosion en 1944. M. Jean-Paul Wachsmann, de Strasbourg, nous indique la référence exacte de l'ouvrage :

On trouve dans le plus connu des livres de Hansi, *Professeur Knatschke*, l'opinion ironique des Colmariens du début du siècle sur leur nouvelle gare, « qui chante un hymne magnifique à l'architecture allemande... et dont la silhouette rappelle fort adroitement une élégante locomotive ».

Quant aux deux grands vitraux, remplacés aujourd'hui par les verrières de Le Gac, ils étaient ainsi décrits (sous le titre : « Le superbe vitrail de la gare de Colmar ») : « Sans l'obligeance de l'artiste, qui s'est donné la peine d'expliquer son œuvre, nous ne saurions peut-être pas qu'elle symbolise la force humaine domptant la vapeur, sur une voie en forme de bretzel, ce qui en symbolise la continuité à l'infini. Par originalité, l'artiste a renoncé au symbole du cheval-vapeur devenu banal, et l'a remplacé par le « crocodile-vapeur », inédit ».

Le dessin du vitrail que reproduit Hansi n'était nullement caricatural mais descriptif. Il termine ainsi : « Le vitrail situé en face de cette œuvre d'art est encore d'un sens plus profond. Après six mois de nuits de méditations ardentes, il nous a été impossible de nous rendre compte de ce qu'il représente. »

صحنات الاجل